

## Pékin, Moscou et le Cambodge

Un mois après la conférence de Djakarta, le Cambodge revient au premier plan de l'actualité. Il est au centre des conversations de M. Takeshita, le premier ministre japonais, à Pékin. En outre, Chinois et Soviétiques se rencontrent pour la première fois, le samedi 27 août, dans la capitale chinoise, pour discuter, au niveau des vice-ministres des affaires étrangères, de cet important « obstacle » à la normalisation de leurs relations.

Chaque été, à la veille du débat des Nations unies sur le siège du Cambodge — toujours occupé par la coalition du Kampuchéa démocratique — s'ouvrent de grandes manœuvres autour du drame khmer. On peut espérer que, cette fois-ci, les protagonistes iront au-delà des invectives et des bonnes intentions. En effet, d'importants progrès ont été faits depuis un an, en particulier depuis la spectaculaire rencontre, en décembre dernier, à Fère-en-Tardenois, du prince Sihanouk et du chef du régime vietnamien de Phnom-Penh, M. Hun Sen.

Les deux hommes se sont revus, et les discussions se poursuivent. Faisant un pas de plus, le prince a publiquement coupé les ponts avec les Khmers rouges, de sinistre mémoire, et démissionné de la présidence de la coalition. Il est toutefois revenu sur son intention de demander que le siège du Cambodge à l'ONU soit déclaré vacant, au raison de l'opposition des pays qui le soutiennent, notamment la Chine et l'ASEAN.

Comment en est-on arrivé là ? Tout d'abord, la personnalité du prince, en dépit de ses fautes, apparaît de plus en plus « incontournable ». Ensuite, le Vietnam, en proie à un marasme économique sans précédent et soumis à de rudes pressions de la part de l'Union soviétique, craint plus que tout un accord entre Pékin et Moscou, qui ne pourrait que se faire sur son dos.

Hanoi a beau affirmer « ne pas attendre grand-chose » de la rencontre entre MM. Rogatchev et Tian Zengpei, ses dirigeants sont assez réalistes pour savoir qu'ils ne pourront pas rester longtemps en dehors du climat de détente internationale qui s'installe.

C'est n'est qu'en acceptant, enfin, de négocier avec le prince Sihanouk, reconnu comme seul interlocuteur valable, que les Vietnamiens pourraient éviter de se voir imposer une solution. D'autant que leurs protégés de Phnom-Penh paraissent incapables de résister seuls à la nouvelle offensive militaire des Khmers rouges.

Hanoi et le prince ont un intérêt commun, celui de ne pas voir les Khmers rouges revenir au pouvoir. Les Chinois eux-mêmes, qui soutiennent les soldats de M. Pol Pot parce qu'ils sont les plus combattifs sur le champ de bataille cambodgien, affirment désormais qu'il n'est pas question que les Khmers rouges s'installent seuls aux commandes.

Dans ce diabolique jeu de poker menteur que se livrent tant de pays au chevet d'un Cambodge exsangue, les protagonistes sont aujourd'hui au moins d'accord sur un point : réduire au maximum le poids des Khmers rouges dans un futur gouvernement de coalition. Il faut maintenant que les puissances extérieures laissent aux Cambodgiens la possibilité de s'entendre entre eux. Et surtout que les Chinois et les Vietnamiens cessent de se battre par Khmers interposés.

M 0147 - 0827 0 - 4,50 F



3790147004500 08270

## Le voyage du premier ministre à Nouméa

### M. Michel Rocard invite les Calédoniens à en finir avec un « système inégalitaire »

Près de mille deux cents personnes réunies, le vendredi après-midi 26 août, à l'hôtel de ville de Nouméa ont fait un accueil extrêmement chaleureux aux trois principaux protagonistes des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, MM. Michel Rocard, Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou, ainsi qu'au « langage de vérité » dont s'est pré-

Premier chef de gouvernement socialiste à s'exprimer à l'hôtel de ville de Nouméa, M. Rocard, déjà auréolé de la conclusion positive des négociations sur l'évolution statutaire de la Nouvelle-Calédonie, a réuni un nouveau parti. Il s'est fait longuement applaudir à 18 h 30 (locales) au terme d'une allocution peu complaisante pour la communauté européenne, composant pourtant la majeure partie d'un auditoire hostile aux thèses indépendantistes, et venu assez nombreux malgré l'appel au boycottage lancé la veille par la section du Front national.

Cette assistance a réuni, dans de longs applaudissements, le premier ministre, le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Lafleur, député RPR, et le président du Front national de libération kanak socialiste, M. Tjibaou, chef du mouvement indépendantiste, peu habitué à ce genre d'honneur dans le sanctuaire « loyaliste ».

Loin de se borner à un discours de circonstance, M. Rocard a exhorté la population de Nouméa, qui détiennent pratiquement tous les leviers des pouvoirs économique et politique, à « accompagner la politique de rééquilibrage » pré-

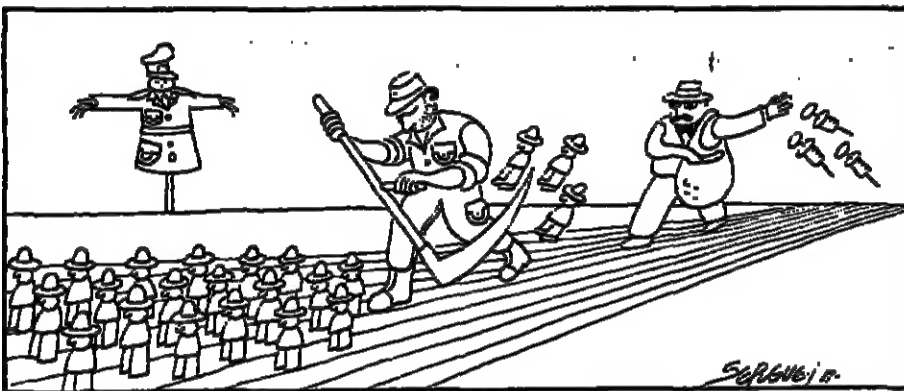
vue par des accords de Matignon, en s'impliquant dans la politique de réduction « des inégalités et des injustices » afin que, après « le temps du pardon (...) » vienne le temps du partage.

Se référant au général de Gaulle, M. Rocard a souhaité qu'en 1998, au moment du scrutin d'autodétermination prévu par le projet de loi référendaire, « les populations de Nouvelle-Calédonie choisissent de rester dans l'ensemble français » sans écarter toutefois l'hypothèse d'une indépendance conçue « dans la fidélité à la France et non dans la rupture ».

(Lire nos informations page 22.)

## Les narco-trafiquants, l'armée et l'opposition

### La « sale guerre » en Colombie



Une quarantaine de personnes ont été tuées et dix autres blessées, le jeudi 25 août, au cours d'affrontements qui ont opposé l'armée, la police et un groupe de guérilleros, dans le nord-ouest de la Colombie. Un épisode supplémentaire de la violence quotidienne qui déchire un pays où la drogue est souvent le nerf de la guerre.

BOGOTÁ  
de notre envoyé spécial

La voix du présentateur à la radio roule les « r », comme pour un match de football. « Dans le département d'Antioquia, une famille de onze paysans a été massacrée par des tueurs masqués. Quatre enfants figurent parmi les victimes. »

CHARLES VANHECKE.  
(Lire la suite page 5.)

## La mort de Françoise Dolto

### La grand-mère de la psychanalyse

Françoise Dolto, médecin et psychanalyste, est morte, le jeudi 25 août, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

C'était la grand-mère préférée des Français. La seule psychanalyste dont le langage était accessible à tous, la mamie dont on rêvait. La voix de Françoise Dolto savait toucher le cœur et l'intelligence du grand public. Avec son bon sens, on comprenait le non-sens de la vie.

Médecin pédiatre, Françoise Dolto fut sensibilisée dès avant la guerre au fait que le nombre de maladies des enfants qu'elle avait à traiter lui paraissait avoir une origine psychologique inconsciente. Membre de l'École freudienne de Paris, elle avait publié plusieurs ouvrages, dont *Psychanalyse et pédiatrie* (1959), et le *Cas Dominique* (1971) qui ne l'avait rendue célèbre. Cette réflexion sur le monde de l'enfance, elle devait l'approfondir quelques années plus tard, alors à

la radio, sur France-Inter, puis dans les deux volumes : *Lorsque l'enfant paraît* (éditions du Seuil). « Ce que les parents, les adultes ne savent pas, écrivait-elle, c'est que, dès sa naissance, un petit d'homme est un être de langage et que beaucoup de ses difficultés, lorsqu'il les lui explique, trouvent leur résolution au mieux de son développement. » L'évidence : c'est le langage qui différencie l'éducation de l'élevage. Un langage non pas seulement de mots mais également d'attitudes corporelles, de gestes, de sentiments. Dolto la tendresse avait su trouver à la radio le ton juste pour parler psy au grand public. Elle parlait simplement de problèmes à combien complexes : Que faut-il faire quand un bébé crie ? Que penser s'il ne pleure pas ? Que peut-on dire aux enfants ? Toujours, elle veillait à ne être normative. Elle donnait des conseils. Elle dédramatisait : « S'ennuyer à l'école, vous savez, c'est un signe d'intelligence. »

FRANCK NOUCHI.

(Lire la suite et les articles de MICHEL KAJMAN et MAUD MANNONI page 7.)

## L'incendie gigantesque dans la capitale portugaise

### Le vieux Lisbonne mutilé

Rua do Carmo, rua Garrett, rua Nova do Almada... C'était le cœur du vieux Lisbonne, reconstruit au dix-huitième siècle après un tremblement de terre qui avait détruit presque toute la ville. Aujourd'hui, ces hauts lieux ne sont plus que ruines : un gigantesque incendie a ravagé, le jeudi 25 août, les quartiers historiques et commerçants de la capitale du Portugal.

LISBONNE  
correspondance

Pour tous les Portugais, le réveil dans la matinée du jeudi 25 août 1988 restera un cauchemar. Le violent incendie qui s'est déclaré dans les grands magasins Grandella, au cœur du vieux Lisbonne, s'est étendu à une vitesse impressionnante aux rues avoisinantes et a ravagé au moins quinze immeubles de grande importance historique de la Baixa Pombalina. Ce sinistre a causé au patrimoine culturel et historique du Portugal les dommages les plus graves depuis le tremblement

de terre du 1<sup>er</sup> novembre 1755, qui détruisit toute la partie basse de la ville, épargnant seulement l'Alfama et le Bairro Alto. Entre trente et quarante mille personnes trouvèrent la mort dans ce séisme.

Le magasin du Chiado, le Musée discographique de Lisbonne, le somptueux Café Ferrari sont, aujourd'hui, à l'état de ruines. Toute une partie de l'histoire du Portugal a disparu à jamais sous les décombres.

M. Nuno Teotónio Pereira, président de l'Association des architectes portugais, qui a eu un rôle primordial dans les travaux de la commission de sauvegarde des sites, propose déjà l'élaboration d'un plan de reconstruction de la zone sinistrée. Dans un entretien qu'il nous a accordé à Lisbonne, il a d'abord dressé un bilan de la catastrophe : « L'incendie a porté un coup très dur à la partie centrale de la capitale telle qu'elle fut reconstruite par le marquis de Pombal au lendemain du séisme du milieu du dix-huitième siècle. Il y a deux raisons principales à cela. Premièrement, la zone sinistrée est très étendue ; elle couvre environ 10 000 mètres carrés le

long de trois rues, et trois quartiers composés d'immeubles d'une hauteur moyenne de sept étages. Deuxièmement, il s'agit d'une zone cruciale de la structure urbaine, qui constitue une charnière entre la partie basse de la ville et le versant du Chiado, l'une des plus célèbres collines de Lisbonne. Ces deux zones, dans leur ensemble, forment le centre névralgique du commerce à Lisbonne. C'est là que se trouvent les boutiques les plus prestigieuses de la capitale, et c'est justement cette zone charnière qui a été ravagée, ne laissant qu'un vaste terrain de ruines.

Propos recueillis par  
CRISTINA CAVACO.  
(Lire la suite page 3.)

Le Monde

SANS VISAGE

à Burkina Faso,  
un pays à visiter, pas à vendre  
La table à Jeux  
Pages 11 à 13

Alexandre  
JARDIN



Le Zèbre  
roman

GALLIMARD NRF



# CHRONIQUE DE 1789 L'ANNÉE SANS PAREILLE

2 novembre 1789

La France de 1789 est un pays catholique, et personne ne veut la mort de la religion. Mais la richesse du haut clergé et des ordres religieux est trop visible et les abus trop criants pour que l'Assemblée ne se saisisse pas de la question. Dès le 4 août, l'abolition des privilèges entraîne la suppression de la dîme, mais c'est à partir de l'automne que s'engage le grand débat sur la nationalisation des biens de l'Église. Un débat où les députés s'affrontent sévèrement, qui passionne l'opinion et qui marquera la France pour longtemps.

par MICHEL WINOCK

**L**A citoyenneté — active et passive — ayant été précisée, on ouvre le dossier de l'Église. Après trois semaines de débat, l'affaire est entendue : ses biens vont être mis en vente. Des prêtres riches, un évêque en tête, ont contribué à la loi. Qui pouvait alors imaginer le terrible engrenage mis en place, le schisme prochain, la nouvelle guerre de religion ?

La France de 1789 reste dans ses profondeurs un pays catholique. On a beaucoup parlé de la déchristianisation du dix-huitième siècle sous l'influence des philosophes, mais il faut nuancer ses « ravages ». Si la noblesse et une partie de la bourgeoisie avaient été gagnées par l'irréligion, la grande masse des paysans et des artisans — le gros de la nation — restaient très attachés aux usages et à la foi de leurs pères. Les rites sociaux du catholicisme rythmaient les saisons et empiétaient la vie des gens. Les philosophes eux-mêmes, fussent-ils les plus impies, reconnaissaient l'utilité de la religion et, s'ils blâmaient l'extremisme des curés qui passaient leur vie à se disputer de la messe à table, ils vantaient fort le rôle salutaire qu'exerçaient les curés auprès de leurs ouailles ; certains jugeaient que la superstition (et notamment la peur de l'enfer) avait aussi sa raison d'être pour tempérer la sauvagerie naturelle de la populace.

Néanmoins, l'Église de France présentait des signes de déclin réel, dont les cahiers de doléances se sont faits l'écho. Le système politique en était la cause principale : la distribution des bénéfices ecclésiastiques, dont le roi comblait ses courtisans, et le recrutement de l'épiscopat, qui s'était peu à peu fermé sur l'aristocratie, avaient fini par placer aux premiers rangs du clergé un nombre de grands seigneurs dont la vocation était douteuse, quand elle n'avait pas été carrément forcée sur injonction paternelle. Un Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, dut ainsi renoncer au siège de Paris, Louis XVI ayant estimé qu'à cette place il valait mieux nommer quelqu'un qui crût en Dieu ; l'évêque du Mans, Grimaldi, était célèbre pour ses débauches ; le cardinal de Rohan avait joué un triste rôle dans l'affaire du collier de la reine, etc. Certes, les incrédules et les intriguants n'étaient pas en majorité, ils étaient du moins visibles et poussaient l'Église par la tête.

D'autant que derrière ces riches prélats qui jouissaient de toutes les prérogatives dans leur ville épiscopale ou comptaient une kyrielle de chanoines et de chapelains profitant de prébendes confortables, sans justification morale. Cette richesse, qui contrastait avec la médiocrité, voire la pauvreté, des curés de village, les ordres religieux en détenaient une bonne proportion. Une grande part du discrédit dont ils souffraient était due à la pratique de la commende. Il s'agissait d'un bénéfice régulier (une abbaye) qui était accordé à un séculier sans obligation pour celui-ci de changer d'état ni même d'être présent. À l'origine, le commendataire administrait les biens de l'abbaye entre la mort de l'abbé et l'installation de son successeur, ce qui, dans la normale, limitait son exercice à six mois. En fait, les commendataires encaissaient les fruits de leur bénéfice jusqu'à leur dernier soupir. Les monastères étaient devenus de bonnes affaires. De sorte qu'en 1789 la situation des ordres religieux était dans l'ensemble affligeante : frapper l'Église dans sa richesse n'était donc pas forcément faire acte d'impunité. « L'Église s'est accablée sans bien, lisait-on dans le cahier de Villiers-le-Sec : c'est avec le bien qu'elle a dégénéré ; la réduire à sa forme primitive,

## 35. Une bombe à retardement : la nationalisation des biens de l'Église



Les riches prélats jouissaient de toutes les prérogatives dans leur ville épiscopale. Le 2 novembre, jour du scrutin, une foule se presse dès 6 heures du matin aux portes de l'Assemblée. Les insultes fusent contre les membres du clergé. Pour eux, l'affaire est entendue : le pressoir est « actionné ».

ce sera la rappeler à sa primitive sainteté.

Les cahiers de 1789 formulèrent rarement le souhait de voir vendre la totalité des biens ecclésiastiques. Sur les deux cent deux « cahiers généraux » (ceux qui furent apportés au roi), l'historien Timothy Tackett en a relevé cinq seulement qui anticipaient sur la nationalisation. En revanche, bien plus nombreux sont ceux qui veulent la suppression des dîmes (vingt pour toutes les dîmes, soixante-quinze pour certaines dîmes). Cet impôt payé à l'Église pèse sur toutes les propriétés et représente à peu près le treizième des récoltes, semences comprises. C'est à lui que les constituants s'en prennent d'abord.

**L**ORS de la nuit du 4 août, on décide donc le rachat des dîmes. Dans les jours suivants, la gauche va plus loin : pourquoi un rachat ? Les dîmes doivent être supprimées purement et simplement ! Pas si simple, en fait. Le journaliste, qui est pourtant du Club breton et qui votera plus tard la Constitution civile du clergé, rappelle les fonctions de la dîme : l'entretien du clergé et l'assistance aux pauvres. Le principe du rachat lui paraît donc sacré. Mirabeau proteste. La seule solution, c'est de salarier les prêtres ! « Mais, messieurs, il serait temps, dans cette révolution qui a fait éclore tant de sentiments justes et généraux, que l'on

**L'abbé Maury : « La ruine absolue du clergé séculier et régulier semble être décidée dans cette Assemblée ; mais (...) les biens du clergé appartiennent à la nation comme la province de Bourgogne appartient à la nation, et la province de Bourgogne a des propriétés. »**

abjurât les préjugés d'ignorance orgueilleuse qui font dédaigner les mots salaire et salarier.

Or voici que Sieyès, une des têtes les mieux faites de la Constituante, se prononce contre Mirabeau, au nom de l'indépendance du clergé. Lui objecte-t-on qu'il est prêt lui-même ? Député et théoricien du Tiers État, il peut se targuer de n'être pas le porte-parole d'une corporation dont il a éprouvé les injustices. Du reste, la dîme fait partie du prix des terres ; en l'annulant, on fait un cadeau aux propriétaires, et les riches en tirent le plus grand profit. Sieyès n'est pas écouté ; au contraire, son autorité dans l'Assemblée va en plûr. Sous la pression de la gauche, des curés au grand cœur se déclarent pour l'abandon complet ; l'archevêque d'Aix et un certain nombre de gros bénéficiaires y donnent leur voix. La contagion fait le reste ; l'archevêque de Paris pousse l'élan de généralité :

« Que l'Évangile soit annoncé, que le culte divin soit célébré avec décence et dignité, que les églises soient pourvues de pasteurs vertueux et zélés, que les pauvres du peuple soient secourus, voilà la destination des dîmes, voilà la fin de notre ministère et de nos vœux ; nous nous confions dans l'Assemblée nationale, et nous ne doutons pas qu'elle ne nous procure les moyens de remplir ces objets aussi respectables et aussi sacrés. »

Le 11 août, il est donc décidé que les dîmes de toutes natures possédées par le clergé séculier et régulier étaient abolies, sous réserve d'instaurer un moyen de substitution pour les besoins du culte. En attendant, on continuera à les percevoir. Classe

bien illusoire, comme Sieyès l'avait prévu : pourquoi fallait-il payer un impôt que la loi venait de supprimer ? De la même façon, on répond à un autre vœu des cahiers de doléances en supprimant le casuel, c'est-à-dire les honoraires versés aux prêtres pour l'administration des sacrements. Tout cela conduisit peu à peu au salariat du clergé, que prônait Mirabeau. L'Église disposait encore des revenus de ses propriétés, mais pas pour longtemps. Le 26 septembre, il est proposé au clergé d'abandonner son argentier. Si fait, l'archevêque de Paris obtient, l'Église ne gardera que ce qui est nécessaire à la subsistance du culte. Mais les clercs n'étaient pas encore au bout de leurs sacrifices. Il revint à Talleyrand, évêque d'Autun, de porter le coup fatal. Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord était l'exemple même d'un prêtre de composition. Cet homme de trente-cinq ans était devenu évêque parce qu'il avait un pied bot (qui lui interdisait la carrière militaire) et que son oncle était lui-même archevêque de Reims (le népotisme des crosses allait bon train). La Révolution allait être sa chance comme pour bien d'autres torseurs. Le 11 octobre, au nom du comité chargé d'examiner la question de l'emprunt, il propose à l'Assemblée la confiscation des biens du clergé. Évidemment, sous la soutane violente, il éprouve bien de la peine, dit-il ; comme citoyen, en revanche, il assume « le courage de la vérité ». Et quelle est cette vérité ?

« C'est que me paraît sûr, dit-il, c'est que le clergé n'est pas propriétaire, puisque les biens dont il jouit (et dont il ne peut disposer) ont été donnés non pour l'intérêt des personnes, mais pour le service des fonctions. »

C'était oublier, comme le fait remarquer Jaurès, que, dans les intentions des donateurs au clergé, il y avait aussi le salut de leurs âmes : « Nationaliser les biens de l'Église, c'était les arracher au donateur lui-même, c'est-à-dire au passé ; c'était, par conséquent, faire acte d'expropriation révolutionnaire, beaucoup plus que Talleyrand ne se l'avouait ou ne l'avouait aux autres. »

L'évêque d'Autun propose donc la nationalisation des biens ecclésiastiques, contre la prise en charge du clergé par l'État. Au demeurant, l'idée avait fait son chemin ; depuis la suppression des dîmes, la confiscation des propriétés de l'Église était à l'ordre du jour ; les journaux en discutaient ; les cafés s'en faisaient l'écho ; Mirabeau défendait la cause avec sa langue, et Sieyès, le parti contraire avec sa plume. L'Assemblée discute du projet avec ferveur. À droite, l'évêque d'Uzès, l'archevêque d'Aix, l'abbé de Montesquiou, se montrent les plus fermes, avec l'abbé Maury, qui dénonce la conjuration :

« La ruine absolue du clergé séculier et régulier semble être décidée dans cette Assemblée ; mais (...) les biens du clergé appartiennent à la nation comme la province de Bourgogne appartient à la nation, et la province de Bourgogne a des propriétés ; de même les biens du clergé appartiennent à la nation, et le clergé a des propriétés. »

À quoi Barnave réplique : « Le clergé existe par la nation ; la nation pourrait le détruire ; il résulte évidemment de ce principe que la nation peut retirer des mains du clergé des biens qui n'ont été affectés et donnés que pour elle... »

Un des meilleurs défenseurs de la propriété ecclésiastique fut sans doute Malouet. Intendant de marine qui allait sur ses cinquante ans, Pierre Victor Malouet avait été élu par le Tiers État de Riom, d'où il était originaire. Politiquement, il était l'un des membres les plus en vue du parti

monarchien, un « impartial » du centre droit. Ami des muses, qu'il fatiguait sans cesse, il avait exécuté quelques poèmes et pièces de théâtre, et ce commerce avec les lettres l'encourageait à prendre la parole plus souvent qu'à son tour, malgré le faible plaisir qu'éprouvaient les auditeurs de discours qu'il ne savait guère improviser. Mais l'homme était honnête, et ses avis modérés ne tombaient pas toujours dans des oreilles de sourds. Bref, il parla contre le projet de Talleyrand, avec mesure mais détermination.

**L**'INTÉRÊT de son intervention tient au fait qu'il ne défendait pas le statu quo, qu'il savait la nécessité d'une réforme : de ses biens, l'Église ne devait garder que de quoi subvenir aux besoins de la religion et des pauvres, l'excédent seul devait être attribué à l'État. Malouet soulève dans le même élan la réduction du nombre des évêchés, des abbayes, des canonicats, dont une commission ecclésiastique se chargerait. Ainsi les abus seraient supprimés, le Trésor public approvisionné, et l'Église garderait son indépendance. Le compromis très élaboré du monarchisme fut incontinent taillé en pièces par les orateurs de la gauche : Garat, Pétion, Dupont, Thourès, Le Chapelier, tous représentant la leçon de Mirabeau :

« Le service des autels est une fonction publique ; la religion appartenant à tous, il

**Barnave : « Le clergé existe par la nation ; la nation pourrait le détruire ; il résulte de ce principe que la nation peut retirer des mains du clergé des biens qui n'ont été affectés et donnés que pour elle... »**

faut par cela seul que ses ministres soient à la solde de la nation, comme le magistrat qui juge au nom de la loi, comme le soldat qui défend au nom de tous les propriétés communes... »

La passion a gagné la rue, les théâtres rivalisent dans l'anticlérical. Le 2 novembre, jour du scrutin, une foule se presse dès 6 heures du matin aux portes de l'Assemblée. Les insultes fusent contre les membres du clergé ; certains renouent à entrer ; un curé de Béziers, Martin, reçoit un coup de bâton sur la tête. Par cinq cent soixante-huit voix contre trois cent quarante-six, la Constituante vote un décret selon lequel les biens du clergé sont mis à la disposition de la nation. L'État se chargerait de pourvoir aux besoins du culte, à l'entretien des ministres, des églises et des séminaires, à l'assistance aux pauvres et à l'enseignement. Un immense transfert de propriétés se préparait, en même temps que la refonte complète des institutions religieuses.

Le 3 février 1790, la Constituante supprimait les congrégations à vœux solennels

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Vendredi 26 août : « Une bombe à retardement : la nationalisation des biens de l'Église », avec René Rémond.

Lundi 29 août : « La création des départements », avec Maurice Agulhon.

n'exerçant pas d'activité hospitalière ou enseignante. On a compté que les suppressions d'emplois dans l'ensemble du corps ecclésiastique avaient affecté les trois cinquièmes des prêtres. Le 12 juillet 1790, l'Assemblée votait la Constitution civile du clergé, qui robbait l'administration de l'Église. Les résistances qui devaient s'ensuivre conduisirent les députés à exiger de tous les prêtres un serment solennel à cette Constitution civile en 1791. Le pape condamna cette réforme faite de manière unilatérale, en même temps que les articles de la Déclaration des droits de l'homme concernant la liberté de conscience et d'expression. Face à l'Église d'État asservie, une Église réfractaire et fidèle au pape allait s'organiser avec l'appui des populations de nombreuses provinces. Le schisme était consommé, la guerre civile allait suivre.

**P**OUR expliquer cet événement majeur qui va ouvrir le plus grand et le plus durable conflit au sein de la société française, deux thèmes ont été avancés. Le premier est celui du complet. Il y aurait eu, dès la réunion des États généraux, une volonté surgie de la pensée philosophique d'asservir l'Église et d'abattre la religion. Un « plan » était arrêté : il fallait d'abord détruire le clergé comme ordre politique, lui enlever ensuite toutes ses propriétés, faire appel à toutes les passions contre lui pour mieux faire admettre sa subordination au pouvoir d'État, en attendant la ruine définitive de la religion.

La seconde thèse, plus crédible, a présenté le schisme comme le résultat d'une chaîne logique, due au problème financier. La ruine du Trésor public a conduit à la nationalisation des biens de l'Église ; celle-ci à sa réorganisation administrative, puis, les passions aidant, à l'obligation du serment et à la suite.

Il est sûr que depuis longtemps maints esprits réclamaient une réforme. Les jansénistes, les parlementaires, le roi lui-même, avaient contribué à l'existence de fait d'une Église gallicane qui était la préfiguration d'une Église d'État. Les philosophes ont apporté leurs critiques et contribué à répandre les idées qui préparaient la nationalisation. Néanmoins, on voit un certain nombre de députés de gauche qui lui sont encore hostiles au cours de cet automne 1789. Un engrenage causal a bien été mis en place sans que la majorité en ait pris conscience ; qui pouvait souhaiter le schisme et la guerre religieuse ? Certainement pas les défenseurs de la Révolution. A vrai dire, la plupart des acteurs n'avaient pas encore subodoré la contradiction centrale qui devait éclater entre l'idée révolutionnaire et la tradition catholique. Fie VI allait les réveiller.

La liberté et l'égalité, telles que les définissaient les hommes de 1789, étaient incompatibles avec les « droits du Dieu créateur ». Au-delà des propriétés, il y allait des thèses fondamentales de l'Église. Entre celle-ci et le libéralisme, l'antagonisme était autrement fort qu'entre l'autonomie gallicane et l'autorité pontificale. Un siècle plus tard, on aura depuis longtemps oublié la question du veto royal, qui avait fixé le partage de la « gauche » et de la « droite », quand les « cléricaux » et les « anticléricaux » se disputèrent encore les élections, l'instruction des enfants et l'avenir du monde.

**Prochaine chronique : La création des départements (22 décembre 1789).**

PORT dans le

Le sinis depuis le

Le 2 novembre, jour du scrutin, une foule se presse dès 6 heures du matin aux portes de l'Assemblée. Les insultes fusent contre les membres du clergé. Pour eux, l'affaire est entendue : le pressoir est « actionné ».



Le 2 novembre, jour du scrutin, une foule se presse dès 6 heures du matin aux portes de l'Assemblée. Les insultes fusent contre les membres du clergé. Pour eux, l'affaire est entendue : le pressoir est « actionné ».

Le 2 novembre, jour du scrutin, une foule se presse dès 6 heures du matin aux portes de l'Assemblée. Les insultes fusent contre les membres du clergé. Pour eux, l'affaire est entendue : le pressoir est « actionné ».

### Le vieux L

Sous la première page : Au plan de l'archevêque de Paris, les biens de l'Église ont été vendus à la nation. Les cahiers de doléances ont été brûlés. Les cahiers de doléances ont été brûlés. Les cahiers de doléances ont été brûlés.

Quelles vont être les conséquences de cette catastrophe ? Si la reconstruction ne se fait pas dans des délais rapides, tous les biens de la capitale risquent d'être déplacés définitivement à l'étranger. Ceci aurait pour effet







## La Constitution permet-elle à la Bundeswehr de participer aux opérations des « casques bleus » de l'ONU ?

Le Monde



# Amériques

CHILI : la levée de l'état d'urgence

## L'opposition met à profit l'assouplissement du régime

C'est avec vingt-quatre heures de retard sur l'annonce prévue que les mesures d'exception devaient cesser d'être appliquées, vendredi 26 août, au Chili, mais déjà l'opposition a mis à profit le léger assouplissement promis par les autorités. Une coalition de seize partis, regroupés pour prôner le « non » au plébiscite sur le gouvernement militaire qui doit se tenir dans six semaines, a demandé qu'un « concert de casseroles » accueille, mardi prochain, la probable désignation du général Pinochet comme candidat unique de la junte.

Par ailleurs plusieurs marches géantes de protestation, interdites en tant que telles, depuis quinze ans, par le régime, sont programmées, dont la première au début du mois de septembre. De leur côté, les journalistes chiliens ont organisé, jeudi, une grève symbolique d'une heure, tandis qu'une centaine d'entre eux se rendaient au palais présidentiel pour remettre une lettre de protestation au ministre de l'Intérieur, M. Sergio Fernández. Dans cette lettre, les journalistes insistent pour que le gouvernement Pinochet fasse retirer les trente et une plaintes en justice déposées contre les journaux d'opposition. La dernière en date concerne le directeur de l'hebdomadaire de gauche *Cauce*. M. Francisco Herrera, accusé d'« avoir calomnié dans un article un procureur militaire », a été arrêté jeudi, deux heures avant la grève des journalistes.

« Le peuple a gagné une autre grande bataille », tirait jeudi à la une le quotidien d'opposition *Fortín Mapocho*, tandis que le dirigeant socialiste, Ricardo Núñez, estimait que la fermeté de l'opposition et de l'Eglise catholique avait permis d'obtenir ce succès. La conférence des évêques du Chili avait souligné, le mois dernier, que le plébiscite d'octobre n'aurait aucun crédit moral si le régime ne mettait pas fin aux restrictions des droits et garanties individuelles.

Le président de la commission chilienne des droits de l'homme, le juriste Jaime Castillo, a estimé, pour sa part, que la fin des mesures d'exception signifiait « automatiquement » la fin de l'exil pour les Chiliens vivant à l'étranger. M. Alejandro Haies, président du conseil des avocats chiliens, a également défendu ce point de vue.

Pourtant, il ne semble guère que le régime envisage pour l'instant de permettre aux dizaines de milliers de Chiliens exilés pour motifs politiques de retourner dans leur pays pour participer à ce scrutin, où leurs voix pourraient être décisives.

Ce dernier point a été bien précisé par le ministre de l'Intérieur, Sergio Fernández, lorsqu'il a annoncé, mercredi, la levée de l'état d'urgence : « Les exilés, a-t-il expliqué, ne pourront rentrer que sur autorisation spécifique et par décret. » — (AFP, Reuters, AP).

Les narco-trafiquants, l'armée et l'opposition

## La « sale guerre » en Colombie

(Suite de la première page.)

Le fait divers est tellement ordinaire qu'il ne donne pas lieu à de longs développements. C'est plus tard qu'une explication surgit : les paysans étaient engagés dans un « conflit du travail » où ils étaient soupçonnés d'appuyer un mouvement de guérilla, l'un des six ou sept du pays. Ils ont été éliminés par leur militantisme, réel ou supposé. Ces meurtres en série font de deux cents à trois cents victimes par mois. A en croire le procureur général, M. Horacio Serpa Uribe, ils relèvent d'un « plan d'intimidation et d'extermination » qui bénéficie de la complicité de certaines autorités.

La Colombie est en guerre. C'est même l'un des vingt-cinq pays au monde en état de belligérance. Une « sale guerre », disent les Colombiens, qui ont emprunté ce terme à l'Argentine des généraux, laquelle liquidait les opposants dans la clandestinité. Mais le fait nouveau, dans ce conflit, ce n'est pas la catégorie ni le nombre de victimes, mais la qualité des tueurs. De plus en plus, il s'agit de ce qu'on appelle ici d'un mot fort désuet : les « sicaires », assassins à la solde de la mafia de la cocaïne, qui agit de concert avec certains éléments de l'établissement, ainsi que de la police et de l'armée.

« Les narco-trafiquants ont passé un pacte clandestin avec l'oligar-

chie. Ils sont devenus les premiers anticommunistes du pays. »

Jorge Child, qui fait ce commentaire, est éditorialiste au quotidien *El Espectador*. Menacé de mort par la mafia, il a dû s'exiler pendant plusieurs mois, avant de revenir en Colombie au début de l'année. Quand il parle de la chasse aux « communistes », il donne au mot le sens que lui prêtent les possédants. Sont communistes, pour les employeurs des sicaires, non seulement les militants de l'Union patriotique, coalition issue du PC qui compte quatorze parlementaires et une quinzaine de maires, mais aussi les syndicalistes, les membres d'organisations populaires, les professeurs, les hommes politiques, voire les journalistes.

Le dernier rapport d'Amnesty International renforce la thèse du « plan d'extermination », en citant des exemples où la participation de militaires à des crimes politiques a été prouvée et constate que les « escadrons de la mort » agissent en toute impunité dans les zones sous contrôle de l'armée. Celle-ci, ajoute l'organisation humanitaire, « procède à des arrestations arbitraires, à des tortures, à des exécutions sommaires, pour localiser et éliminer des guérilleros, et pour intimider la population ».

L'un des exemples les plus frappants, ces derniers mois, a été celui d'Uraba, sur la côte caribbe. Uraba est une zone de colonisation récente, qui fournit 90 % des exportations de bananes. Les grandes entreprises y ont prospéré, en faisant travailler dans des conditions semi-féodales les ouvriers des plantations. Avec la multiplication des conflits sociaux, la guérilla s'est infiltrée dans les syndicats agricoles : maîtres de l'EPL (Armée populaire de libération) et communistes orthodoxes des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), la principale organisation armée. Enlèvements et racketts « révolutionnaires » ont répondu à répression patronale. Un tournant a été pris, il y a quelques mois, avec l'assassinat de plusieurs dizaines de syndicalistes par des commandos qui identifiaient leurs victimes avant de les liquider.

### L'exemple d'Uraba

L'enquête menée par les services de sécurité de la présidence a montré que des soldats stationnés dans la région avaient trempé dans la préparation des massacres. Un mandat d'amener a été délivré contre un lieutenant des services secrets de l'armée, mais l'audace officielle s'est arrêtée là, et l'officier n'a toujours pas été écroué.

En octobre 1987 était assassiné Jaime Pardo Leal, président de l'Union patriotique, qui avait dénoncé à plusieurs reprises la responsabilité des narco-trafiquants et de certains services militaires dans la vague meurtrière qui a coûté la vie à plus de cinq cents militants de la coalition communiste. L'instruction a révélé qu'avant le crime son auteur « intellectuel », Rodríguez Gacha, l'un des « capos » du cartel de Medellín, avait échangé plusieurs coups de téléphone avec des militaires en poste à Bogotá...

Complicité « marginale », comme l'affirme le gouvernement, ou située au plus haut niveau ? Alvaro Tirado Mejía, conseiller présidentiel pour les droits de l'homme, « ne croit pas » qu'il existe, derrière tous ces crimes, « un cerveau ». Il reconnaît pourtant l'implication de « certains éléments de l'Etat ». Le président du comité de défense des droits de l'homme, M. Vasquez Carrizosa, admet qu'il n'existe aucune preuve de tels éléments « soient commandés d'en haut ».

L'histoire d'Uraba est caractéristique de ce qui se passe dans plusieurs régions du pays. Des colons s'installent sur les terres nouvelles du Moyen-Magdalena, des savanes orientales, et s'enrichissent dans une atmosphère de Far-West. L'Etat est absent ou lointain. La guérilla s'implante et soumet les éleveurs ou les planteurs à l'impôt révolutionnaire. Arrivent les narco-trafiquants, qui « lavent » leurs dollars dans l'agriculture et l'immobilier. Ils rachètent à bas prix les propriétés des exploitants fatigués d'être rançonnés. Aux autres, ils apportent la sécurité, en créant avec eux des « groupes d'autodéfense », qui s'efforcent de briser toute résistance syndicale ou armée.

« nos bases », dit Alberto Rojas, sénateur de l'Union patriotique. La dernière victime de marque a été Carlos Mauro Hoyos, procureur général à l'époque — février 1988 — où il a été assassiné. Le magistrat s'était prononcé en faveur de l'extradition des narco-trafiquants réclamée par les Etats-Unis. Crime suprême, aux yeux des mafiosi, qui disent préférer une tombe en Colombie à une prison américaine. En fait, il leur arrive rarement de se faire prendre. L'un d'entre eux, Jorge Luis Ochoa, arrêté par hasard en novembre 1987 pour une infraction routière, est sorti de prison grâce à la complicité d'un juge, provoquant ainsi une crise entre les gouvernements de Bogotá et de Washington, car il comptait un nombre des « extraditables ».

Les magistrats chargés des instructions sur les « narcos » sont menacés de mort et exécutés, quand ils ne se laissent pas corrompre. La justice est donc paralysée. Il n'existe aucune procédure en cours contre Pablo Escobar, chef du cartel de Medellín. L'an dernier, la Cour suprême a déclaré inconstitutionnel le traité d'extradition signé en 1979 avec les Etats-Unis. Depuis, aucun trafiquant n'a été extradé, ce qui a contribué à relâcher la pression de la mafia sur les autorités judiciaires et gouvernementales et incite certains hommes politiques à envisager de mener avec elle les mêmes négociations « pour la paix » qui sont tentées actuellement avec la guérilla.

### Mutisme présidentiel

La déliquescence de l'Etat n'entame pas le mutisme du président Barco. Ses compatriotes, apparemment, ne doutent pas de ses bonnes intentions. Quand l'élé du Parti libéral est arrivé au pouvoir, il y a deux ans, il s'est entouré de conseillers progressistes et a lancé un plan de « réhabilitation » des zones marginalisées, qui absorbe actuellement 17 % des investissements publics. Il vient de proposer au Congrès une réforme de la Constitution. Il a tenté, l'an dernier, de négocier avec les FARC, et son conseiller à la réconciliation nationale, Rafael Pardo, est relié par un téléphone rouge avec la guérilla communiste, afin d'« échanger des renseignements ». Quand les maires étaient encore nommés, « il a offert vingt-six maires à l'Union patriotique pour bien montrer qu'elle était un parti comme un autre », dit Rafael Pardo.

Pourtant, une impression de flottement, d'irrésolution émane du gouvernement. La « sale guerre » se déroule, sans que soit arrêté un seul des assassins appartenant aux cent quarante « escadrons de la mort » officiellement recensés.

Sans doute, le commandant des troupes basées à Medellín, le général Jaime Ruiz, semble engagé dans une lutte acharnée contre le cartel de la drogue. Il s'en est fallu de peu, en mars, que Pablo Escobar ne soit arrêté. Celui-ci a réussi à fuir de sa cachette et à tromper les quelque deux mille soldats lancés contre lui. Le journaliste Jorge Child, auteur d'un livre sur la mafia, ne croit pourtant pas qu'un combat véritable soit mené contre les trafiquants. Les chefs des cartels de Cali et de Medellín « sont rarement inquiétés », dit-il, sauf par leurs « sicaires » respectifs, car ils se livrent une guerre sans merci pour le contrôle du marché de New-York.

L'armée pratique volontiers la désinformation. Récemment, le commandant d'une brigade stationnée dans la région de Vichada annonçait la découverte d'un laboratoire clandestin des FARC, et affirmait que celles-ci achèment par avion des centaines de kilos de cocaïne vers Cuba et le Nicaragua. Trois jours après, il était démenti par le ministre des affaires étrangères. Le mot « narcoguérilla » est abondamment utilisé en haut lieu, par référence à une époque — pas tout à fait révolue — où les mouvements insurrectionnels prélevaient leur dime sur les fabricants de pasta.

« Mais il faudrait parler aussi de narcopolitiques », dit un collaborateur du chef de l'Etat. Car si la guérilla se banditise, c'est aussi le cas de certains officiers, qui prélèvent leur part du trafic.

Il y a quelques années, le sociologue Eduardo Pizarro, spécialiste de la « violence », prévoyait une évolution à la centre-américaine. Aujourd'hui, devant la multiplication des bandes armées et la régionalisation de la terreur, il parle de la « libanisation » de la Colombie. Entre le Salvador et le Liban, il ne dit pas quel sort est préférable.

CHARLES VANHECKE.

## Asie

PAKISTAN

## Le nouveau chef de l'armée attribue la mort du général Zia à une « conspiration » étrangère

ISLAMABAD  
de notre envoyé spécial

« Restauration de la démocratie dans le pays » : cet objectif fait partie des cinq recommandations adressées le soir même de la mort de l'ancien président Zia par le général Aslam Beg au nouveau chef de l'Etat par intérim, M. Ghulam Ishaq Khan. Le nouveau « numéro un » de l'armée pakistanaise a révélé, le jeudi 25 août, quelques détails sur la manière dont s'est effectuée la transition du pouvoir le 17 août, ainsi que sur l'état d'esprit et les objectifs des forces armées. Le général Beg, qui s'adressait à un parterre d'officiers supérieurs, a estimé que la destruction du C-130 présidentiel était le fruit d'une « conspiration ».

Sans accuser directement les intéressés, il a rappelé que, les 13 et 15 août, l'Union soviétique, puis le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, avaient proféré des menaces contre le Pakistan. Moscou accusait alors Islamabad d'ingérence dans les affaires afghanes, et M. Gandhi avait indiqué que l'Inde

pourrait être amenée à prendre des « mesures de représailles » pour mettre fin à l'aide apportée, selon lui, par les Pakistanais aux extrémistes sikhs du Pendjab.

Le général Beg n'a pas donné de détails sur cette thèse du « complot extérieur », insistant surtout sur le « consensus » qui s'est créé au sein des forces armées pour permettre une transition constitutionnelle du pouvoir. Justifiant la présence des trois chefs d'état-major au sein du Conseil d'urgence par la nécessité de maintenir l'ordre dans le pays, il a souligné que ce rôle se poursuivait jusqu'aux élections du 16 novembre et la nomination d'un nouveau gouvernement. L'armée, a-t-il ajouté, « n'a pas de goût pour le pouvoir. La sécurité et l'intégrité de la nation sont ses seuls objectifs ».

Ces déclarations, et notamment celle — sibylline — sur la « restauration » de la démocratie (ce qui semble vouloir dire que celle-ci n'existait pas vraiment du temps du « président martyr ») ont eu pour effet de rassurer quelque peu la classe politique, qui reste encore

inquiète devant une toujours possible imposition de la loi martiale.

### Le sans-faute de Benazir Bhutto

Le président Ghulam Ishaq devait s'adresser à la nation vendredi soir, et on lui prête l'intention d'annoncer la nomination d'un nouveau gouvernement composé de personnalités « non partisans ». Dans les états-majors politiques, les grandes manœuvres se poursuivent, notamment au sein de la Ligue musulmane, où son président, l'ancien premier ministre Mohammad Khan Junejo, a bien du mal à résister aux tentatives de « coup d'Etat interne » fomentées par les barons du régime Zia.

L'opposition suit de près la situation, sachant qu'un éclatement de la Ligue musulmane ne peut que favoriser le PPP (Parti du peuple pakistanais) et les ambitions présidentielles de son chef de file, M<sup>me</sup> Benazir Bhutto. Chacun s'accorde à reconnaître que la fille de l'ancien premier ministre Ali

Bhutto n'a commis aucune erreur depuis la mort de Zia. Elle s'est gardée de tout triomphalisme à la suite de la disparition du responsable de la mort de son père, et elle a multiplié les déclarations très conciliantes envers l'armée. Le président Ghulam Ishaq lui a offert une protection rapprochée, ce qui, dans ce climat troublé, n'est peut-être pas inutile. Parallèlement, les militants du PPP, qui avaient été arrêtés le 18 août à la suite d'attaques à la roquette contre une raffinerie pétrolière de Karachi, semblent avoir été relâchés.

M<sup>me</sup> Bhutto s'efforce de redonner vie au MRD (Mouvement pour la restauration de la démocratie), ce conglomérat de groupuscules qui gravitent autour du PPP et dont la justification, depuis la mort de Zia, est de moins en moins évidente. La fille de Bhutto n'a encore jamais eu l'occasion de démontrer que son réel charisme pouvait être aussi un atout électoral. Et en disparaissant, Zia lui a retiré son meilleur argument électoral.

LAURENT ZECCHINI.

## Diplomatie

### Le cabinet de M. de Beaucé

Ont été nommés au cabinet de M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales : M. Roger Gouze, chargé de mission auprès du secrétaire d'Etat ; M. Olivier Gausson, directeur du cabinet ; M. François Cadot-Clet, chargé de mission ; M. Jean-Claude Fiez, chef de cabinet ; MM. Claude Lardy et Xavier North, conseillers techniques.

[M. Roger Gouze, né en 1912, a été directeur à la maison de l'Alliance française de Paris (1950), secrétaire général adjoint (1967), puis délégué général adjoint (1967) de l'Alliance française de Paris. Il a été conseiller technique du directeur général des relations culturelles au ministère des relations extérieures à partir de 1982.]

[M. Olivier Gausson, né en 1949, diplômé de l'ENA, a été en poste à l'ambassade à Tokyo (1975-1978), puis à l'administration centrale, au centre d'analyse et de prévision (1977-1978). Il a été ensuite premier secrétaire à Bonn (1978-1981), conseiller diplomatique auprès du directeur des affaires internationales à la délégation générale pour l'armement (1982-1984) et conseiller technique au cabinet du ministre. Il était conseiller culturel à Alger depuis avril 1986.]

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION

## Découverte d'un réseau d'espionnage qui avait dérobé des plans de l'OTAN

Huit membres d'un réseau d'espionnage opérant au profit de la Hongrie et de l'URSS ont été arrêtés en RFA, en Suède et dans d'autres pays d'Europe de l'Ouest, a-t-on appris le jeudi 25 août, dans les milieux gouvernementaux ouest-allemands.

Ces huit personnes, soupçonnées d'avoir fourni des informations sur les plans américains de défense de l'Europe de l'Ouest, ont porté un sérieux coup à l'OTAN, ont déclaré jeudi des responsables du contre-espionnage ouest-allemand. Les documents dérobés comportaient des informations ultra-confidentielles telles que les plans de l'armée américaine en cas de guerre terrestre contre les forces du pacte de Varsovie.

Un communiqué du procureur fédéral de Karlsruhe a révélé que Clyde Les Conrad, un ancien sous-officier de l'armée américaine, avait été arrêté mardi et accusé d'être le chef du réseau. Conrad, quarante et un ans, a servi dans les forces armées américaines pendant vingt ans, jusqu'à sa démission en 1985. Depuis 1978, il avait accès à des

documents top-secrets de l'armée américaine, à la base de Bad Kreuznach (centre de la RFA) où il travaillait. Après son départ de l'armée, Conrad avait recruté au moins un autre membre de l'armée américaine. L'affaire, qualifiée d'« extrêmement grave » par les autorités ouest-allemandes, aurait continué jusqu'au mois dernier, des documents secrets ayant été vendus à Vienne en juillet.

### Une série d'affaires

Trois ressortissants de pays de l'Est ont été appréhendés mercredi en Suède et quatre autres membres du réseau ont été arrêtés dans d'autres pays d'Europe occidentale non précisés. Parmi les personnes arrêtées en Suède, deux frères d'origine hongroise ont reconnu qu'ils travaillaient pour les services secrets hongrois depuis leur arrivée dans le pays, dans les années 60. Officiellement médecins, les deux hommes ont été

découverts en possession de radios et de messages codés.

La découverte de ce réseau intervient alors que le Pentagone et les services de sécurité américains ont déjà été secourus récemment par plusieurs affaires similaires retentissantes. « Au cours de ces trois dernières années, il y a eu plus de révélations sur des affaires d'espionnage dans les milieux touchant à la défense et à la sécurité des Etats-Unis qu'à aucun autre moment dans notre histoire », relevait récemment le directeur adjoint du FBI, M. Oliver Revell. Trait commun à toutes ces affaires : les espions sont motivés par l'appât du gain et non plus par des raisons idéologiques.

Les autorités américaines ont, ces dernières années, pris des mesures pour renforcer les procédures de sécurité en réduisant de 40 % entre 1985 et 1987 le nombre de personnes ayant accès à des documents secrets et en obtenant la réduction d'un tiers de l'effectif de la mission soviétique auprès des Nations unies à New-York à la fin de 1986. — AP, AFP.]



## Politique

L'université d'été du PS

# « Il faut affirmer notre fidélité au président dans la loyauté à l'égard du premier ministre » a souligné M. Lionel Jospin

Invité jeudi 25 août à intervenir sur le thème du « défi de la formation » devant les militants socialistes réunis en université d'été à Sévrier près d'Annecy (Haute-Savoie), M. Lionel Jospin, ministre d'État chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, a déclaré que l'éducation nationale est « un grand dessein pour le gouvernement ».

Répondant ainsi à ceux « qui se sont interrogés sur ce que devait être ce grand dessein », et s'adressant implicitement à M. Laurent Fabius (le Monde daté du 24 août), M. Lionel Jospin a estimé que « le grand dessein avait été défini à l'occasion de la campagne présidentielle par la Lettre aux Français de M. François Mitterrand ». « Le gouvernement », a ajouté M. Jospin, « a vocation de mettre en œuvre autour du premier ministre ce grand projet

dans lequel l'éducation nationale tient et doit tenir une part essentielle ».

Après M. François Mitterrand qui, à l'issue du conseil des ministres du mercredi 24 août, avait tenu à rendre un hommage appuyé à M. Michel Rocard, et après M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, M. Jospin marque ainsi son soutien au premier ministre, se démarquant des propos tenus par le président de l'Assemblée nationale. « Dans la période qui vient », a souligné M. Jospin, « je crois qu'il faut affirmer notre fidélité au président de la République dans la loyauté à l'égard du premier ministre et du gouvernement ». Le ministre de l'éducation nationale a également défendu le parti dont il fut le premier secrétaire de 1981 à 1988, se posant, à

encore, en contradicteur de M. Fabius qui avait souligné dans son entretien au Monde les « faiblesses » du PS. M. Jospin a notamment précisé que la Lettre aux Français s'était largement inspirée des propositions faites par le PS. Il a lancé un appel aux militants en leur demandant de « veiller comme à la prunelle de leurs yeux à l'unité du PS ».

Interrogé sur la proposition « d'offrir publique d'alliance » de M. Alain Carignon, député RPR de l'Isère et maire de Grenoble, pour les élections cantonales et municipales qui a notamment appelé à voter pour M. Haroun Tazieff, M. Jospin a observé : « Nous avons facilité à rassembler. Si certains veulent nous aider, pourquoi pas ? Mais nous n'avons pas, nous, à servir de force d'appoint à d'autres ».

## Conjuguer égalité et diversité à l'école

SEVRIER  
de notre envoyée spéciale

Très attendu par une assemblée de militants constituée de nombreux enseignants, M. Lionel Jospin a longuement défini sa mission, présentée comme une « priorité politique » du gouvernement.

Observant que l'éducation est jugée « de plus en plus importante par les gens de notre pays », M. Jospin a rappelé que « c'est autour des problèmes éducatifs que l'on a vu sous la gauche comme sous la droite des centaines de milliers de personnes dans la rue ». A deux reprises, en juin 1984 pour la défense de l'école libre, et en décembre 1986 contre le projet de loi de M. Alain Devaquet, les gouvernements ont « vacillé » et connu une « quasi crise politique », a noté M. Jospin.

A propos du retrait de la loi Savary qui a été décidé « à l'arraché entre le président et moi-même », M. Jospin a ajouté : « Je suis persuadé que si nous n'avions pas opéré à ce moment-là de sursaut, nous ne serions pas restés au

pouvoir jusqu'en 1986. » Faisant tout de même une distinction entre ces deux grandes manifestations — celle de 1984 reposant sur un « malentendu » selon lui, alors que celle des étudiants de 1986 exprimait « le refus de la philosophie du gouvernement en matière d'éducation », M. Jospin a estimé que l'enseignement est perçu comme « un système en crise » qui a connu « trop de réformes ».

Affirmant que les socialistes ont joué un rôle « essentiel » dans la prise de conscience de l'importance de l'éducation, il a rendu hommage à ses deux prédécesseurs socialistes, MM. Alain Savary et Jean-Pierre Chevènement qui ont « commencé à populariser des objectifs volontaristes, comme les 80 % de bacheliers et les 2 millions d'étudiants en l'an 2000 ».

M. Lionel Jospin s'est déclaré résolu à poursuivre cette priorité gouvernementale, ce « grand dessein » dans la continuité, à « refuser tout ce qui peut sembler à des effets d'esbroufe » et à se « méfier des effets d'annonce » pour aborder « ces problèmes très

complexes avec un esprit de sérieux et d'humilité ».

« Le président de la République m'a dit que j'étais le plus grand chef d'armée après celui de l'armée rouge », a confié en souriant le ministre de l'éducation nationale, « même si toutes les deux ne se dirigent pas vraiment de la même façon ». Il entend donc « utiliser pleinement cette administration » tout en étant « un homme de terrain ». Son intention est donc moins de « définir ex cathedra une réforme » que de travailler « dans le temps, sur des chantiers », non seulement sur la formation initiale mais aussi sur la formation continue ou « reconversion ».

Représentant l'idée évoquée par le premier ministre d'une loi de programmation ou d'une loi-cadre pour l'éducation nationale, M. Jospin estime que le gouvernement « devra être capable, malgré les problèmes budgétaires, de continuer à affirmer cette priorité dans les années qui suivront ». M. Jospin, qui juge « tout à fait satisfaisant » le budget consacré à l'éducation nationale en 1989, a répondu avec virulence

au Parti communiste, selon lequel on devrait retirer 40 milliards à la défense pour les consacrer à l'éducation nationale, jugeant que cette proposition n'avait « pas de sens ».

Le ministre, qui s'est installé « dans le bureau de Jules Ferry », souhaite que l'école « conjugue égalité et diversité ». Egalité entre les collèges ou les lycées pour que cesse la division entre les établissements « nobles » avec « les meilleurs professeurs » dans les centres villes et ceux qui seraient laissés pour compte à la périphérie. Diversité parce qu'il faut « éviter cette croyance au modèle unique, et sa formule trop contrôlée ». L'école doit être, selon M. Jospin, « le lieu de la vie, de la souplesse, de l'invention ». Pour cela, les mathématiques, par exemple, ne doivent pas jouer le rôle de sélection qui leur est actuellement attribué.

Ce « grand dessein » éducatif passe aussi par une meilleure motivation du personnel enseignant. « La revalorisation de la fonction enseignante », selon M. Jospin, est élément essentiel de cette rénovation.

PASCALE ROBERT-DIARD.

Le « soutien mutuel » de MM. Carignon et Tazieff

## Le PS critique, le RPR méfiant

Le patronage par M. Alain Carignon, maire RPR de Grenoble et président du conseil général de l'Isère, de la candidature, dans le cinquième canton de Grenoble, de M. Haroun Tazieff, ancien secrétaire d'Etat aux risques majeurs dans le gouvernement de M. Laurent Fabius (le Monde du 26 août), a provoqué de nombreuses réactions chez les socialistes.

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole national du PS, a estimé le jeudi 25 août que « le ralliement de M. Tazieff n'est pas une surprise, c'est même un piège tendu ».

« Je regrette simplement », a ajouté M. Queyranne, que M. Tazieff n'ait pas bien choisi son camp, parce que M. Carignon n'est pas le champion de l'ouverture, il a beaucoup de progrès à faire dans ce domaine-là ».

Vingt-quatre heures après l'annonce de la candidature du célèbre volcanologue, M. Carignon a fait savoir jeudi que le RPR et l'UDF soutiendraient les candidatures aux prochaines élections cantonales dans l'Isère de cinq personnalités n'appartenant pas à des mouvements politiques (28 sièges sont renouvelables dans ce département).

L'initiative du maire de Grenoble, qu'il affirme avoir prise lui-même « sans demander l'avis des dirigeants du RPR », et qui est selon lui destinée à servir de « modèle pour le reste de la France », suscite aussi une certaine défiance au sein de son propre mouvement. Le RPR rappelle en effet que « les décisions d'investiture aux élections cantonales relèvent de la compétence du comité départemental ».

MM. Chevènement et Chirac ont célébré le 44<sup>e</sup> anniversaire de la libération de Paris

Quelques sifflets et cris hostiles, ont perturbé le discours prononcé, le jeudi 25 août, place de l'Hôtel-de-ville à Paris, par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, à l'occasion du quarante-quatrième anniversaire de la libération de la capitale. En présence de M. Jacques Chirac, maire de Paris, M. Chevènement s'est attiré quelques huées en évoquant le témoignage « exceptionnel » de son collègue, le général de Gaulle, « un homme d'Etat, tout un peuple réconcilié avec lui-même et avec son Histoire ».

MM. Chevènement et Chirac ont auparavant assisté, en présence notamment de M. Leclerc de Hautecloque, veuve du maréchal, à une prière d'armes commémorative avec présentation du fanion du chef de la deuxième division blindée.

Avant d'avoir évoqué celui du général de Gaulle, en citant un passage de ses Mémoires, M. Chevènement a souligné que « par-delà les contingences et divergences ultérieures, la même passion de l'unité nationale hante parallèlement » les deux hommes. M. Jacques Chirac a, pour sa part, insisté sur la signification du 25 août 1944, « une victoire commune [qui] associe l'armée et les combattants de l'intérieur, tout un peuple réconcilié avec lui-même et avec son Histoire ».

MM. Chevènement et Chirac ont auparavant assisté, en présence notamment de M. Leclerc de Hautecloque, veuve du maréchal, à une prière d'armes commémorative avec présentation du fanion du chef de la deuxième division blindée.

L'Oise avant les élections législatives partielles des 11 et 18 septembre

## Entre la revanche et la nostalgie

Les électeurs des 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> circonscriptions de l'Oise sont appelés aux urnes les 11 et 18 septembre à la suite de l'annulation du scrutin du 5 juin.

Curieux destin : la politique dans l'Oise ne semble jamais tourner comme ailleurs. Pendant vingt-huit ans, ce département a été abonné au système D comme Dessaut Marcel qui parachutait les millions sur les terres et clochers aux commandes d'avions. Pendant un quart de siècle aussi, l'un de ses représentants les plus en vue à l'Assemblée nationale s'est appelé Robert Desautel qui, jouant avec une froide persévérance les hommes invisibles, se bornait surtout à ne représenter que lui-même. Dernier chapitre, si l'on fait l'impression sur un découpage Pasqua du meilleur tonneau : le désormais célèbre Roaïne Pierrard, présidente du tribunal de grande instance de Beauvais, nommée en juin présidente de la commission de recensement des votes pour les élections législatives.

Son rôle troublant allait en effet servir d'exemple pour la mise en scène d'une comédie que n'aurait certainement pas rejetée Courteline et qui, en tout cas, atteint cet exploit de prendre au dépourvu les constitutionnalistes les plus aguerris. Certes, dame Pierrard n'était jamais jusqu'ici distinguée par ses amitiés à gauche. Au contraire, quelques jours avant la clôture de cette campagne législative du premier tour, elle n'avait pas hésité à porter la contradiction au député socialiste sortant Guy Vadepied, candidat dans la deuxième circonscription. Laquelle ignorait encore que, quelques jours plus tard, il aurait l'avantage de faire plus ample connaissance avec cette « dame de la politique ».

Plus de quarante mille petites papiers jetaient ainsi au pilon au motif que le non des remplaçants de ces deux candidats était suivi, et non pas précédé, de la mention « suppléant ». Le préfet lui-même crut d'abord à une plaisanterie... Les juristes cherchant en vain trace d'une quelconque jurisprudence en la matière. La gauche, cela va sans dire, s'insurgea, tempêta, cria au scandale en ne sachant pas trop s'il convenait d'en rire ou d'en pleurer.

Mais rien n'y fit. La présidente Pierrard tint à justifier sa réputation. Furent donc déclarés élus les deux candidats de l'URC, M. Guy Desessart dans la première circonscription et le président RPR du

conseil général, M. Jean-François Mancal, dans la seconde. Le temps pour eux d'aller toucher le paquetage du Palais-Bourbon, le temps — pour la petite histoire — pour M. Jean-François Mancal d'apporter sa voix, qui sera au bout du compte décisive, à M. Bernard Pons pour la présidence du groupe RPR contre M. Philippe Séguin... et, le 21 juin, ce qui devait arriver arriva : dans sa grande sagesse, le Conseil constitutionnel déclara d'invalidité ces deux élections et de convoquer à nouveau les électeurs au retour des vacances, les 11 et 18 septembre.

## Le spectre de la tricherie

Il n'est pas sûr que tous les parosols, ou à l'ombre des moissonneuses, les citoyens du Beauvaisis aient eu toute l'année d'apporter parfaitement ce vœu-dieu. Beaucoup ont sans doute déjà rangé cet épisode au chapitre « magouilles et complot », ce que ne manquera pas d'exploiter les envoyés du Front national. D'autres aussi, avant les élections cantonales, le référendum sur la Nouvelle-Calédonie, puis, l'an prochain, les élections municipales et européennes, se disent qu'ils n'ont pas spécialement vocation à se transformer en stérilisation de l'électorat. Bref, à droite comme à gauche, tous les candidats redoutent un chiffre d'abstentions record pour ces élections partielles, ce qui constitue en vérité le seul point de convergence entre ces deux camps.

Car depuis trois mois le climat politique dans l'Oise s'est singulièrement assourdi. Ces élections législatives se préparent dans une atmosphère pour le moins tendue qui risque de contraster avec l'état d'apathie de l'électorat. Les vacances sont arrivées à temps pour détendre les nerfs de M<sup>me</sup> Pierrard, privée par le préfet de la présidence de la commission de contrôle et suspectée par la gauche de flirter avec le Front national. Mais les élections ne sont pas un jeu d'enfant et profit pour préparer ce match de la revanche. Les affiches ne changeront pas, mais la colle employée risque d'être beaucoup plus explosive et le slogan socialiste de la « France unie » quelque peu dépassé.

L'affaire a laissé des traces durables, que les socialistes s'efforcent d'exploiter du mieux qu'ils peuvent pour mobiliser pleinement leur électorat. Dès la mi-juin était lancée dans les deux circonscriptions une association « pour le respect du suffrage universel ». Aujourd'hui, on ne prend plus de gants pour dire que M<sup>me</sup> Pierrard a agi sur directives très précises des candidats de l'URC, Jean-François Mancal et Guy Desessart. Ce que l'intéressée n'a, au

demeurant, pas formellement démenti. Dans un courrier communiqué expédié en juillet au Figaro, cette dernière précisait que MM. Mancal et Desessart ne pouvaient guère être surpris par sa décision « puisqu'ils avaient fait eux-mêmes leur choix, précisée-t-elle, à deux reprises : le 5 juin à 21 h 30 puis le lendemain 6 juin à 10 heures ». Les socialistes ont poussé plus loin l'enquête et se sont notamment aperçus que, aux législatives de 1978 et de 1981, les bulletins de M. Mancal comportaient la même erreur typographique que celle qui leur fut imputée. Ils vont s'efforcer d'expliquer tout cela au malheureux électeur. Les pressions se sont renversées à fonctionner à plein régime. Photographes comparatives des bulletins, rappels minutieux des faits, slogans vengeurs : « Répondons l'injustice » ou « C'est une question de confiance », lit-on sur les tracts socialistes.

Et la campagne ne fait que commencer. Les rumeurs de toutes sortes vont aussi bon train. Sur le sectarisme affirmé de celui-ci. Les dépenses de confort, aux frais du contribuable, de celui-là. On imprime et on imprime encore, dans un climat qui risque fort de devenir vite délirant. La droite, tant bien que mal, tente de colmater les brèches pour éloigner le plus loin possible le spectre de la tricherie. Jean-François Mancal a commencé en expédiant aux élus sur feuilles à en-tête de la présidence du conseil général une mise au point dérangeant sans vergogne « l'accumulation d'illégalités, de contournements, de violations du droit ». Réaction immédiate de son adversaire direct, Guy Vadepied : « Cette fois je ne suis pas décidé à faire une campagne gentille ».

## Un Dessaut peut en cacher un autre

Le ton est donné. Un homme a déjà craqué, encore qu'il ne soit pas sûr que ses amis du RPR ne l'aient point aidé à jeter l'éponge. Conseiller général d'un canton rural, mais surtout suppléant dévoué durant des années de Marcel Dessaut dont il devait assurer toutes les tâches de représentation dans une seule circonscription, ce qui n'était pas une mince corvée, il pensait avoir le droit de représenter cette première circonscription de l'Oise, non plus seulement dans les banquets, mais à Paris. Personne n'eut en juin l'indécision de lui refuser ce droit. M. Dessaut n'eut pas le temps de se remettre à l'Assemblée. Le 16 août, il annonça officiellement son retrait. Ecosse, comme il le dit, par le « climat de haine » de cette campagne ? « J'avais des adversaires, maintenant j'ai des ennemis », nous confia-t-il. Ou tout simplement renoncé par un état-major qui, au vu de son retard au premier tour face à Walter

Amsellem, s'est décidé froidement à jouer une autre carte ? « Ce n'était pas un vrai politicien », se borne-t-on à dire en gloses d'oraison.

Le 18 août, Jean-François Mancal sortait d'un joker de sa manche. Dans l'Oise, un Dessaut peut en cacher un autre. Place au jeune Olivier, petit-fils chéri du célèbre papy. Trente-sept ans, photographe, musicien, ingénieur, pilote d'essai, publiciste, conseiller de Paris. Tout bronzé et bien aimable. « Il nous fallait un Dessaut », répliqua Jean-François Mancal. Les Beauvaisiens l'ont depuis une semaine. Le garderont-ils ? C'est évidemment l'une des nouveautés de ces élections à répétition.

L'affaire était au demeurant entendue depuis des semaines. Présentation du phénomène devant la presse le 18 août. Le lendemain, les grandes affiches commerciales étaient sur les murs. Le QG du RPR, à Beauvais, était aussitôt mis à sa disposition. Le surlendemain, le petit fion pouvait commencer son parcours du combattant à travers rues et campagnes, grimper dans les tours RM pour tenter de ressusciter le mythe, pour vendre, comme il l'avoue lui-même, « le produit Dessaut », pour toucher au travers des répétitions ce rêve de la politique entretenu par l'ombre du grand-père. « Je ne veux pas faire de campagne politique, explique-t-il. Je veux faire le bien. Ce que le conseil général, les pouvoirs publics ne peuvent pas faire, je m'efforcerai de le faire. Je veux me faire plaisir et faire plaisir, c'est dans ma nature ».

Sur les défilants généralement distribués aux passants, pas de signe. Pas d'URC. Pas de RPR. Mais un seul mot : « fidélité ». Tel grand-père, tel petit-fils. Promenade matinale rue Carnot, une des artères principales de Beauvais. Visite au choclinier. Achat d'une grosse boîte de petits délices pour sa fiancée, la fille du député RPR des Hauts-de-Saône Georges Tranchant. Inruption dans un café. Tourée générale. Les billets de 500 F sortent comme des Kleenex. Arrêt dans un garage ! On n'achète pas de voiture mais, plus tard, au village, les gommeaux ont droit à cinq tours de ménage gratuits. Olivier vend son nom et un numéro de téléphone, SOS dépannage.

La cuisine électorale, les questions d'ouverture et les combinaisons politiques, il semble s'en moquer comme de son premier jet. Il veut tout simplement « reprendre le flambeau » et continuer les bonnes œuvres. Alors si le passant vient à lui reconnaître un petit air de famille avec l'illustre aïeul, si la dame lui confie qu'elle connaît par cœur le livre de son grand-père, le Tailleurman, alors le candidat député est aux anges.

« Tout cela, ce n'est pas de la politique », laisse tomber son concurrent, Wal-

ter Amsellem, juste rentré de vacances et qui, de son bureau de la mairie de Beauvais, contemple l'œuvre accomplie depuis 1977. Dix ans à la tête de cette ville, lui, le laboureur de la politique, pensait bien trouver une juste récompense de ses efforts en conquérant enfin cette année ce siège de député qu'il n'avait jamais réussi à reprendre, jusqu'en 1986, à Marcel Dessaut. Il était près du but. Ses résultats du premier tour d'élection de juin lui permettaient d'espérer un succès confortable sur Guy Desessart. Mais voilà que le Dessaut nouveau est arrivé !

Officiellement, Walter Amsellem s'efforce d'afficher sérénité et optimisme, raille ce jeune loup aux dents longues qui n'arrive pas, selon lui, à la cheville du grand-père. « Le petit-fils relève-t-il, n'a pas compris qu'il était le jour des cartes de la droite. Ces gens-là, ne trouvant pas de candidats valables dans l'Oise, lui ont promis monts et merveilles. Il a accepté cela avec légèreté. C'est un homme faible. » Alors le mythe Dessaut va-t-il à nouveau balayer les règles normales de la politique, pour vendre, comme il l'avoue lui-même, « le produit Dessaut », pour toucher au travers des répétitions ce rêve de la politique entretenu par l'ombre du grand-père. « Je ne veux pas faire de campagne politique, explique-t-il. Je veux faire le bien. Ce que le conseil général, les pouvoirs publics ne peuvent pas faire, je m'efforcerai de le faire. Je veux me faire plaisir et faire plaisir, c'est dans ma nature ».

Sur les défilants généralement distribués aux passants, pas de signe. Pas d'URC. Pas de RPR. Mais un seul mot : « fidélité ». Tel grand-père, tel petit-fils. Promenade matinale rue Carnot, une des artères principales de Beauvais. Visite au choclinier. Achat d'une grosse boîte de petits délices pour sa fiancée, la fille du député RPR des Hauts-de-Saône Georges Tranchant. Inruption dans un café. Tourée générale. Les billets de 500 F sortent comme des Kleenex. Arrêt dans un garage ! On n'achète pas de voiture mais, plus tard, au village, les gommeaux ont droit à cinq tours de ménage gratuits. Olivier vend son nom et un numéro de téléphone, SOS dépannage.

Enjeu national enfin, au sein de cette nouvelle année politique, les socialistes espèrent engranger les premiers dividendes de la gestion Rocard. Olivier Dessaut voudrait se contenter d'une grande fête, mais Jean-François Mancal a déjà appelé à la rescousse Alain Juppé et François Léonard. La gauche aussi compte déplacer ses poids lourds : Lionel Jospin, Laurent Fabius, Pierre Jova. La politique, cette fois, dans l'Oise n'en restera pas aux bonnes histoires du café du commerce qu'adorait tant feu Marcel.

DANIEL CARTON.

MÉDECINE

Une équipe de chercheurs australiens vient de révéler l'existence d'un virus, appelé ARN-1, qui agit sur le système immunitaire, en permettant l'utilisation de l'ADN par les cellules de l'organisme. Les chercheurs ont découvert que ce virus, en agissant sur le système immunitaire, permettrait de lutter contre le cancer et d'autres maladies.

Les chercheurs ont découvert que ce virus, en agissant sur le système immunitaire, permettrait de lutter contre le cancer et d'autres maladies. Ils ont également découvert que ce virus agit sur le système immunitaire, en permettant l'utilisation de l'ADN par les cellules de l'organisme.

Les chercheurs ont découvert que ce virus, en agissant sur le système immunitaire, permettrait de lutter contre le cancer et d'autres maladies. Ils ont également découvert que ce virus agit sur le système immunitaire, en permettant l'utilisation de l'ADN par les cellules de l'organisme.

AITS DIVERS

Après la

Le meurtrier d'ont

Le meurtrier d'ont... Les juges d'instruction de la cour d'appel de Paris ont rendu leur verdict. Le meurtrier a été condamné à la prison à perpétuité. Les juges ont également condamné les autres accusés à des peines de prison.

Le meurtrier d'ont... Les juges d'instruction de la cour d'appel de Paris ont rendu leur verdict. Le meurtrier a été condamné à la prison à perpétuité. Les juges ont également condamné les autres accusés à des peines de prison.

Le meurtrier d'ont... Les juges d'instruction de la cour d'appel de Paris ont rendu leur verdict. Le meurtrier a été condamné à la prison à perpétuité. Les juges ont également condamné les autres accusés à des peines de prison.



## MÉDECINE

Une découverte essentielle en biologie

## Les enzymes de l'espoir

Une équipe de chercheurs australiens vient de réussir à synthétiser des ribozymes (ou enzymes à l'ARN). Il s'agit d'une découverte essentielle, qui va permettre l'utilisation de l'ARN, l'un des supports de l'information génétique, dans les techniques de génie génétique et qui, à terme, pourrait permettre la mise au point de nouveaux traitements du cancer et du SIDA notamment.

C'est sans doute l'une des découvertes les plus importantes de ces dix dernières années : l'ARN, l'acide ribonucléique, peut se comporter comme un véritable enzyme. Cette affirmation bouleverse nos idées sur l'évolution et sur l'origine de la vie.

A l'origine de la vie, il y avait, vraisemblablement, de l'ARN. Et c'est ce même acide nucléique qui permettra peut-être un jour de traiter le cancer ou le SIDA... Tout commence par un postulat : dans les cellules, le matériel génétique, c'est-à-dire l'information nécessaire au fonctionnement de l'organisme et à la reproduction, est contenu dans l'ADN et l'ARN ; et ce sont les protéines - fabriquées à partir des informations contenues dans l'ADN et l'ARN - qui constituent les molécules véritablement opérationnelles assurant, grâce à leur action enzymatique, le métabolisme cellulaire. Un parfait exemple de division du travail : les uns - l'ADN et l'ARN - donnant des ordres ; les autres - les protéines - étant de simples exécutants.

Les protéines responsables des milliers de réactions chimiques se produisant dans l'organisme (on les appelle des enzymes) ont une importance considérable. Sans elles, aucun organisme vivant ne pourrait fonctionner normalement.

Depuis 1926, date de la purification du premier enzyme (l'uréease,

qui intervient dans la dégradation de l'urée), la biochimie vivait sur ce dogme : les enzymes sont des protéines. Des protéines très spécifiques, chaque enzyme ne pouvant catalyser qu'une réaction biochimique particulière.

1944 : Oswald Avery, à l'institut Rockefeller, découvre que l'ADN est le support de l'information génétique. 1953 : James Watson et Francis Crick découvrent la structure de l'ADN. Jamais, à l'occasion de ces deux découvertes capitales, le dogme enzyme = protéine ne fut remis en question.

Il fallait attendre le début des années 80 pour que deux chercheurs, Sydney Altman (université de Yale) et Thomas Cech (université du Colorado) suggèrent et, par la suite, démontrèrent que l'ARN peut se comporter comme un véritable enzyme. Une même molécule d'ARN (on l'appelle alors ribozyme) est donc capable à la fois de porter une information génétique et de catalyser des réactions biochimiques. De ce fait, l'ARN a très bien pu fonctionner seule, sans ADN ni protéine, quand la vie est apparue.

## Fabrique un catalyseur

Aujourd'hui, de très nombreux arguments étayent la théorie selon laquelle l'ARN serait un précurseur de l'ADN (et non l'inverse, comme le laissait supposer la biologie classique). A l'appui de cette thèse, le fait également que les organismes les plus primitifs que l'on ait pu retrouver sur la Terre (il s'agit d'archéobactéries se trouvant en particulier dans la mer Morte, dans certains déserts ou dans certaines sources sulfureuses) contiennent une très forte proportion d'ARN.

Mais la portée de ces découvertes ne s'arrête pas là. Deux chercheurs australiens, Jim Haseloff et Wayne

Gerlach, viennent en effet d'élucider le fonctionnement de ces ribozymes (1). Ils ont en particulier réussi à démontrer que, dans certaines circonstances, de longues molécules d'ARN peuvent induire leur propre fractionnement en petites sous-unités. Mieux : à partir de l'étude de l'ARN d'un virus du tabac, Haseloff et Gerlach ont réussi à synthétiser des ribozymes. Ce dernier résultat est d'une importance considérable. Cette découverte, écrit Axel Kahn (directeur de l'unité 129 de l'INSERM) dans l'éditorial du prochain numéro de la revue *Médecine-Sciences*, « est tout à fait essentielle (...). Elle ouvre la voie à la biotechnologie de l'ARN ».

Il devient théoriquement possible de fabriquer toutes sortes de structures catalytiques spécifiques, capables de scinder où l'on veut des molécules d'ARN. « Pour la première fois », explique Axel Kahn, « il devient possible de fabriquer un catalyseur à volonté ».

Dès lors, on peut se prendre à rêver : pourquoi de tels enzymes ne seraient-ils pas capables d'inactiver des virus à l'ARN ? Ne pourraient-ils pas contrecarrer l'action d'un gène pathologique ? Sachant, par exemple, que le virus du SIDA, le HIV, est un virus à l'ARN et que la présence d'oncogènes (ou gènes du cancer) peut, dans certains cas, précipiter l'apparition d'un cancer, on imagine aisément la fantastique course de vitesse qui va maintenant s'engager entre quelques-unes des meilleures équipes de recherche. « La découverte des ribozymes », estime Axel Kahn, « est une perspective qui révèle qu'on a manqué de l'ARN, est un des faits majeurs des dernières années ».

FRANCK NOUCHI.

(1) Ces travaux ont été publiés dans l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* (daté 18 août).

Après la décision de M. Evain de saisir la justice

## Le livre sur le dopage est vivement critiqué par les médecins et les pharmaciens

Après la décision de M. Claude Evain, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, de saisir la justice pour obtenir le retrait du livre anonyme *300 médicaments pour se surpasser intellectuellement et physiquement*, paru aux éditions Balland (nos dernières éditions du 26 août), les milieux médicaux et pharmaceutiques sont unanimes à condamner cet ouvrage.

Il n'aura fallu que quelques heures pour que le ministère de la santé décide de tout mettre en œuvre pour interdire la diffusion de l'ouvrage - anonyme - publié par les éditions Balland et incitant à la pratique systématique du dopage. Véritable « menace pour la santé publique », pour reprendre les termes de M. Claude Evain, cet ouvrage alimente - comme c'était à prévoir - une vive polémique.

Il pose aussi sous une nouvelle forme le problème du dopage. Car si la publication de *300 médicaments pour se surpasser physiquement et intellectuellement* a un mérite, c'est de sortir le dossier du dopage du ghetto sportif dans lequel on cherche presque toujours à le maintenir et de montrer qu'il s'agit d'un problème général et complexe, touchant une très large fraction de la population.

Une affaire exemplaire qui pose à la fois la question du droit à l'information de chacun (sur les substances pharmaceutiques aux propriétés dopantes) et celle de la réponse médicale face à la demande croissante de consommation de produits « stimulants », qu'il s'agisse de médicaments actifs sur le psychisme, les possibilités musculaires ou les « performances » sexuelles.

Contrairement à ce qu'affirme l'éditeur, M. André Balland, l'anonymat du livre ne peut, en aucune manière, être légitimé par la crainte

M. Jean Brudon, président de l'ordre des pharmaciens, s'est déclaré favorable au retrait du livre de la vente. Le docteur Claude Oliveinstein, directeur de l'hôpital Marmottan, regrette sa publication au moment où les toxicomanes, craignant le SIDA, se tournent vers les drogues médicamenteuses. M. Jean-Jacques Faugard, directeur général de Mammouth France, a indiqué que le livre ne serait pas mis en vente dans ses magasins.

des réactions du Conseil de l'ordre des médecins. « On ne fait jouer dans cette affaire le rôle du loup-garou ou du père Fouettard », nous a déclaré le docteur Louis René, président du conseil de l'ordre. « Or il n'est nullement dans les pouvoirs de l'ordre de saisir un écrit ou de poursuivre ses auteurs. Nous ne pouvons agir que lorsqu'un médecin rédige une ordonnance contraire aux règles du code de déontologie, en prescrivant, par exemple, un médicament en dehors de ses indications thérapeutiques officielles. Nous ne ferons pas de chasse aux sorcières. Les pouvoirs publics devaient en revanche assurer la protection de la santé publique. Ils l'ont fait, et c'est tant mieux. Pour notre part, nous allons très vite rappeler à tous les médecins les conditions nécessaires à la prescription d'un médicament. Ainsi, les suggestions faites dans ce livre ne devraient pas avoir d'impact sur la prescription médicale ».

## Des erreurs graves

On comprend mal que des médecins aient pu collaborer à ce « coup d'édition », attaqué à juste titre par le SNIP (Syndicat national de l'industrie pharmaceutique). Ce syndicat relève que ce livre est en infraction au code de la santé publique (en ce qui concerne la publication, faite sous leurs noms commerciaux, des médicaments prescrits sur ordonnance et remboursés par la

Sécurité sociale) et comporte des erreurs graves dans les posologies de certaines substances aux effets non négligeables sur l'organisme.

C'est bien parce qu'il banalise et « innocente » le recours à des substances qui ont des propriétés « dopantes » que ce livre pose un grave problème de santé publique. La question aujourd'hui n'est plus de savoir s'il faut, ou non, revendiquer un droit à l'information dans ce domaine. Le volume des consommations de substances psychotropes et potentiellement dopantes - en France comme dans la plupart des pays industrialisés - prouve que l'on assiste, depuis longtemps déjà, à un phénomène inquiétant de dérive des indications de prescription de ces médicaments. Tout se passe comme si, dans un contexte de « surpopulation médicale », nombre de praticiens avaient comme premier réflexe de répondre aux demandes implicites de prescription auxquelles ils sont soumis.

C'est dire à quel point la question du dopage dépasse le simple cadre de l'activité des sportifs, amateurs ou professionnels. De manière paradoxale, le recours aux substances médicamenteuses aux propriétés dopantes est aujourd'hui beaucoup plus facile et systématique en dehors du monde sportif. Et cela quel qu'il soit, l'écho de la récente affaire Delgado, le dernier vainqueur du Tour de France.

JEAN-YVES NAU.

## FAITS DIVERS

Après la fusillade de Perpignan

## Le meurtrier d'un policier et son complice ont été inculpés

Le doyen des juges d'instruction du tribunal de Perpignan (Pyrénées-Orientales), M. Jean Delubac, a notifié, jeudi 25 août, leur inculpation aux deux auteurs de l'attaque à main armée de Perpignan, au cours de laquelle un policier a été tué. Alain Raspaud, vingt-neuf ans, a été inculpé à l'hôpital où il a été admis d'homicide volontaire, tentative d'homicide, tentative de vol avec arme, séquestration de personnes en qualité d'otages, détention et port d'arme de première catégorie. Son complice, Pascal Castillo, vingt-sept ans, incarcéré à la maison d'arrêt de Perpignan, a été inculpé de tentative de vol avec arme et port d'arme de première catégorie.

D'autre part, le frère cadet d'Alain Raspaud a été entendu, jeudi, par la police en qualité de témoin. Le jeune homme et sa compagne ont été interpellés peu après la fusillade, à la suite de témoignages affirmant qu'un troisième homme avait pris la fuite en voiture après l'échec de l'attaque de la bijouterie.

Le président de la République a adressé ses « condoléances éternelles » à la veuve de Claude Marty, le policier tué au cours de la fusillade, et M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, s'est incliné en fin de journée devant

la dépouille mortelle du sous-brigadier au commissariat central de la ville, transformé en chapelle ardente. Quant à l'état de santé du sous-brigadier Marc Pierre, l'un des sous-officiers blessés, il s'est brusquement aggravé, jeudi. Atteint d'une hémorragie à la carotide, M. Marc Pierre est tombé dans le coma dans la matinée. Ses deux collègues blessés lors de la fusillade pourrout, en revanche, quitter l'hôpital dans les prochains jours, mais les médecins redoutent qu'ils ne gardent des séquelles de leurs blessures.

La polémique sur les permissions de sortir s'est poursuivie à la prison de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), où étaient incarcérés les deux mal-faiteurs. Le président du Syndicat national indépendant des personnels pénitentiaires a reproché aux juges d'application des peines d'accorder les permissions « de manière arbitraire et sans contrôle » en ajoutant : « Il s'agit d'une exploitation de la société par les détenus ». Le directeur de la prison, M. Traverso, précisait toutefois que « depuis la mise en service de la centrale, cent cinquante-quatre permissions de sortir ont été délivrées. Quatre d'entre elles s'étaient étendues à la cellule de Pascal Castillo et Alain Raspaud, se sont soldées par des échecs ».

## Le pillage des parcmètres parisiens

## Vingt et une personnes ont déjà été inculpées

Huit nouveaux employés du service de collecte de tri de l'argent des horodateurs de la Ville de Paris ont été inculpés, jeudi 25 août, d'abus de confiance par le juge d'instruction, M. Marie-Paule Moracchini, dans l'affaire du pillage des parcmètres de la capitale. En deux jours, vingt et une personnes ont été inculpées, dont quinze ont été écrouées.

En l'état actuel de l'enquête, menée par la brigade de recherche et d'intervention financière du commissaire René Wack, il apparaît qu'aucun cadre important de la mairie de Paris ne devrait être impliqué dans ce détournement de pièces de monnaie des parcmètres, horodateurs et sanisettes, dont le montant pourrait atteindre une vingtaine de millions de francs. Il n'y aurait pas au plus de « cerveau » dans cette

affaire, les membres du « gang des horodateurs », près de la moitié des effectifs du service qui compte une cinquantaine d'agents, se répartissant les bénéfices.

La fédération CGT de la police a vivement réagi à la découverte de cette escroquerie qui durait depuis au moins deux ans, au travers de son syndicat des « pervenches ». Dans un communiqué, la CGT juge « scandaleuse l'attitude de la mairie de Paris, qui a toujours refusé de prendre en considération les légitimes revendications des personnels des stationnements payants ». « Une « pervenche » se fait réprimander pour son faible taux de PV. Pourquoi le maire de Paris ne s'inquiète-t-il pas de la disparition de tant d'argent ? », proteste le syndicat.

## Une contribution décisive à la psychanalyse des enfants

Françoise Dolto était née le 6 novembre 1908 à Paris dans une « famille bourgeoise », comme elle le déclarait elle-même dans divers entretiens.

Elle fut, de son propre aveu, profondément « marquée » par l'atmosphère de la première guerre mondiale et, précisément, elle en 1918, « plus précisément par le phénomène des femmes seules (...). Je me suis juré à ce moment-là d'apprendre un métier ».

Elle faisait remonter à l'âge de cinq ans et demi le début de la passion qui fit sa vie et son œuvre : les enfants. Après ses études à la faculté de médecine de Paris, elle passa en juillet 1939 sa thèse de médecine intitulée « Psychanalyse et pédiatrie ».

C'est le début d'une carrière qui sera souvent controversée. Françoise Dolto a raconté à plusieurs reprises qu'il lui avait fallu attendre 1971 pour que cette thèse soit publiée dans des conditions normales. Elle ajoutait avoir été longtemps « chahutée » et « contredite » à la Société de psychanalyse.

Elle jouera un rôle premier dans la psychanalyse d'enfants qui, au moment où elle se lança dans cette voie, dans les années 30, en était encore à ses balbutiements. « Pendant ce temps, les adultes, expliquait Françoise Dolto, il n'a pas eu un seul cas d'enfant : la phobie du petit Hans. (...) Les psychanalystes étaient très redoutés par les enfants. L'un d'eux m'a même dit que, si on se mettait à s'occuper des petits, il n'y aurait plus d'adultes malades et donc plus de clients ». La vocation de Françoise Dolto sera très rapidement des son enfance disait-elle, structurée par une conviction qui s'imposait à elle : dans certaines situations, les parents ne comprennent rien à ce qui arrive aux enfants.

Après avoir découvert Freud, Françoise Dolto entre en analyse. Neuropsychiatre, psychanalyste, elle sera chargée de consultations à l'hôpital Trousseau de 1940 à 1978 et au centre Etienne-Marcel de 1962 à 1978.

Son appartenance à l'Ecole freudienne de Paris ne rend pas compte de l'originalité de décennies de psychanalyses des enfants longtemps conduites dans la plus grande discrétion.

Cette femme volontaire devenue psychanalyste après avoir songé à embrasser la carrière de pédiatre contribua d'une manière décisive au développement de la psychanalyse

d'enfants. Françoise Dolto en était venue à la conviction que « l'être humain est d'emblée un être de communication, dès sa vie fœtale ». Et on peut communiquer avec lui, si on sait l'entendre et si on respecte sa dignité de futur homme ou de future femme.

Fréquemment interrogée sur l'apparente bizarrerie qui avait fait de l'un de ses enfants, Jean-Christophe, une personnalité riche d'une notoriété bien différente de la sienne : c'est le chanteur Carlos. Françoise Dolto répondait : « Pourquoi serait-elle étonnée ? Les enfants ne nous appartiennent pas ».

Françoise Dolto était l'auteur de nombreux ouvrages : *Les deux Démentis* (1971), *Lorsque l'enfant parle* (1977), *Aux jeux du désir*, *La difficulté de vivre* (1981), *Sexualité féminine* (1982), *Images inconscientes du corps* (1984), *La cause des enfants* (1985).

Chrétienne convaincue elle avait aussi, autre source de controverse tant de concilier sa foi et la psychanalyse (1978) et 1979) et *La foi au risque de la psychanalyse* (1980).

MICHEL KAJMAN.

## La grand-mère...

(Suite de la première page.)

Plus tard, en décembre 1986, suprême consécration médiatique, Bernard Pivot lui consacra une émission complète d'« Apostrophes ». La voix devint visage. Le visage d'une adorable grand-mère de soixante-dix-huit ans, pleine de lucidité sur sa gloire tardive. « J'ai l'impression », disait-elle, « que si je me mettais à dire des imbécillités, les gens trouveraient ça très malin. Avec les enfants, ça n'existe pas : ils n'ont pas, a priori, l'idée que ce que je dis est important ni que je suis importante ». Et, comme à regret, comme si, après l'enfance, la vie n'était qu'un vaste gâchis : « J'ai rencontré des gens exceptionnels chez les enfants. Ça ne veut pas dire qu'ils vont le rester : c'est comme aux échecs, au début, on voit toutes les potentialités, les coups possibles, puis cela se ferme progressivement au fur et à mesure que la partie avance ».

C'est important, les enfants-qui, maintenant que Françoise Dolto n'est plus, nous le rappeller ?

F. M.

## La mort de Françoise Dolto

## Que deviendront les « brins d'herbe » ?

## Un témoignage de Maud Mannoni

Françoise Dolto, une des grandes figures de la psychanalyse française, vient de mourir dans les bras de sa sœur, après une longue maladie. Jusqu'à son dernier souffle, elle s'inquiétait de ce qui adviendrait des « brins d'herbe » semés par elle tout le long de sa vie : la consultation de nourrissons, auxquels elle parlait comme à des personnes autonomes des sévices qu'ils eurent à subir de la part de leurs parents. Elle trouvait des mots pour faire entendre la part d'amour présente dans la haine, des mots de tous les jours qui rendaient des épaves à la vie.

Une œuvre a été créée avec des bénévoles, aura-t-elle une suite ? Des « Maisons Vertes » ont poussé dans des quartiers défavorisés, des lieux où parents, enfants, nourrices et passants avaient plaisir à venir parler. Cette maison pour les enfants, Françoise Dolto la rêvait existant dans chaque quartier. Les adultes sont en effet responsables de la génération de demain. En tant que parents, ils l'oublient trop souvent.

Huit jours avant sa mort, Françoise Dolto s'était mise à la rédaction des droits de l'homme et des droits de l'enfant. On parle, dit-elle, de droits, et jamais de devoirs. Un enfant, dit-elle encore, a le droit de savoir d'où il vient. Ces droits-là, concernant sa lignée, ne figurent

pas dans la charte des droits de l'enfant.

Françoise Dolto ne se voulait pas militante. Elle réalisait en tant qu'analyste le rêve de devenir médecin de l'éducation, c'est-à-dire de rendre le public sensible aux aberrations du système éducatif actuel (que ce soit dans la famille, à l'école ou dans la forme d'accueil des enfants à l'hôpital).

Françoise Dolto doit sa réputation à ses patients, au public qui, grâce à elle, avait accès au langage du cœur. Les analystes la jaloussaient et l'institution analytique, dans les années 60, chercha même, via l'Association internationale de psychanalyse, à l'exclure de tout poste de responsabilité. Les analystes hommes, Lacan excepté, redoutaient la vérité sortant de la bouche de cette femme de génie, restée très proche de l'enfant meurtri qu'existait en elle. Françoise Dolto fut de son analyse avec René Laforque un enseignement essentiel : c'est dans la langue des patients qu'un analyste doit leur parler. Ce souci de l'autre, Françoise Dolto le manifesta de façon exemplaire jusqu'à son dernier souffle. Disparaît ainsi une personnalité exceptionnelle dont on peut espérer que l'œuvre entreprise continuera à vivre en son absence.

\* Maud Mannoni, psychanalyste, fondatrice de l'Ecole expérimentale de Bonneuil-sur-Marne.

## EN BREF

● Vol illicite au-dessus de Lyon. — Selon la station Radio France Lyon, un avion de tourisme, piloté par un émule du « Baron noir », aurait survolé, la semaine dernière, la base aérienne 942 au nord-ouest de Lyon, avant d'apparaître sans être inquiété dans le ciel de la ville. L'avion aurait ainsi volé à une altitude de 100 mètres au-dessus de la base militaire, spécialisée dans le contrôle radar de l'espace aérien. Il aurait survolé l'agglomération lyonnaise à une hauteur de 800 mètres alors que tout passage d'un avion au-dessus de 1 500 mètres est interdit.

● Rejet d'une requête en suspension légitime contre le magistrat instructeur de l'affaire Simone Weber. — La chambre criminelle de la Cour de cassation vient de rejeter la requête en suspension légitime déposée contre M. Gilbert Thiel, juge

d'instruction de Nancy chargé de l'affaire Simone Weber. La chambre, dans son arrêt qui date du 29 juillet dernier, a aussi rejeté le pourvoi en cassation déposé par les défenseurs de Simone Weber. Incarcérée depuis 1985, Simone Weber est soupçonnée de l'assassinat de son ex-ami, Bernard Hettier, disparu en juin 1985 et de son ancien mari, Marcel Fxart, décédé en mai 1981.

● Deux cent mille pièces de 1 franc dérobées dans un train. — Des malfaiteurs ont fait arrêter, dans la nuit du mercredi 24 août, un train qui transportait un conteneur de 200 000 pièces de 1 franc. Le train qui venait de Paris a été bloqué aux environs de Saint-Marlin-de-Crau (Bouches-du-Rhône) par les malfaiteurs qui ont déchargé le conteneur destiné à la Banque de France d'Arles avant de prendre la fuite en voiture.



## Religions

Le pape rencontrera  
MM. Mitterrand  
et Rocard

Le Vatican a rendu public le programme de la quatrième visite en France de Jean-Paul II, prévue du samedi 8 au mardi 11 octobre, à Strasbourg, Metz, Nancy et Mulhouse. Dès son arrivée à 9 h 45 à l'aéroport d'Entzheim-Strasbourg, le pape aura, à la préfecture, un entretien avec M. François Mitterrand puis se rendra au Conseil de l'Europe, où il sera reçu par le secrétaire général, M. Marcelino Oreja, et à la Cour des droits de l'homme. La partie européenne de cette visite se poursuivra, mardi à 11 h 15, par un discours de Jean-Paul II au Parlement européen et un entretien privé avec son président, lord Henry Plumb.

Le samedi à 16 h 30 une messe aura lieu à la cathédrale de Strasbourg, suivie à 19 h d'une rencontre au stade de la Meinau avec quarante mille jeunes. Jean-Paul II retournera, le dimanche, à la Meinau pour une grande célébration à partir de 9 h 45. L'après-midi, il descendra le Rhin en bateau, avant de rencontrer les représentants des communautés luthérienne et réformée à l'église protestante Saint-Thomas et ceux de la communauté juive à l'évêché de Strasbourg.

Lundi, le pape se rendra à Metz, où il célébrera, à 9 h 45, une messe dans la cathédrale; puis à Nancy, pour une discussion avec les membres du synode diocésain et une messe place Carnot. Il terminera son voyage, mardi, par une visite au Mont-Sainte-Odile, où il rencontrera des prêtres et des religieux, et l'après-midi par une dernière messe au stade de l'ILL à Mulhouse. A 19 heures, il aura un entretien avec M. Michel Rocard, venu le saluer à son départ de l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

## ESPACE

Création  
d'une agence italienne

L'Agence spatiale italienne, instituée par une loi en juin dernier, est entrée en fonction le jeudi 25 août. Elle est présidée par M. Luciano Guerrieri, professeur de physique à l'université de Bari, qui dirigeait depuis 1980 le plan spatial national. Son directeur général est M. Carlo Buongiorno, professeur de propulsion spatiale à l'université de Rome et chef de la délégation italienne à l'Agence spatiale européenne (ESA).

Regroupant cent cinquante chercheurs et techniciens, elle disposera d'un budget de 800 milliards de lire (3 660 millions de francs) pour chacune des trois prochaines années. La moitié sera consacrée aux programmes de l'ESA, le reste à quatre projets : le satellite Italsat, de téléphonie avancée, que devrait lancer Ariane en 1990; un satellite d'astronomie en rayons X; deux autres satellites scientifiques, construits en coopération italo-américaine, qui étudieront l'un le magnétisme, l'autre la géodynamique de la croûte terrestre.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 25 août 1988 :

## DES DÉCRETS

• N° 88-890 du 24 août 1988 portant convocation des collèges électoraux pour procéder au renouvellement de la série sortante des conseillers généraux et pour pourvoir aux sièges vacants.

• N° 88-891 du 24 août 1988 portant suppression de cantons dans le département des Alpes-de-Haute-Provence.

## UN ARRÊTÉ

• Du 11 août 1988 relatif aux bourses d'information scientifique et technique des allocataires de recherche.

## UNE LISTE

• D'admission par ordre de mérite dans les écoles nationales vétérinaires (année 1988).

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 26 août :

## DES ARRÊTÉS

• Du 17 août 1988 portant ouverture, à titre expérimental, d'un service dénommé Kiosque téléphonique national au forfait, accessible par le préfixe 36-65, et fixation de sa tarification;

• Du 3 août 1988 fixant la liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'agronomie tropicale du Centre national d'études agroalimentaires des régions chaudes.

## Le Carnet du Monde

## Mariages

— Levallois-Perret. Saint-Jean-en-Royans. Grenoble.

Catherine et Edmond MASUREL, Anne et Marcel GAUTIER, sont heureux d'annoncer le mariage de

Anne-Sophie et Yvon,

célébré le 27 août 1988, à Saint-Jean-en-Royans (Drôme).

— Le professeur Jacques PIETRI, chirurgien des Hôpitaux, et M<sup>me</sup> Jacques PIETRI,

le docteur Pierre SEVESTRE, professeur au collège hospitalier PS, et M<sup>me</sup> Pierre SEVESTRE,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Marie Antoinette et Henri,

célébré le 27 août 1988, à 15 heures, en l'église cathédrale d'Amiens.

80, rue Lemaire, 80000 Amiens, 18, boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris.

## Décès

— De La Gande,

Dieu a rappelé à Lui

Eugène ARNAUD,

Marise Arnaud, née Fischbacher,

Roland et Marie-Blanche Lacroix,

Hélène et Joseph,

Catherine Arnaud,

Jean-Pierre et Martine Gruber,

Sébastien, Guillaume et Erika,

Charles-Antoine Arnaud et Marie-Luce Cazamou,

Emmanuelle, Marion, Anne-Lise,

Jean-Daniel et Françoise Arnaud,

Marianne et Cyril.

Et tous ceux qui l'ont aimé, vous invitent à partager leur émotion.

Une messe sera célébrée le 26 août 1988, à 10 h 30, en l'église de La Gande.

— M<sup>me</sup> Hubert Auzenfant,

son épouse,

Ses enfants,

Petits-enfants

Et toute la famille,

font part du décès de

M. Hubert AUXENFANTS,

trésorier principal honoraire,

survenu le 25 août 1988, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 29 août, à 13 heures, en l'église d'Ilhères-Evêque (Eure).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Rue de l'Oratoire-Bois, Le Breuil, 27770 Illiers-Evêque.

— Françoise Ballet

et Mathilde,

M. et M<sup>me</sup> Jacques Ballet,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Gérard Thuriot,

leurs enfants et petits-enfants,

Les familles Morisson et Malatry,

Les parents

Et amis,

ont la douleur de faire part du décès

accidentel de

Olivier BALLET,

survenu en montagne le 15 août 1988.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Grenoble, le 24 août 1988.

Euse, 73170 Yzeure,

2, rue Louis-Poly,

69160 Tassin,

Châlet Bongueron,

38700 La Tronche.

— L'Association des fils et filles des Déportés juifs de France (FFDJF) a appris avec tristesse le décès, après une longue maladie, de l'un de ses membres actifs,

Dominique BAUMANN.

[Dominique Baumann avait participé au mouvement d'entraide juifs pendant la guerre et avait poursuivi une carrière d'éducateur. Elle a publié chez Albin Michel deux ouvrages : Une famille contre les autres, dédié au souvenir de toute sa famille anéantie par les nazis, et Le Mémorial des oubliés, paru en 1985 et consacré aux enfants rescapés du génocide.]

— M. et M<sup>me</sup> Bernard Plantévin, M. et M<sup>me</sup> Michel Bon,

M<sup>me</sup> Marie-Ange Bon,

ses enfants,

Agnès et Claude Bouchet,

Hervé et Tanguy Plantévin,

Charles-Emmanuel, Eléonore, Dominique et Adèle Bon,

Virgile Bon,

ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Emmanuel BON,

le 25 août 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 29 août, à 11 h 30, en l'église de Meudon-Saint-Bernard.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Jacques Witold Marc BONAMOUR du TARTRE,

survenu le 22 août 1988, à l'âge de soixante-trois ans, des suites d'une cruelle maladie.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale à Puy-laroque (82).

Rue de la République, Puy-laroque, 82240 Septfonds, 14, rue Fessoux, 75015 Paris, 10, allée Mozart, 92400 Courbevoie.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> le docteur Jeanne BROUELLE, inspecteur général des affaires sociales (E.R.)

officier de la Légion d'honneur,

survenue le 19 août 1988.

Les obsèques auront lieu le 23 août dans la plus stricte intimité au cimetière de Compiègne (Haute-Vienne).

De la part du Docteur Claude Brouelle,

son époux,

Ses enfants,

Ses petits-enfants,

M<sup>me</sup> le docteur Suzanne Bonjean et sa fille,

Et de toute la famille.

12, rue Troyon, 75017 Paris.

— « Ma vie c'est le Christ qui m'a aimé et qui s'est livré pour moi. » Galates II, 20.

Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris,

Le supérieur

Et les prêtres de la Maison Marie-Thérèse,

Thérèse,

Le directeur

Et le personnel de la Maison Marie-Thérèse,

M. et M<sup>me</sup> Patrick Jouaret et leur fils,

La famille Laborie, Parents et alliés,

font part du décès de

père Maurice COULY,

ancien vicaire à Notre-Dame de Paris,

ancien aumônier du couvent Saint-Louis-en-l'Isle,

décédé le 29 août 1988.

Les obsèques auront lieu le lundi 29 août 1988, à 16 heures, en la chapelle de la Maison Marie-Thérèse, 92, avenue Denfert-Rochereau, Paris-14<sup>e</sup>.

— le docteur Henriette Ferrier-Ferrey,

son épouse,

Le docteur Gilbert Ferrey,

son fils,

Ses petits-enfants,

Sa famille,

Et ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Joseph FERREY,

dans sa soixante-dix-neuvième année, le 10 août 1988.

Les obsèques ont été célébrées à Baudouin, dans l'intimité familiale.

24, boulevard des Batignolles, 75017 Paris.

— Suzanne Gruber,

son épouse,

Jacques et Martine Gruber,

Jeannette et Bernard Weiss,

Thierry et Topi Gruber,

ses enfants,

Arnaud et Claude-Hélène Gruber,

Marie-Pia et Michel Gayraud,

Frédéric Weiss,

Nicolas Gruber,

Camille Weiss,

François Weiss,

Julie-Christine Gruber,

ses petits-enfants,

Ses cinq arrière-petits-enfants,

George Gruber,

sa belle-sœur,

Catherine Gruber,

sa nièce,

font part du décès de

Jean-Jacques GRUBER,

maître verrier

et historien de l'art,

officier de la Légion d'honneur,

officier de l'Ordre du Mérite,

commandeur des Arts et Lettres,

survenu le 23 août 1988, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Soaux, sa paroisse. La date en sera annoncée ultérieurement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, avenue Le Nôtre, 92330 Sceaux.

10, villa d'Alsace, 75014 Paris.

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 79 F

Abonnés ..... 69 F

Communications diverses ..... 82 F

Renseignements : 42-47-95-83

— La chambre syndicale des Maîtres verriers français,

Jacques Juteau,

son président,

ont la tristesse d'annoncer la mort de leur président d'honneur,

Jean-Jacques GRUBER, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre du Mérite, commandeur des Arts et Lettres,

survenue le 23 août 1988.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Soaux. La date en sera annoncée ultérieurement.

— Le président,

Les membres du conseil d'administration

Et les conservateurs de l'Union des arts décoratifs

ont le grand regret de faire part du décès de

M. Jean-Jacques GRUBER,

maître verrier

et membre du conseil d'administration de l'Union des arts décoratifs depuis 1945,

le 23 août 1988, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Union des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, 75001 Paris.

— M<sup>me</sup> Fanny Riboh,

née Chetrit,

M<sup>me</sup> Simy Steinberg

et son fils,

M. et M<sup>me</sup> Schmitt

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Samuel Riboh

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Amellen

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Rousch

et leurs enfants,

Sa famille

Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Yehuda RIBOH,

survenu le 24 août 1988, à Netanya (Israël), dans sa soixante et onzième année.

44, Rav Nuk, 42260 Netanya (Israël).

— Alger.

Maître Damertjl,

notaire,

Ses enfants

Et toute la famille,

profondément touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors des obsèques de leur chère défunte,

M<sup>me</sup> DAMERTJL,

née Méné Rachida,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

— Profondément touchés par le nombre et la qualité des témoignages qu'ils reçoivent à l'occasion du décès de

Henri FRENAY,

Sa femme,

Son fils Henri,

Ses petites-filles Caroline et Isabelle,

adressent ici à tous ceux qui ont voulu s'associer à leur peine l'expression de leurs remerciements bien sincères et leur reconnaissance pour leur fidélité.

Messes anniversaires

— Il y aura un an le 30 août,

Philippe VIOLA,

vingt-cinq ans, de Fréjus (Var), victime du chômage, décédé de saux sa vie.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, à Fréjus-Piège, le 28 août 1988, à 10 h 30.

Antenne 24 h/24,

Centre des Droits de l'homme de Paris.

Tél. : (16-1) 45-82-77-77.

## LE WEEK-END

## D'UN CHINEUR

Samedi 27 août



# Grand Prix de Spa

## 230 km/h avec l'air conditionné !

La prestigieuse nouvelle Alfa 164 mord l'asphalte sur les circuits des Grands Prix Européens depuis déjà plusieurs semaines.

16 exceptionnelles Alfa 164 ont ainsi fait leur apparition en avant-première avant leur lancement officiel prévu fin septembre.

Pour célébrer la naissance de sa toute dernière création, la 164, Alfa Romeo inaugure dans le monde de l'automobile en lançant la "Course des Célèbrités" et respecte ainsi sa grande tradition d'écoulez de courses.

Dimanche 28 Août sur la ligne de départ à Spa, 16 nouvelles Alfa 164 3.0 V6 de série, légèrement modifiées pour être conformes à la stricte sécurité en vigueur sur les circuits.

Au volant, 16 personnalités, 16 VIP vont se livrer combat. Dans peu de temps, vous aussi, vous connaîtrez l'expérience unique de piloter la nouvelle Alfa 164.

L'exceptionnelle souplesse de conduite du moteur 3.0 V6, développant 196 ch, et permettant de rouler à plus de 230 km/h, donne à cet élégant pur-sang de remarquables performances.

Cet esprit de conquête se distingue aussi par une ligne originale, raffinée ainsi qu'un précieux confort.

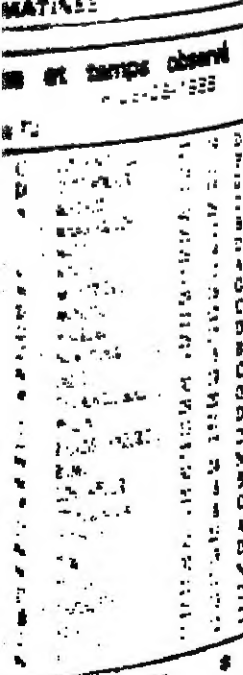
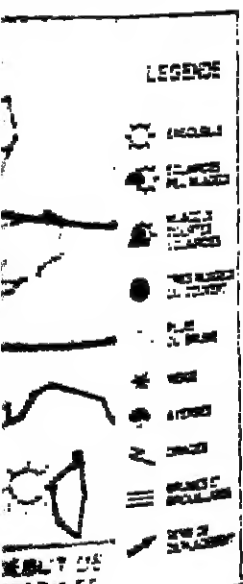
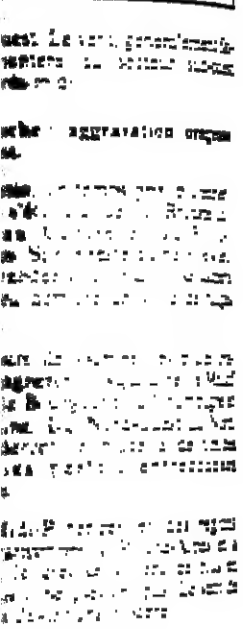
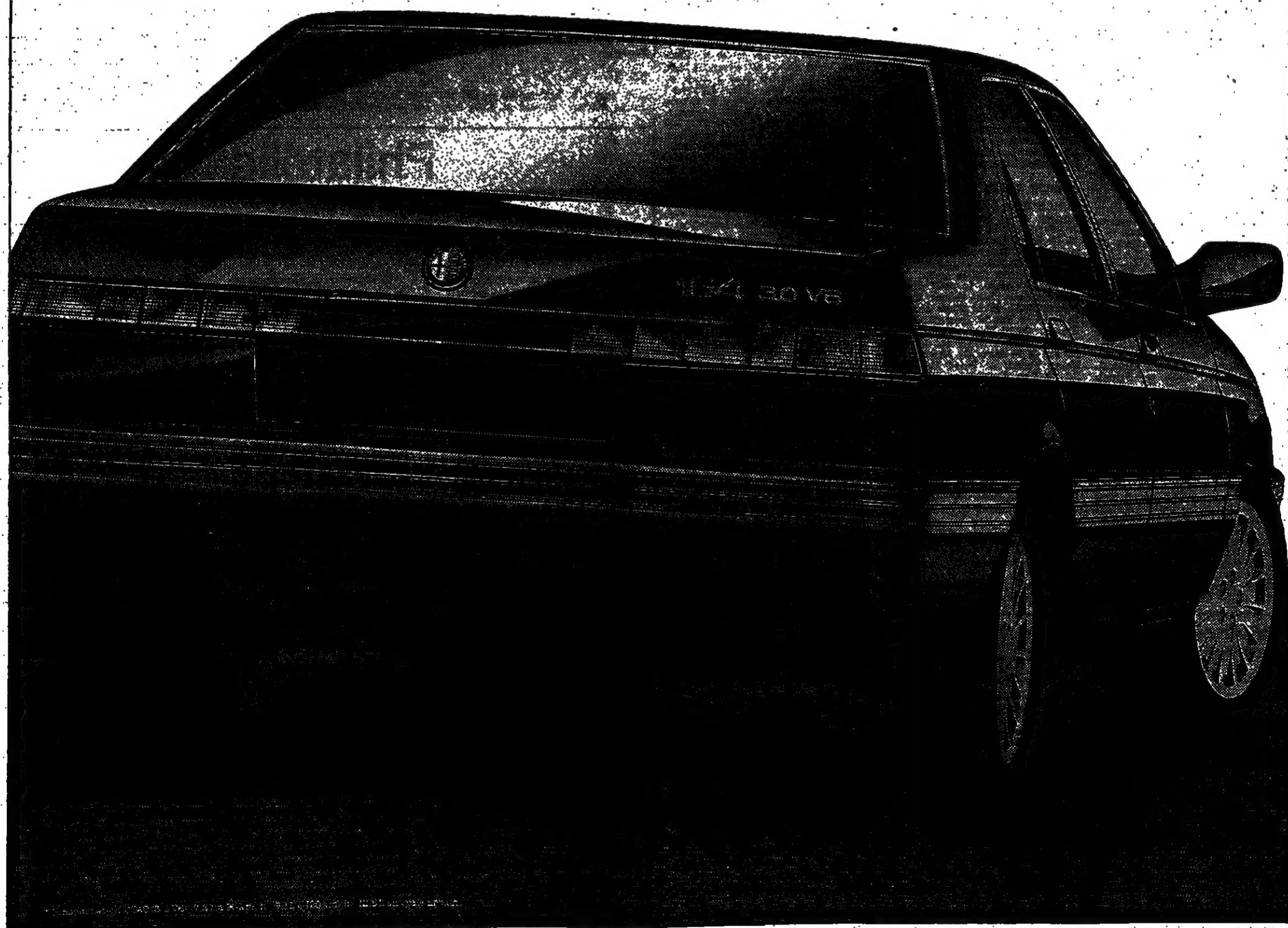
Si vous voulez en savoir plus sur les "Courses des Célèbrités", ou être plus amplement informé sur la prestigieuse nouvelle Alfa 164, contactez dès maintenant votre concessionnaire.

\* Sur circuits.

CALENDRIER GRANDS-PRIX/COURSES DES CÉLÉBRITÉS	
3 JUILLET	LE CASTELLAY (FRANCE)
10 JUILLET	SILVERSTONE (GRANDE-BRETAGNE)
24 JUILLET	HOCKENHEIM (R.F.A.)
28 AOÛT	SPA (BELGIQUE)
11 SEPTEMBRE	MONZA (ITALIE)
26 SEPTEMBRE	ESTORIL (PORTUGAL)
2 OCTOBRE	JEREZ (ESPAGNE)



Dans un mois, chez votre concessionnaire.





## Vendredi 26 août

quelques: Amicale philatélique  
marignanaise, G. Augustin,  
BP 186, 13723 Marignane  
Cedex).

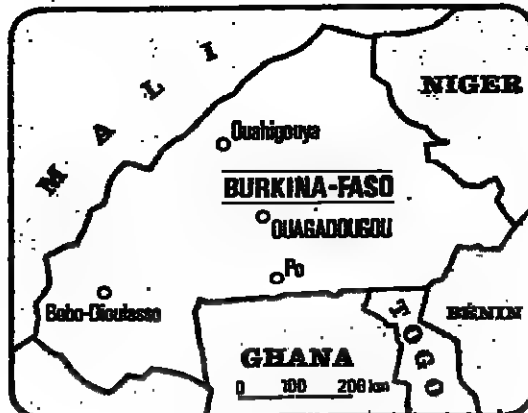
... dans la chambre, dans le tiroir  
... d'un valise de chevet, une bible de  
... anglais trilingue (français,  
... anglais, allemand) ! La seule li-  
... bre offerte. Je lis au hasard  
... « Jésus partit de là ; car  
... je déclaré l'ui-même : qu'  
... prophète n'est pas honoré dans  
... sa patrie... »

... Je termine la soirée à un quai-  
... sard, à pied de l'hôtel, dans  
... l'escalier cou- de l'Hôtel de  
... l'ancien-bar-restaurant (pos-  
... sible de brosse bicyclette) pour  
... l'usage de la bière de mill). *Je salue/Je*  
... salue roucoule : « Je salue/Je  
... salue ! Il sort toujours un peu  
... de la mer ! » Le disc-jockey ram-  
... pait : « Je salue/Je salue ! »

... Je n'est pas sérieux, en pleu-  
... rant, au bord d'une piscine.



# Le Monde SANS VISA



« D'une certaine manière, le tourisme peut aliéner. On peut y perdre son identité. Ici c'est différent, nous montrons comment les gens vivent, quels sont nos problèmes. » Voyage en reconnaissance profonde au « pays des hommes intègres ».

## Burkina Faso, un pays à visiter, pas à vendre

par Jean-Claude Charles

**L**INSCRIPTION, sur la façade du modeste bâtiment de l'aéroport, domine le ton : « Cette terre appartient à tous les hommes libres ». Au sas de contrôle : « Bienvenue au Burkina Faso, terre des hommes intègres ». Omniprésence des militaires, plutôt aimables. Les ventileurs labourent l'air lourd. Dehors, dans la lumière encore violente de la fin d'après-midi, sur un panneau géant, en lettres rouges et vertes sur fond jaune, à bon entendeur salut : « Le Burkina Faso n'est pas à vendre ! ». L'annonce est faite par une petite fille, tout ce qu'il y a de plus mignon, brandissant un index menaçant.

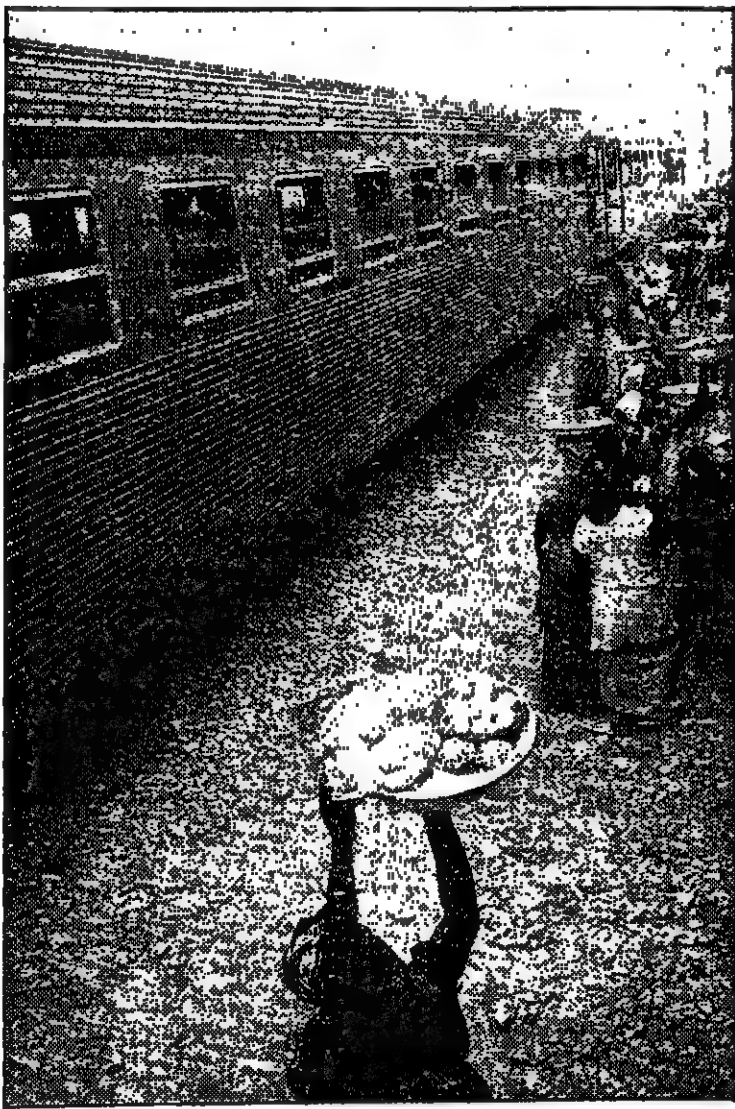
Entre l'aéroport et l'hôtel Indépendance, la tête encore remplie des rumeurs de l'Afrique (commentaires pesants d'un voisin de siège qui « connaît bien l'Afrique »), premières images de la ville. La carrosse bruyante traînée par un âne. Et le Che Guevara, bouillonnant ouvert sur la rue : deux garçons s'activent devant une table de baby-foot posée de guingois sur la terre rouge.

« Camarade Dao », ainsi se présente le jeune homme qui s'empare de mon sac, le porte vers la réception. Un de ces « indépendants » installés devant les hôtels, les lieux publics, qui se débrouillent avec les moyens du bord, au culot. Ils sont, pour la plupart, très jeunes. Plus de la moitié de la population du Burkina Faso (environ huit millions d'habitants) a moins de vingt ans. Pratiquement pas de mendicité. Dao propose une voiture, il a des tarifs.

Dans la chambre, dans le tiroir de la table de chevet, une bible en édition trilingue (français, anglais, allemand). La seule littérature offerte. Je lis au hasard : «... Jésus partit de là ; car il avait déclaré lui-même qu'un prophète n'est pas honoré dans sa propre patrie... »

Je termine la soirée à un quart d'heure à pied de l'hôtel, dans l'arrière-cour de l'Harmattan, « dancing-bar-restaurant ». Devant un poulet-bicyclette (poulet de brousse délicieux) au rabillé (sauce à la bière de mil), Julio Iglesias roucoule : « Je sais/En amour il faut toujours un perdant/Il m'arrive de gagner souvent... ». Le disc-jockey remet le disque trois ou quatre fois. Au moins.

On n'est pas sérieux, en pleine canicule, au bord d'une piscine... Disons qu'une sirène avait abandonné le livre sous le parasol où je



venais de m'installer, alors je l'ai ramassé, ouvert ; et plongeai dans l'une de ces histoires pleines de chonettes pépées, champagne en veux-tu en voilà : «... une végétation luxuriante... Quelques bâtiments modernes émergent de la verdure, qui se confondent presque avec la savane environnante. Cette ville plate ressemblait à un parc, avec ses grandes avenues bordées de calices et de nérés. Il alla fermer la porte à clef... » Gérard de Villiers : SAS, Putsch à Ouagadougou (1).

Ce roman avait été interdit sous le régime de l'ancien chef de l'Etat, le bouillant capitaine Thomas Sankara. Sous son successeur, l'actuel président, Blaise Compaoré — accusé par certains, sans que les choses soient vraiment claires, d'avoir fait assassiner son ami Sankara, lors des tragiques événements du 15 octobre 1987, — on en trouve des piles en librairie. Hélas ! le livre donne envie de le larguer sans en avoir achevé la lecture et de flâner à Ouaga (« ville-jardin », peu de

maisons à étages, un quart de million d'habitants) en deux roues... comme à peu près tout le monde ! Enfourcher sa mob à la station d'essence, place des Nations-Unies, devant cette fontaine en bronze fonctionnant à l'énergie solaire (paysanne burkinabe arrosant une sorte de jardin de curé à l'eau d'un canari)... Suivre un moment telle silhouette en faso-fani — le costume local, — elle fonce en pétaradant, un gamin accroché au porte-bagages, cartable au dos. S'engager dans le flot dément de la circulation.

Place des Cinéastes, bifurquer vers l'avenue Thévenoud — ainsi baptisée à la mémoire du fondateur de l'Eglise catholique dans ce pays. Arrêt devant la cathédrale : construction en brique rouge percée de fenêtres peintes en violet. Sur le porche, une bando d'écoblés chantent à tue-tête. Je repense à Michel Leiris qui raconte comment il s'était mis à aimer l'Afrique : « Les enfants donnent une impression de gaieté et de vie que je n'ai rencontrée

nulle part ailleurs. Cela me touche infiniment (2) ».

Traverser le terrain de foot attenant au palais du Moro-Naba, le chef traditionnel. Pour voir le bonhomme, il faudra attendre vendredi, son jour de sortie officiel, selon une coutume très codifiée. Retour par l'avenue Basawarga. Déjeuner par l'ancien cimetière municipal, avenue Houari-Boumediène. Amorce d'un tour de terre rouge, tranchée... « La ville est un vaste chantier depuis à peu près deux ans », m'apprend K., un chauffeur de taxi. Sonorités reggae dans les effluves d'essence. Devant l'événement d'un marchand ambulant : je tiens ma mob à la main ; de l'autre, mon sandwich.

Mme Béatrice Damiba, jeune femme énergique et souriante, ministre de l'environnement et du tourisme, me reçoit dans son bureau spacieux et clair : « D'autres cherchent essentiellement à gagner de l'argent dans le tourisme, beaucoup d'argent. D'une certaine manière, le tourisme peut aliéner. On peut y perdre son identité. Il faut absolument maîtriser le tourisme. Au Burkina Faso, pays enclavé, nous n'avons pas la mer, le sable... Nous avons des gens réputés pour leur gentillesse. Nous avons des manifestations culturelles importantes : le Festival panafricain du cinéma, qui se tient chaque année impaire (prochain rendez-vous en février 1989), véritable lieu de rencontre des créateurs d'images du continent... les Américains aussi commencent à venir ; et le Salon international de l'artisanat, qui se tient chaque année paire (prochain rendez-vous en novembre 1990). Nous mettons l'accent sur la dimension de l'accueil. Ailleurs, on vit ensemble sans se voir. Ici, c'est différent. Nous montrons comment les gens vivent, quels sont nos problèmes. Nous insistons sur la culture. Et puis bien sûr, il y a nos paysages... »

Tiakané, à 7 kilomètres de Po, environ 140 kilomètres au sud de Ouagadougou, à quelques jets de pierres ou presque de la frontière avec le Ghana. Nous avons franchi le Nazinon, la Volta rouge des documents coloniaux. D'où vient l'idée répandue que la savane serait monotone ? Rien de plus beau qu'une savane, au cœur de l'Afrique occidentale. Ce paysage qui hésite entre la forêt claire et le désert. « Savane arborée », disent les guides. A la saison des pluies, beau et chaud. De novembre à février, vent d'est desséchant : apporter une petite laine (soirée fraîche) et la crème pour les lèvres ! Comment diable les explorateurs s'y prenaient-ils ?

Tiakané, combinaison complexe et subtile de cases en terre battue, carrées ou cylindriques, toitures plates servant de terrasses (où l'on va dormir la nuit à ciel ouvert) ou toits coniques en chaume. Un des niveaux est enterré, frais, plus ou moins sombre, aimé des chauves-souris... C'est probablement le village gourousi que L. G. Binger évoque dans ses Carnets de route (3). Parlant de ses techniques pour apprendre les langues africaines, à un moment où celles-ci étaient fort mal connues, ignorées pour la plupart, l'explorateur né en Alsace vers le milieu du siècle dernier, ami du maréchal Lyautey, raconte l'histoire que voici.

### Un mouchoir devant la case

Binger vient de débarquer dans le village ; il cherche à s'assurer « vivres, routes, protections relatives ». Comment communiquer ? Le voyageur gambier, finit par trouver : « Au bout de quelques heures de méditation, j'imaginai de placer devant ma case un mouchoir de couleur tiré de ma poche. Depuis je posai ma montre... » L'astuce ? Tôt ou tard viennent les curieux enfants du village, lesquels finissent par poser, dans leur langue, une question simple : « Comment s'appelle ceci ? » Grâce à cette dernière phrase, approximativement répétée j'imagine, notre héros assimile vite. « Je fus bientôt en possession d'une cinquantaine de mots », assure-t-il.

Le courageux Binger était aussi un rigolo, mais il ne le savait pas. Quand les gosses essayèrent d'aller un peu plus loin dans la conversation, il leur répondit, à tout propos et hors de propos : « Y'a bon ! » Les gosses ont fini par appeler ainsi l'explorateur, croyant que c'était son nom... et probablement aussi celui des futurs Blancs qui viendraient chez eux...

Toujours est-il que les gens de Tiakané, élégants jusqu'au bout, ont pieusement conservé quelques souvenirs de l'explorateur. On me montre la case que le chef du village, à l'époque, lui aurait royalement offerte. Sa selle de cheval, etc. Pour tout remerciement, Binger (que je lis, retour à Paris) n'avait trouvé rien d'autre à écrire que ceci : « La crédulité noire n'est pas toujours due à l'ignorance, mais plutôt à la simplicité de leur entendement. »

Le livre d'où proviennent ces citations a été publié par un éditeur, Fernand Sorlot, dont le catalogue, à l'image des ambiguïtés de Binger, associe le meilleur (Virginia Woolf) et le pire (le sinistre Mein Kampf). L'Histoire en train

d'avancer avec son grand H... écrase tout !

Tiébéti, sud du sud, 7 km au sud de Po. Blaise, petit homme sec aux yeux rouges, nous fait visiter une case aux murs magnifiquement décorés de motifs géométriques — originalité de l'architecture gourousi. Exécutés par les femmes, à l'aide d'une peinture noire à base d'argile, les dessins représentent, d'une manière stylisée, des animaux familiers (l'épervier revient souvent) ou des objets (beaucoup de tambours).

Comme je m'étonne de la hauteur (moins de 1 mètre ?) de l'entrée des cases, Blaise répond par une fable... Il y a très très longtemps. Un animal, « grand comme un cheval » (geste de la main) et « doté d'une tête d'homme » (expression de terreur sur le visage), hantait les villages, dévorant vieillards, femmes et enfants. Alors, les hommes décidèrent de construire les cases avec des portes assez étroites pour que le monstre ne puisse y entrer, mais assez grandes pour les êtres humains... Retraqués à l'intérieur des cases, les vaillants chasseurs pouvaient facilement terrasser la bête à l'aide de leurs arcs.

Sur la terrasse de la case d'à côté, un groupe de femmes en train de préparer la bière de mil. Blaise m'explique le procédé (très sophistiqué) de préparation de cette boisson. Dans le champ de mil en face, d'autres femmes en train de biner la terre. Le soleil tape. Sous l'arbre à palabres, un figuier : des hommes prennent le frais. Chacun d'eux a sa place, une pierre en granit lisse, à laquelle l'étranger n'a pas droit, me prévient-on. Ah bon ? On nous apporte un banc. L'ombre du figuier est vraiment un délice. Je repense, en m'épongeant le torse sous ma chemise de toile, à un article lu dans Carrefour africain, hebdomadaire national d'information du Burkina Faso ; à propos d'une campagne contre « l'excision des femmes, une pratique injustifiée ».

Po. A la Consolatrice, « bar-dancing-restaurant », en compagnie de M. Kabore, directeur provincial de l'environnement et du tourisme, et de M. Bayala, gestionnaire hôtelier dans l'est du pays. M. Kabore — barbu et petite moustache, guayabera blanc cassé, mocassins noirs : « Appelez-moi camarade Kabore »... Rires.

(Lire la suite page 13.)

- (1) Pion, Paris, 1984.
- (2) L'Afrique fantôme. Gallimard, 1934.
- (3) L.G. Binger, Une vie d'explorateur — Carnets de route, éd. Fernand Sorlot, Paris, 1938.



## JEUX

## échecs

N° 1295

CLAIR-OBSCUR

(Championnat de l'Union soviétique, Moscou, août 1988)

Blancs : KASPAROV  
Noirs : IVANTCHUK

Début anglais.

1. e4 C6 (13. T6) (1) 15 (1)  
2. Cc3 C5 (14. g4) (2) 16 (2)  
3. Cc3 C6 (15. g5) (3) 17 (3)  
4. g3 (4) 18. Cc3 (4) 19 (4)  
5. Fg2 (5) 20. Fd6 (5) 21 (5)  
6. 0-0 Fc6 (6) 22. Fd6 (6) 23 (6)  
7. Cc3 (7) 24. Fd6 (7) 25 (7)  
8. Cc3 (8) 26. Fd6 (8) 27 (8)  
9. Cc3 (9) 28. Fd6 (9) 29 (9)  
10. Cc3 (10) 30. Fd6 (10) 31 (10)  
11. Cc3 (11) 32. Fd6 (11) 33 (11)  
12. Dc2 34. Fd6 (12) 35 (12)

NOTES  
a) Le fianchetto-R, souvent joué par le champion du monde, reste une arme très populaire dans ce système des quatre C de la partie anglaise.  
b) La suite moderne : d'autres possibilités sont 4... Cc4 ; 4... Fc3 et 4... d5. Retenons que le fianchetto-R 4... g5 est à déconseiller, car, après 5. d4, exd4 ; 6. Cxd4, Fg7 ; 7. Fg2, 0-0 ; 8. 0-0, Td8 ; 9. Cc6, bxc6 ; 10. Dc2, les Noirs sont en difficulté sur l'aile-D, comme le montre la partie Uhlmann-Rajkovic, Hastings, 1973.  
c) L'attaque 5. Cc5 n'est pas dangereuse pour les Noirs qui peuvent compenser le jeu par 5... e4 ; 6. Cb4, Fc5 ; 7. Fg2, Fd6.  
d) L'échange 5... Fxc3 est possible, mais pourquoi se presser puisque la sortie Cc5 est en jeu.  
e) Ou 7. Cc1, Fxc3 ; 8. dxc3, h6 ; 9. Cc2, b6 ; 10. Cc3, Fc7 ; 11. Cc5 ; 12. Cc3, Td8 ; 13. Fd4, exf3 ; 14. exf3, Td8 ; 15. Td1, Cx4 ; 16. exd5, Df6, avec des perspectives égales (Uhlmann-Makarychev, Sarajevo, 1982).  
f) On se souvient de l'innovation hasardeuse de Karpov (cf. n° 1251) dans la deuxième partie du match de Séville, en octobre 1987, qui surprit tellement Kasparov qu'il se mit à réfléchir quatre-vingt-quatre minutes : 9... c3. Kasparov finit par perdre au temps dans une position désespérée.  
g) Dans la quatrième partie de ce match, Karpov (joua 10... Dc7) obtint une position difficile après 11. e3, Cc5 ; 12. Cc4, Cc3 ; 13. Dc2, Cxg1 ; 14. Txcg1, d6 ; 15. Td4, c6 ; 16. Tc1, Dd5 ; 17. Dd3 Le coup du texte, 10... d5 est recommandé par la plupart des théoriciens avec la suite possible : 11. exd5, Dxd5 ; 12. Cc4, Dd5 ; 13. Cxg6, bxc6 ; 14. d3 (et non 14. Ff3, Dg5) ; 15. Fg4, Cxg4 ; 17. Dc2, Td8, et les Noirs ont bien Uhlmann-Makarychev, Amsterdam, 1975. T66, une position délicate à apprécier, dans laquelle l'activité figural des Noirs semble compenser leur mauvaise situation de pions.  
h) Une nouveauté étonnante qui semble si peu positionnelle qu'elle est probablement le fruit d'une étude laborieuse : dans cette position si connue, personne n'avait encore osé céder la case e4 aux Noirs et laisser le pion e2 arrêté. Une première menace

apparaît clairement : 12. Fg5, un clouage insupportable.  
i) 11... h6 est sans doute trop timide.  
j) Empêcher le développement du Fc8 et prévenir un éventuel sacrifice Cxd4 ; exd4, Dxd4+ avec prise de la Tal.  
k) Si 13... Td8 ; 14. Cc5, Cxd4 ; 15. exd4, Cxg5, et les Noirs ont gagné deux pions (et non 14... Cxg5 ; 15. Fxg6, Cc3+ ; 16. Rh1, bxc6 ; 17. Txc8, Dd5+ ; 18. e4 - si 18. Td3, g5 - Txc8 ; 19. Txc8+, Td8+ ; 20. Dc2, Txc8 ; 21. Dxd3, exd3 ; 22. Rg2 avec gain du C). Naturellement si 13... Ff5 ; 14. Cc4.  
l) Une réplique mordante qui a tout l'air d'avoir été préparée en secret, bien que ses conséquences ne soient pas évidentes.  
m) D'où l'inquiétude des Noirs qui commencent à penser qu'ils sont tombés dans un piège et ne parviennent plus à se concentrer : que se passe-t-il après 14... Cc5 ; 15. Cxd4 ; 16. Dxd4 ; 17. Fxg6, Cg6 ; 18. Dxd4 ; 19. Fxg6, Dd7 ; 20. Td7 ou bien 19... Dd6 ; 20. Td6, Dd4 ; 21. Df7+, Rh8 ; 22. Td6+, gxc6 ; 23. Ff6 mat) ; 19. Td5, et rien n'est bien clair, même si les Blancs ont une certaine initiative qui vaut le pion sacrifié. A considérer est aussi 14... g5.  
n) Si 15... Fxh5 ; 16. Cc5, Fg6 ; 17. Cxh6, Fxh6 ; 18. Fxh6, Td8 ; 19. Dxd4, Td8 ; 20. Td7+, Rh8 ; 21. Df7+, Rh8 ; 22. Td6+, gxc6 ; 23. Ff6 mat) ; 19. Td5, et rien n'est bien clair, même si les Blancs ont une certaine initiative qui vaut le pion sacrifié. A considérer est aussi 14... g5.  
o) Si 15... Fxh5 ; 16. Cc5, Fg6 ; 17. Cxh6, Fxh6 ; 18. Fxh6, Td8 ; 19. Dxd4, Td8 ; 20. Td7+, Rh8 ; 21. Df7+, Rh8 ; 22. Td6+, gxc6 ; 23. Ff6 mat) ; 19. Td5, et rien n'est bien clair, même si les Blancs ont une certaine initiative qui vaut le pion sacrifié. A considérer est aussi 14... g5.  
p) Sans craindre 19... Ff5 ; 20. Fd6, Fxh1 ; 21. Cf7+, Rg8 ; 22. Cb6+ suivi du mat.  
q) 19... h6 n'est pas brillant mais semble nécessaire.  
r) L'avance de développement des Blancs est décisive.  
s) Il n'y a plus de défense. La victoire de Kasparov se confirme cependant pas la validité de l'innovation 11. d4.

21. Txc7, Cc7 ; 22. Txc7, Cc7 ; 23. Txc7, Cc7 ; 24. Txc7, Cc7 ; 25. Txc7, Cc7 ; 26. Txc7, Cc7 ; 27. Txc7, Cc7 ; 28. Txc7, Cc7 ; 29. Txc7, Cc7 ; 30. Txc7, Cc7 ; 31. Txc7, Cc7 ; 32. Txc7, Cc7 ; 33. Txc7, Cc7 ; 34. Txc7, Cc7 ; 35. Txc7, Cc7 ; 36. Txc7, Cc7 ; 37. Txc7, Cc7 ; 38. Txc7, Cc7 ; 39. Txc7, Cc7 ; 40. Txc7, Cc7 ; 41. Txc7, Cc7 ; 42. Txc7, Cc7 ; 43. Txc7, Cc7 ; 44. Txc7, Cc7 ; 45. Txc7, Cc7 ; 46. Txc7, Cc7 ; 47. Txc7, Cc7 ; 48. Txc7, Cc7 ; 49. Txc7, Cc7 ; 50. Txc7, Cc7 ; 51. Txc7, Cc7 ; 52. Txc7, Cc7 ; 53. Txc7, Cc7 ; 54. Txc7, Cc7 ; 55. Txc7, Cc7 ; 56. Txc7, Cc7 ; 57. Txc7, Cc7 ; 58. Txc7, Cc7 ; 59. Txc7, Cc7 ; 60. Txc7, Cc7 ; 61. Txc7, Cc7 ; 62. Txc7, Cc7 ; 63. Txc7, Cc7 ; 64. Txc7, Cc7 ; 65. Txc7, Cc7 ; 66. Txc7, Cc7 ; 67. Txc7, Cc7 ; 68. Txc7, Cc7 ; 69. Txc7, Cc7 ; 70. Txc7, Cc7 ; 71. Txc7, Cc7 ; 72. Txc7, Cc7 ; 73. Txc7, Cc7 ; 74. Txc7, Cc7 ; 75. Txc7, Cc7 ; 76. Txc7, Cc7 ; 77. Txc7, Cc7 ; 78. Txc7, Cc7 ; 79. Txc7, Cc7 ; 80. Txc7, Cc7 ; 81. Txc7, Cc7 ; 82. Txc7, Cc7 ; 83. Txc7, Cc7 ; 84. Txc7, Cc7 ; 85. Txc7, Cc7 ; 86. Txc7, Cc7 ; 87. Txc7, Cc7 ; 88. Txc7, Cc7 ; 89. Txc7, Cc7 ; 90. Txc7, Cc7 ; 91. Txc7, Cc7 ; 92. Txc7, Cc7 ; 93. Txc7, Cc7 ; 94. Txc7, Cc7 ; 95. Txc7, Cc7 ; 96. Txc7, Cc7 ; 97. Txc7, Cc7 ; 98. Txc7, Cc7 ; 99. Txc7, Cc7 ; 100. Txc7, Cc7 ; 101. Txc7, Cc7 ; 102. Txc7, Cc7 ; 103. Txc7, Cc7 ; 104. Txc7, Cc7 ; 105. Txc7, Cc7 ; 106. Txc7, Cc7 ; 107. Txc7, Cc7 ; 108. Txc7, Cc7 ; 109. Txc7, Cc7 ; 110. Txc7, Cc7 ; 111. Txc7, Cc7 ; 112. Txc7, Cc7 ; 113. Txc7, Cc7 ; 114. Txc7, Cc7 ; 115. Txc7, Cc7 ; 116. Txc7, Cc7 ; 117. Txc7, Cc7 ; 118. Txc7, Cc7 ; 119. Txc7, Cc7 ; 120. Txc7, Cc7 ; 121. Txc7, Cc7 ; 122. Txc7, Cc7 ; 123. Txc7, Cc7 ; 124. Txc7, Cc7 ; 125. Txc7, Cc7 ; 126. Txc7, Cc7 ; 127. Txc7, Cc7 ; 128. Txc7, Cc7 ; 129. Txc7, Cc7 ; 130. Txc7, Cc7 ; 131. Txc7, Cc7 ; 132. Txc7, Cc7 ; 133. Txc7, Cc7 ; 134. Txc7, Cc7 ; 135. Txc7, Cc7 ; 136. Txc7, Cc7 ; 137. Txc7, Cc7 ; 138. Txc7, Cc7 ; 139. Txc7, Cc7 ; 140. Txc7, Cc7 ; 141. Txc7, Cc7 ; 142. Txc7, Cc7 ; 143. Txc7, Cc7 ; 144. Txc7, Cc7 ; 145. Txc7, Cc7 ; 146. Txc7, Cc7 ; 147. Txc7, Cc7 ; 148. Txc7, Cc7 ; 149. Txc7, Cc7 ; 150. Txc7, Cc7 ; 151. Txc7, Cc7 ; 152. Txc7, Cc7 ; 153. Txc7, Cc7 ; 154. Txc7, Cc7 ; 155. Txc7, Cc7 ; 156. Txc7, Cc7 ; 157. Txc7, Cc7 ; 158. Txc7, Cc7 ; 159. Txc7, Cc7 ; 160. Txc7, Cc7 ; 161. Txc7, Cc7 ; 162. Txc7, Cc7 ; 163. Txc7, Cc7 ; 164. Txc7, Cc7 ; 165. Txc7, Cc7 ; 166. Txc7, Cc7 ; 167. Txc7, Cc7 ; 168. Txc7, Cc7 ; 169. Txc7, Cc7 ; 170. Txc7, Cc7 ; 171. Txc7, Cc7 ; 172. Txc7, Cc7 ; 173. Txc7, Cc7 ; 174. Txc7, Cc7 ; 175. Txc7, Cc7 ; 176. Txc7, Cc7 ; 177. Txc7, Cc7 ; 178. Txc7, Cc7 ; 179. Txc7, Cc7 ; 180. Txc7, Cc7 ; 181. Txc7, Cc7 ; 182. Txc7, Cc7 ; 183. Txc7, Cc7 ; 184. Txc7, Cc7 ; 185. Txc7, Cc7 ; 186. Txc7, Cc7 ; 187. Txc7, Cc7 ; 188. Txc7, Cc7 ; 189. Txc7, Cc7 ; 190. Txc7, Cc7 ; 191. Txc7, Cc7 ; 192. Txc7, Cc7 ; 193. Txc7, Cc7 ; 194. Txc7, Cc7 ; 195. Txc7, Cc7 ; 196. Txc7, Cc7 ; 197. Txc7, Cc7 ; 198. Txc7, Cc7 ; 199. Txc7, Cc7 ; 200. Txc7, Cc7 ; 201. Txc7, Cc7 ; 202. Txc7, Cc7 ; 203. Txc7, Cc7 ; 204. Txc7, Cc7 ; 205. Txc7, Cc7 ; 206. Txc7, Cc7 ; 207. Txc7, Cc7 ; 208. Txc7, Cc7 ; 209. Txc7, Cc7 ; 210. Txc7, Cc7 ; 211. Txc7, Cc7 ; 212. Txc7, Cc7 ; 213. Txc7, Cc7 ; 214. Txc7, Cc7 ; 215. Txc7, Cc7 ; 216. Txc7, Cc7 ; 217. Txc7, Cc7 ; 218. Txc7, Cc7 ; 219. Txc7, Cc7 ; 220. Txc7, Cc7 ; 221. Txc7, Cc7 ; 222. Txc7, Cc7 ; 223. Txc7, Cc7 ; 224. Txc7, Cc7 ; 225. Txc7, Cc7 ; 226. Txc7, Cc7 ; 227. Txc7, Cc7 ; 228. Txc7, Cc7 ; 229. Txc7, Cc7 ; 230. Txc7, Cc7 ; 231. Txc7, Cc7 ; 232. Txc7, Cc7 ; 233. Txc7, Cc7 ; 234. Txc7, Cc7 ; 235. Txc7, Cc7 ; 236. Txc7, Cc7 ; 237. Txc7, Cc7 ; 238. Txc7, Cc7 ; 239. Txc7, Cc7 ; 240. Txc7, Cc7 ; 241. Txc7, Cc7 ; 242. Txc7, Cc7 ; 243. Txc7, Cc7 ; 244. Txc7, Cc7 ; 245. Txc7, Cc7 ; 246. Txc7, Cc7 ; 247. Txc7, Cc7 ; 248. Txc7, Cc7 ; 249. Txc7, Cc7 ; 250. Txc7, Cc7 ; 251. Txc7, Cc7 ; 252. Txc7, Cc7 ; 253. Txc7, Cc7 ; 254. Txc7, Cc7 ; 255. Txc7, Cc7 ; 256. Txc7, Cc7 ; 257. Txc7, Cc7 ; 258. Txc7, Cc7 ; 259. Txc7, Cc7 ; 260. Txc7, Cc7 ; 261. Txc7, Cc7 ; 262. Txc7, Cc7 ; 263. Txc7, Cc7 ; 264. Txc7, Cc7 ; 265. Txc7, Cc7 ; 266. Txc7, Cc7 ; 267. Txc7, Cc7 ; 268. Txc7, Cc7 ; 269. Txc7, Cc7 ; 270. Txc7, Cc7 ; 271. Txc7, Cc7 ; 272. Txc7, Cc7 ; 273. Txc7, Cc7 ; 274. Txc7, Cc7 ; 275. Txc7, Cc7 ; 276. Txc7, Cc7 ; 277. Txc7, Cc7 ; 278. Txc7, Cc7 ; 279. Txc7, Cc7 ; 280. Txc7, Cc7 ; 281. Txc7, Cc7 ; 282. Txc7, Cc7 ; 283. Txc7, Cc7 ; 284. Txc7, Cc7 ; 285. Txc7, Cc7 ; 286. Txc7, Cc7 ; 287. Txc7, Cc7 ; 288. Txc7, Cc7 ; 289. Txc7, Cc7 ; 290. Txc7, Cc7 ; 291. Txc7, Cc7 ; 292. Txc7, Cc7 ; 293. Txc7, Cc7 ; 294. Txc7, Cc7 ; 295. Txc7, Cc7 ; 296. Txc7, Cc7 ; 297. Txc7, Cc7 ; 298. Txc7, Cc7 ; 299. Txc7, Cc7 ; 300. Txc7, Cc7 ; 301. Txc7, Cc7 ; 302. Txc7, Cc7 ; 303. Txc7, Cc7 ; 304. Txc7, Cc7 ; 305. Txc7, Cc7 ; 306. Txc7, Cc7 ; 307. Txc7, Cc7 ; 308. Txc7, Cc7 ; 309. Txc7, Cc7 ; 310. Txc7, Cc7 ; 311. Txc7, Cc7 ; 312. Txc7, Cc7 ; 313. Txc7, Cc7 ; 314. Txc7, Cc7 ; 315. Txc7, Cc7 ; 316. Txc7, Cc7 ; 317. Txc7, Cc7 ; 318. Txc7, Cc7 ; 319. Txc7, Cc7 ; 320. Txc7, Cc7 ; 321. Txc7, Cc7 ; 322. Txc7, Cc7 ; 323. Txc7, Cc7 ; 324. Txc7, Cc7 ; 325. Txc7, Cc7 ; 326. Txc7, Cc7 ; 327. Txc7, Cc7 ; 328. Txc7, Cc7 ; 329. Txc7, Cc7 ; 330. Txc7, Cc7 ; 331. Txc7, Cc7 ; 332. Txc7, Cc7 ; 333. Txc7, Cc7 ; 334. Txc7, Cc7 ; 335. Txc7, Cc7 ; 336. Txc7, Cc7 ; 337. Txc7, Cc7 ; 338. Txc7, Cc7 ; 339. Txc7, Cc7 ; 340. Txc7, Cc7 ; 341. Txc7, Cc7 ; 342. Txc7, Cc7 ; 343. Txc7, Cc7 ; 344. Txc7, Cc7 ; 345. Txc7, Cc7 ; 346. Txc7, Cc7 ; 347. Txc7, Cc7 ; 348. Txc7, Cc7 ; 349. Txc7, Cc7 ; 350. Txc7, Cc7 ; 351. Txc7, Cc7 ; 352. Txc7, Cc7 ; 353. Txc7, Cc7 ; 354. Txc7, Cc7 ; 355. Txc7, Cc7 ; 356. Txc7, Cc7 ; 357. Txc7, Cc7 ; 358. Txc7, Cc7 ; 359. Txc7, Cc7 ; 360. Txc7, Cc7 ; 361. Txc7, Cc7 ; 362. Txc7, Cc7 ; 363. Txc7, Cc7 ; 364. Txc7, Cc7 ; 365. Txc7, Cc7 ; 366. Txc7, Cc7 ; 367. Txc7, Cc7 ; 368. Txc7, Cc7 ; 369. Txc7, Cc7 ; 370. Txc7, Cc7 ; 371. Txc7, Cc7 ; 372. Txc7, Cc7 ; 373. Txc7, Cc7 ; 374. Txc7, Cc7 ; 375. Txc7, Cc7 ; 376. Txc7, Cc7 ; 377. Txc7, Cc7 ; 378. Txc7, Cc7 ; 379. Txc7, Cc7 ; 380. Txc7, Cc7 ; 381. Txc7, Cc7 ; 382. Txc7, Cc7 ; 383. Txc7, Cc7 ; 384. Txc7, Cc7 ; 385. Txc7, Cc7 ; 386. Txc7, Cc7 ; 387. Txc7, Cc7 ; 388. Txc7, Cc7 ; 389. Txc7, Cc7 ; 390. Txc7, Cc7 ; 391. Txc7, Cc7 ; 392. Txc7, Cc7 ; 393. Txc7, Cc7 ; 394. Txc7, Cc7 ; 395. Txc7, Cc7 ; 396. Txc7, Cc7 ; 397. Txc7, Cc7 ; 398. Txc7, Cc7 ; 399. Txc7, Cc7 ; 400. Txc7, Cc7 ; 401. Txc7, Cc7 ; 402. Txc7, Cc7 ; 403. Txc7, Cc7 ; 404. Txc7, Cc7 ; 405. Txc7, Cc7 ; 406. Txc7, Cc7 ; 407. Txc7, Cc7 ; 408. Txc7, Cc7 ; 409. Txc7, Cc7 ; 410. Txc7, Cc7 ; 411. Txc7, Cc7 ; 412. Txc7, Cc7 ; 413. Txc7, Cc7 ; 414. Txc7, Cc7 ; 415. Txc7, Cc7 ; 416. Txc7, Cc7 ; 417. Txc7, Cc7 ; 418. Txc7, Cc7 ; 419. Txc7, Cc7 ; 420. Txc7, Cc7 ; 421. Txc7, Cc7 ; 422. Txc7, Cc7 ; 423. Txc7, Cc7 ; 424. Txc7, Cc7 ; 425. Txc7, Cc7 ; 426. Txc7, Cc7 ; 427. Txc7, Cc7 ; 428. Txc7, Cc7 ; 429. Txc7, Cc7 ; 430. Txc7, Cc7 ; 431. Txc7, Cc7 ; 432. Txc7, Cc7 ; 433. Txc7, Cc7 ; 434. Txc7, Cc7 ; 435. Txc7, Cc7 ; 436. Txc7, Cc7 ; 437. Txc7, Cc7 ; 438. Txc7, Cc7 ; 439. Txc7, Cc7 ; 440. Txc7, Cc7 ; 441. Txc7, Cc7 ; 442. Txc7, Cc7 ; 443. Txc7, Cc7 ; 444. Txc7, Cc7 ; 445. Txc7, Cc7 ; 446. Txc7, Cc7 ; 447. Txc7, Cc7 ; 448. Txc7, Cc7 ; 449. Txc7, Cc7 ; 450. Txc7, Cc7 ; 451. Txc7, Cc7 ; 452. Txc7, Cc7 ; 453. Txc7, Cc7 ; 454. Txc7, Cc7 ; 455. Txc7, Cc7 ; 456. Txc7, Cc7 ; 457. Txc7, Cc7 ; 458. Txc7, Cc7 ; 459. Txc7, Cc7 ; 460. Txc7, Cc7 ; 461. Txc7, Cc7 ; 462. Txc7, Cc7 ; 463. Txc7, Cc7 ; 464. Txc7, Cc7 ; 465. Txc7, Cc7 ; 466. Txc7, Cc7 ; 467. Txc7, Cc7 ; 468. Txc7, Cc7 ; 469. Txc7, Cc7 ; 470. Txc7, Cc7 ; 471. Txc7, Cc7 ; 472. Txc7, Cc7 ; 473. Txc7, Cc7 ; 474. Txc7, Cc7 ; 475. Txc7, Cc7 ; 476. Txc7, Cc7 ; 477. Txc7, Cc7 ; 478. Txc7, Cc7 ; 479. Txc7, Cc7 ; 480. Txc7, Cc7 ; 481. Txc7, Cc7 ; 482. Txc7, Cc7 ; 483. Txc7, Cc7 ; 484. Txc7, Cc7 ; 485. Txc7, Cc7 ; 486. Txc7, Cc7 ; 487. Txc7, Cc7 ; 488. Txc7, Cc7 ; 489. Txc7, Cc7 ; 490. Txc7, Cc7 ; 491. Txc7, Cc7 ; 492. Txc7, Cc7 ; 493. Txc7, Cc7 ; 494. Txc7, Cc7 ; 495. Txc7, Cc7 ; 496. Txc7, Cc7 ; 497. Txc7, Cc7 ; 498. Txc7, Cc7 ; 499. Txc7, Cc7 ; 500. Txc7, Cc7 ; 501. Txc7, Cc7 ; 502. Txc7, Cc7 ; 503. Txc7, Cc7 ; 504. Txc7, Cc7 ; 505. Txc7, Cc7 ; 506. Txc7, Cc7 ; 507. Txc7, Cc7 ; 508. Txc7, Cc7 ; 509. Txc7, Cc7 ; 510. Txc7, Cc7 ; 511. Txc7, Cc7 ; 512. Txc7, Cc7 ; 513. Txc7, Cc7 ; 514. Txc7, Cc7 ; 515. Txc7, Cc7 ; 516. Txc7, Cc7 ; 517. Txc7, Cc7 ; 518. Txc7, Cc7 ; 519. Txc7, Cc7 ; 520. Txc7, Cc7 ; 521. Txc7, Cc7 ; 522. Txc7, Cc7 ; 523. Txc7, Cc7 ; 524. Txc7, Cc7 ; 525. Txc7, Cc7 ; 526. Txc7, Cc7 ; 527. Txc7, Cc7 ; 528. Txc7, Cc7 ; 529. Txc7, Cc7 ; 530. Txc7, Cc7 ; 531. Txc7, Cc7 ; 532. Txc7, Cc7 ; 533. Txc7, Cc7 ; 534. Txc7, Cc7 ; 535. Txc7, Cc7 ; 536. Txc7, Cc7 ; 537. Txc7, Cc7 ; 538. Txc7, Cc7 ; 539. Txc7, Cc7 ; 540. Txc7, Cc7 ; 541. Txc7, Cc7 ; 542. Txc7, Cc7 ; 543. Txc7, Cc7 ; 544. Txc7, Cc7 ; 545. Txc7, Cc7 ; 546. Txc7, Cc7 ; 547. Txc7, Cc7 ; 548. Txc7, Cc7 ; 549. Txc7, Cc7 ; 550. Txc7, Cc7 ; 551. Txc7, Cc7 ; 552. Txc7, Cc7 ; 553. Txc7, Cc7 ; 554. Txc7, Cc7 ; 555. Txc7, Cc7 ; 556. Txc7, Cc7 ; 557. Txc7, Cc7 ; 558. Txc7, Cc7 ; 559. Txc7, Cc7 ; 560. Txc7, Cc7 ; 561. Txc7, Cc7 ; 562. Txc7, Cc7 ; 563. Txc7, Cc7 ; 564. Txc7, Cc7 ; 565. Txc7, Cc7 ; 566. Txc7, Cc7 ; 567. Txc7, Cc7 ; 568. Txc7, Cc7 ; 569. Txc7, Cc7 ; 570. Txc7, Cc7 ; 571. Txc7, Cc7 ; 572. Txc7, Cc7 ; 573. Txc7, Cc7 ; 574. Txc7, Cc7 ; 575. Txc7, Cc7 ; 576. Txc7, Cc7 ; 577. Txc7, Cc7 ; 578. Txc7, Cc7 ; 579. Txc7, Cc7 ; 580. Txc7, Cc7 ; 581. Txc7, Cc7 ; 582. Txc7, Cc7 ; 583. Txc7, Cc7 ; 584. Txc7, Cc7 ; 585. Txc7, Cc7 ; 586. Txc7, Cc7 ; 587. Txc7, Cc7 ; 588. Txc7, Cc7 ; 589. Txc7, Cc7 ; 590. Txc7, Cc7 ; 591. Txc7, Cc7 ; 592. Txc7, Cc7 ; 593. Txc7, Cc7 ; 594. Txc7, Cc7 ; 595. Txc7, Cc7 ; 596. Txc7, Cc7 ; 597. Txc7, Cc7 ; 598. Txc7, Cc7 ; 599. Txc7, Cc7 ; 600. Txc7, Cc7 ; 601. Txc7, Cc7 ; 602. Txc7, Cc7 ; 603. Txc7, Cc7 ; 604. Txc7, Cc7 ; 605. Txc7, Cc7 ; 606. Txc7, Cc7 ; 607. Txc7, Cc7 ; 608. Txc7, Cc7 ; 609. Txc7, Cc7 ; 610. Txc7, Cc7 ; 611. Txc7, Cc7 ; 612. Txc7, Cc7 ; 613. Txc7, Cc7 ; 614. Txc7, Cc7 ; 615. Txc7, Cc7 ; 616. Txc7, Cc7 ; 617. Txc7, Cc7 ; 618. Txc7, Cc7 ; 619. Txc7, Cc7 ; 620. Txc7, Cc7 ; 621. Txc7, Cc7 ; 622. Txc7, Cc7 ; 623. Txc7, Cc7 ; 624. Txc7, Cc7 ; 625. Txc7, Cc7 ; 626. Txc7, Cc7 ; 627. Txc7, Cc7 ; 628. Txc7, Cc7 ; 629. Txc7, Cc7 ; 630. Txc7, Cc7 ; 631. Txc7, Cc7 ; 632. Txc7, Cc7 ; 633. Txc7, Cc7 ; 634. Txc7, Cc7 ; 635. Txc7, Cc7 ; 636. Txc7, Cc7 ; 637. Txc7, Cc7 ; 638. Txc7, Cc7 ; 639. Txc7, Cc7 ; 640. Txc7, Cc7 ; 641. Txc7, Cc7 ; 642. Txc7, Cc7 ; 643. Txc7, Cc7 ; 644. Txc7, Cc7 ; 645. Txc7, Cc7 ; 646. Txc7, Cc7 ; 647. Txc7, Cc7 ; 648. Txc7, Cc7 ; 649. Txc7, Cc7 ; 650. Txc7, Cc7 ; 651. Txc7, Cc7 ; 652. Txc7, Cc7 ; 653. Txc7, Cc7 ; 654. Txc7, Cc7 ; 655. Txc7, Cc7 ; 656. Txc7, Cc7 ; 657. Txc7, Cc7 ; 658. Txc7, Cc7 ; 659. Txc7, Cc7 ; 660. Txc7, Cc7 ; 661. Txc7, Cc7 ; 662. Txc7, Cc7 ; 663. Txc7, Cc7 ; 664. Txc7, Cc7 ; 665. Txc7, Cc7 ; 666. Txc7, Cc7 ; 667. Txc7, Cc7 ; 668. Txc7, Cc7 ; 669. Txc7, Cc7 ; 670. Txc7, Cc7 ; 671. Txc7, Cc7 ; 672. Txc7, Cc7 ; 673. Txc7, Cc7 ; 674. Txc7, Cc7 ; 675. Txc7, Cc7 ; 676. Txc7, Cc7 ; 677. Txc7, Cc7 ; 678. Txc7, Cc7 ; 679. Txc7, Cc7 ; 680. Txc7, Cc7 ; 681. Txc7, Cc7 ; 682. Txc7, Cc7 ; 683. Txc7, Cc7 ; 684. Txc7, Cc7 ; 685. Txc7, Cc7 ; 686. Txc7, Cc7 ; 687. Txc7, Cc7 ; 688. Txc7, Cc7 ; 689. Txc7, Cc7 ; 690. Txc7, Cc7 ; 691. Txc7, Cc7 ; 692. Txc7, Cc7 ; 693. Txc7, Cc7 ; 694. Txc7, Cc7 ; 695. Txc7, Cc7 ; 696. Txc7, Cc7 ; 697. Txc7, Cc7 ; 698. Txc7, Cc7 ; 699. Txc7, Cc7 ; 700. Txc7, Cc7 ; 701. Txc7, Cc7 ; 702. Txc7, Cc7 ; 703. Txc7, Cc7 ; 704. Txc7, Cc7 ; 705. Txc7, Cc7 ; 706. Txc7, Cc7 ; 707. Txc7, Cc7 ; 708. Txc7, Cc7 ; 709. Txc7, Cc7 ; 710. Txc7, Cc7 ; 711. Txc7, Cc7 ; 712. Txc7, Cc7 ; 713. Txc7, Cc7 ; 714. Txc7, Cc7 ; 715. Txc7, Cc7 ; 716. Txc7, Cc7 ; 717. Txc7, Cc7 ; 718. Txc7, Cc7 ; 719. Txc7, Cc7 ; 720. Txc7, Cc7 ; 721. Txc7, Cc7 ; 722. Txc7, Cc7 ; 723. Txc7, Cc7 ; 724. Txc7, Cc7 ; 725. Txc7, Cc7 ; 726. Txc7, Cc7 ; 727. Txc7, Cc7 ; 728. Txc7, Cc7 ; 729. Txc7, Cc7 ; 730. Txc7, Cc7 ; 731. Txc7, Cc7 ; 732. Txc7, Cc7 ; 733. Txc7, Cc7 ; 734. Txc7, Cc7 ; 735. Txc7, Cc7 ; 736. Txc7, Cc7 ; 737. Txc7, Cc7 ; 738. Txc7, Cc7 ; 739. Txc7, Cc7 ; 740. Txc7, Cc7 ; 741. Txc7, Cc7 ; 742. Txc7, Cc7 ; 743. Txc7, Cc7 ; 744. Txc7, Cc7 ; 745. Txc7, Cc7 ; 746. Txc7, Cc7 ; 747. Txc7, Cc7 ; 748. Txc7, Cc7 ; 749. Txc7, Cc7 ; 750. Txc7, Cc7 ; 751. Txc7, Cc7 ; 752. Txc7, Cc7 ; 753. Txc7, Cc7 ; 754. Txc7, Cc7 ; 755. Txc7, Cc7 ; 756. Txc7, Cc7 ; 757. Txc7, Cc7 ; 758. Txc7, Cc7 ; 759. Txc7, Cc7 ; 760. Txc7, Cc7 ; 761. Txc7, Cc7 ; 762. Txc7, Cc7 ; 763. Txc7, Cc7 ; 764. Txc7, Cc7 ; 765. Txc7, Cc7 ; 766. Txc7, Cc7 ; 767. Txc7, Cc7 ; 768. Txc7, Cc7 ; 769. Txc7, Cc7 ; 770. Txc7, Cc7 ; 771. Txc7, Cc7 ; 772. Txc7, Cc7 ; 773. Txc7, Cc7 ; 774. Txc7, Cc7 ; 775. Txc7, Cc7 ; 776. Txc7, Cc7 ; 777. Txc7, Cc7 ; 778. Txc7, Cc7 ; 779. Txc7, Cc7 ; 780. Txc7, Cc7 ; 781. Txc7, Cc7 ; 782. Txc7, Cc7 ; 783. Txc7, Cc7 ; 784. Txc7, Cc7 ; 785. Txc7, C



## Banlieusons...

**P**OUR les Parisiens restés à Paris, pour les touristes un peu futas, quelles découvertes à faire en banlieue ! Le charmant ouvrage de Jean Prastreau, *Voyage insolite dans la banlieue de Paris* (éditions Perrin), pourrait être un guide. Pour ceux qui conjuguent l'histoire et l'appétit, il voudrait cette fois les emmener d'abord à Meudon.

A Meudon (Rabelais y fut curé de l'église Saint-Martin en l'an 1550 et elle se visite aujourd'hui !), entre le château de la Pompadour et celui de Louis XV, un estaminet servait alors aux gardes du royal domaine. C'est au *Relais des gardes* qu'il faut, comme ces ancêtres, faire halte.

Daniel Berthelon, le chef de cette belle maison, est resté ici quarante ans au « piano ». Il a pris sa retraite tout mortifié d'avoir perdu son étoile au *Michelin newstyle* (félicitons-le plutôt, c'est une légion d'honneur !).

Son successeur, le jeune Jean-Pierre Bouchereau, a la sagesse de ne pas bouleverser la carte. Il y a conservé notamment l'étonnant canard (sals) à la saintongeaise (en pot au feu) et ajouté une effilochée de raie aux parfums des tropiques (vanille, cannelle, safran). Et les amateurs retrouvent ou découvrent chez Pierre et Simone Oudina l'authentique Côte d'Émeraude et l'élevée de saumon au champagne, la côte d'agneau aux aiguillettes d'orange confites et, avec les desserts, les babas de notre enfance et un gâteau de riz « grand-



DESLAUZ

mère ». Belle cave, notamment de bordeaux. Service féminin souriant, terrasse pour les chaudes soirées.

Après — ou avant — la visite de l'Observatoire, du Musée Armand-Béjart ou du Musée Rodin, c'est à la fois une fête et une relaxation que de se régaler, dans cette belle salle ornée de tableaux, d'un calme provincial et d'une cuisine qui vaudrait plutôt deux étoiles que l'anonymat michelinien.

Bah ! comme disait Rabelais : « Beuvez toujours, vous ne mourrez jamais ! »

Buvait-il, en sa cure de Meudon, du vin voisin de Suresnes ? J'allais écrire du picolo, comme on disait de celui d'Argenteuil, et entendait par là un petit vin de pays ! Mais ce vin de Suresnes, coleur « groseille » comme l'assurait Victor Hugo, ce vin longtemps « dévalué », redevenait depuis quelques années fort agréable. Encore qu'un peu « clandestin ».

Quoi qu'il en soit, vous ne trouverez plus ici la *Belle Gabrielle*, un restaurant du bord de l'eau que l'on quittait en chantant : « En l'honneur de Suresnes, j'avais mon pompon... », mais vous

découvrirez un excellent petit nouveau : la *Cave gourmande*.

Le patron-chef, M. Heymes, est un autodidacte de la cuisine (mais il a travaillé avec Guy Girard !), et dans sa mini-maison de cette rue pittoresque il vous proposera (entre deux menus) un excellent bûisson de salicornes et langoustines au coulis de tomates fraîches (80 F), une salade gersoise au magret d'oie, vinaigre de framboise chaud (45 F), des escargots dans un nid de pâtes fraîches (75 F), une poêlée de julienne au beurre d'amandes (65 F), un civet de lapereau au cahors (65 F), un salmis de canard au citron (68 F), etc. Une petite cave mais de prix honnêtes (et un gaillard en carafe sympathique). On aimerait seulement, plutôt que l'insipide baguette, avoir du bon pain campagnard pour escorter le repas.

Voilà, en tout cas, dans le désert gastronomique suresnois, une bonne adresse !

LA REYNIÈRE.

● LE RELAIS DES GARDES, 42, avenue du Général-Gallieni, 92190 Meudon. Tél. : 45-34-11-79.

● LA CAVE GOURMANDE, 20, rue des Bourtes, 92150 Suresnes. Tél. : 42-04-13-67.

● LA VOILE D'OR, port de plaisance, 06290 Saint-Jean-Cap-Ferrat. Tél. : 93-01-13-13.

## SEMAINE GOURMANDE

## La Voile d'or à Saint-Jean-Cap-Ferrat

Le « vedettisme » ne doit pas faire oublier les sages, consciencieux et plus modestes chefs. Tel Jean Crapin.

La carte de cette belle maison sur le petit port de Saint-Jean est un modèle, sa cuisine un plaisir. Classiques de la maison, d'inspiration régionale (l'ail de langoustes, une oplan-deur !), le marché du jour et, comme Crapin passe ses vacances à courir le monde gourmand, des trouvailles telles le jambalaya « comme à Key-West », les scampis à la façon de Sukiyama. Le melon peut être accompagné d'un grand bœuf et le foie gras d'un chateau fillet, choisis par le sommelier Melkonian, un grand de la profession lui aussi.

Excellents menus à 300 F (deux plats, fromages ET dessert) et à 420 F. A la carte, comptez 600 F. Très bon service, bar agréable, quarante-cinq chambres et appartements.

● LA VOILE D'OR, port de plaisance, 06290 Saint-Jean-Cap-Ferrat. Tél. : 93-01-13-13.

## Le Grand Hôtel à Roquefort

Des menus (100, 170 et 250 F) et la carte. De très bons plats, mais, sur celle-ci, plus encore de fautes d'orthographe et de français, ce qui est bien agaçant.

Le roquefort comme il se doit est roi, de la tarte à la suée de poireaux et champignons, au macin (au lieu de macin) et aux quenelles gratinées au roquefort, etc. dans une salle à

manger rustique. Une étoile au Bortin gourmand.

● GRAND HOTEL, 2, rue de Laurs, 12250 Roquefort. Tél. : 65-59-90-20.

Fermé dimanche soir et lundi.

## La Réserve à Beaulieu-sur-Mer

Belle maison et clientèle internationale avec un nouveau jeune et bon chef, Joël Garault. On pourra profiter du consommé de favonilles au saumon et blinis de sarrasin, les poissons « à la berliane » au loup grillé sauce pistou, le carré d'agneau rôti à la canette fermière en deux services (poitrine rôtie aux figues et cuisses en saumon aux pâtes maison) ou l'inverse, mais tout cela est préparé avec classe et servi avec maestria. M. Henri Marie est un directeur qui connaît son métier et son monde sur le bout du doigt. Il est fier de son barman, Jean-Claude Duloup (prix international de cocktail 1985), et la carte des vins est tout autant valable. Menus à 340 et 420 F. A la carte, comptez 500-600 F.

● LA RÉSERVE DE BEAULIEU, 5, boulevard du Maréchal-Ledoux, 06310 Beaulieu-sur-Mer. Tél. : 93-01-00-01.

L. R.

● Tout sur le vigneron. — Le syndicat des vignerons de l'appellation d'origine contrôlée vigneron organisés, du 1<sup>er</sup> au 30 septembre, un concours basé sur la connaissance de ce vin. Renseignements : Syndicat des vignerons de Vouvray, la Caille-rie, 37210 Vouvray.

## VOYAGE

## Un pays à visiter, pas à vendre

(Suite de la page 11.)

Devant une Sobbra (bière locale), entretiens. Problème des feux de brousse. « Presque toute la province a brûlé... La Burkina Faso lute contre la désertification de trois manières : contre la coupe abusive du bois ; contre la divagation des animaux ; contre les feux de brousse. Ces derniers sont redoutables. Entre les criminels qui les allument pour chasser, les esprits pratiques qui ne font que lutter contre les reptiles et autres bestioles, les gens qui ne pensent qu'à conjurer les mauvais génies après les récoltes, et le type qui jette négligemment son mégot dans la brousse... »

Un vrai casse-tête. Prévention par la sensibilisation, certes ; instauration de brigades anti-feu dans les villages... « Officiellement, explique M. Kabore, « il y a un feu de brousse près d'un village et qu'on n'arrive pas à mettre la main sur le coupable, tout le village est puni. Résultat, pour régler un conflit, les gens allument parfois un feu de brousse... vers le village voisin ! ». Les autres hésitent à intervenir, de peur de se faire coffrer injustement.

Problème de conflits ethniques. Avec les Peuls notamment... « Venus du nord, ils ont doublé, voire triplé la population de notre province. Certains ont des fusils modernes achetés au Ghana pour le prix d'un bœuf, environ 150 000 francs CFA (30 000 francs français). Ils ont beaucoup de têtes de bétail. Les Gourousis, qui ne sont pas armés, les accusent de détériorer les zones de pâturages et de cultures... »

Avec les Mossis (environ la moitié de la population du Burkina Faso et l'éthnie dominante), il y a des problèmes similaires... Bref, j'allais oublier de raconter que le camarade Kabore trouve que je ressemble beaucoup à un... Peul ! Rires... On n'est pas sérieux devant une Sobbra.

A la sortie de Po, le ciel soudain plombé. Un soldat en treillis vert nous arrête avec beaucoup d'autorité... pour nous demander poliment si nous pouvons l'emmener à Ouaga... Pas sûr que tout ça soit bien réglementaire, camarade. Un cynocéphale traverse vivement la route devant nous, sous les premières gouttes de pluie.

Bobo-Dioulasso, à 356 kilomètres au sud-ouest de Ouagadougou. Deuxième ville et capitale économique du Burkina Faso. En 1888, Binger y fut reçu à coups de flèches et de vieux fusils à pierres ! En 1927, l'explorateur revint. Il s'y était fait des amis. Notamment la « bonne et brave Guimbé » qui l'avait « pris sous sa protection contre l'hostilité des Bobos menaçants ».

## La petite nièce du chef

En 1988, on ne peut pas dire que les Bobos soient particulièrement menaçants — à supposer qu'ils le fussent jamais. Ils ont d'autres chats à fouetter. L'avenir des grandes unités industrielles. Le chantier (provisoirement arrêté) de l'aéroport international. Les communications avec le reste de l'Afrique de l'Ouest... « Et le développement touristique », ajoute Eve, grande et forte métisse franco-burkinabe, comme nous remontons en 4 x 4 le boulevard de la Révolution, « les Champs-Élysées de Bobo-Dioulasso » (rires).

Parcours classique du touriste. La cathédrale. La gare ferroviaire. La vieille mosquée. Ainsi de suite. De prime abord, la mémoire ancienne et tranquille d'une ville. A la vérité, une actualité nationale faite d'enjeux plus ou moins visibles, de conflits plus ou moins maîtrisés. La couleur blanche de la gare par exemple, arrêt de l'express d'Abidjan, est un choix du défunt Sankara, il y a trois ans. « C'est un bâtiment de style soudanais, avant c'était ocre, et c'était fait pour dire ocre », insiste Eve. Il faudra rependre, mais le cas est si courant dans les villes que ça coïncide cher, etc. Et certains sans doute — je le pense sans le dire, une de ces pensées fuyantes — risquent de parler, j'ai entendu ça ailleurs, de la « deuxième mort de Sankara » ?

Eve Sanon est, dans un arbre généalogique immense, une petite nièce de l'actuel chef de canton de Bobo, Adama Sanon. Le chef traditionnel qui reste, option marxiste ou pas, un personnage généralement respecté. C'est un roi. Un monument de cent sept ans qui nous reçoit, immobile dans un grand fauteuil, sous une véranda de sa résidence de Dioulasope, le plus vieux quartier de la ville (quinzième siècle). En fait de résidence, un de ces étonnants agencements de maisons, avec des cours ouvrant sur d'autres cours, des labyrinthes interminables, un espace apparemment simple où l'étranger est condamné à se perdre. « D'ailleurs, le quartier lui-même, quoi qu'il en soit, n'a toujours été que deux issues », m'assure Eve.

Le vieux homme, visage long et anguleux serti dans un collier de barbe blanche, porte un bonnet de percale blanc, « brodé à la main » (Eve). D'une main ferme, Adama Sanon tient une belle canne gainée de cuir. « Sa canne de cantonnement ». Aveugle depuis deux ans, « suites des dures conditions d'exil au Gabon, d'où il était revenu déjà malvoyant et très malade... » Histoire des années 40. Les temps se télescopent. Samory Touré, je note, tout ça... (geste de la main). Plus tard, nous visitons une partie de la résidence. Puis nous saluons notre hôte : il conviendrait, selon la coutume, de lui « demander la route... »

JEAN-CLAUDE CHARLES.

## Carnet de route

● Voyage De Paris, Air Afrique et UTA. Air Burkina existe entre sept villes africaines : Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ; Niamey (Niger) ; Abidjan (Côte-d'Ivoire) ; Bamako (Mali) ; Lomé (Togo) ; Cotonou (Bénin). Tél. à Ouagadougou : 30-61-43 et 30-76-76, BP 1489.

● Adresses utiles A Paris : ambassade du Burkina Faso (159, bd Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>, tél. : 43-59-21-85) ou 43-59-90-83 ; Aéroport Afrique (36, avenue de l'Opéra, Paris-2<sup>e</sup>, tél. : 42-86-90-89).

Au Burkina Faso : Faso Tours (société mixte où l'état est majoritaire ; BP-1318, Ouagadougou, tél. : 30-66-71 ; télex 5377 BF). Pour les excursions notamment, voir Faso Tours.

● Formalités Pas de visa pour les Français, les Italiens et les ressortissants du Bénin. Passeport en cours de validité.

Certificat international de vaccination antirabique exigé. Il est recommandé de se faire vacciner contre le

choleéra et de suivre un traitement préventif antipaludéen.

A Ouagadougou comme à Bobo-Dioulasso, l'eau courante est potable.

● Saisons Pour les braves, n'importe quand. Le calendrier des fêtes chrétiennes et musulmanes s'étend du 1<sup>er</sup> janvier... au 31 décembre ! La bonne période, d'un point de vue météorologique, semble être de novembre à avril (moyenne des températures 27 degrés)...

Les chasseurs (grande et petite chasse) sont gâtés : la faune de l'Afrique semble s'être donnée rendez-vous au Burkina Faso.

● Hôtels A Ouagadougou, hôtels indépendants, Sillmané, Ran, OK Inn, Nazemé, Don Camillo.

A Bobo-Dioulasso, hôtels Ran, Relax, Vatinoma.

En gros, compter entre 200 et 500 francs français par jour pour une chambre double.

● Cuisine A Ouagadougou, l'Harmattan (pour son poulet-bicyclette au rablé),

prix raisonnables ; le Restaurant de l'An II (sous-entendu : de la Révolution), un endroit charmant, à ciel ouvert, plein d'arbres, cuisine locale et musiques du continent, prix donnés ; et l'Eau vive, lieu calme et agréable tenu par des religieuses africaines (cuisine africaine et française), prix raisonnables.

A Bobo-Dioulasso, le Restaurant africain... ou chez Dominique, un grand Burkinabé d'origine béninoise (poissons, sauces à base de graines, akassa et foutou... bref, il vous expliquera). Toujours à Bobo, le Lafi... ou chez Kinde Xavier, à côté de la cathédrale (cocktails à la bière de mil, pintade au péré et autres mélanges inouïs). On peut finir la soirée au Concorde, « bar-restaurant-dancing »... lieu amusant, branché.

● Livres Le plus important écrivain burkinabé est Pacéré Thinga. Il y en a d'autres.

La meilleure Brûlée : SOCCA, tenue par M<sup>me</sup> Soré, dans le quartier du Grand Marché (actuellement en chantier), non loin du restaurant l'Eau vive.

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Aquitaine

## ENTRE MER ET MÉDOC

HOTEL RESTAURANT \*\*\*  
Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis, ping-pong et cyclable, prox. golf.  
1/2 pension 245 F.  
LES ARDILLIERS, 33160 SALAUNES.  
Tél. 56-56-56-56.

## Campagne

CHAUMONT-SUR-THARONNE  
HOTEL \*\*\* RESTAURANT \*\*\*  
LA CROIX BLANCHE  
41800 CHAUMONT-SUR-THARONNE  
Tél. : 54-85-55-12  
Relais gastronomique

## Côte d'Azur

## NICE

HOTEL LA MALMAISON  
Mappet Rest Western \*\*\*  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
38 CH. DES ANNONCIÈRES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITE  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE.  
Tél. 93-87-62-56 - Téléc. 478418.

HOTEL VICTORIA \*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE.  
Tél. 93-48-39-60.  
Petit centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.  
24, direct, minitel.

## Montagne

05350 SAINT-VÉRAN  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc régional. Site classé.  
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08.  
Chamb. - studio + cuisinette-grill. Tennis.  
De 50 F à 150 F par pers. et par jour.  
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62.  
Piscine, Tennis.  
1/2 pens. 1 029 F à 1 617 F sem.  
Possions 1 309 F à 1 848 F la sem.

## 05350 ANOLINES-EN-QUEYRAS

(Hautes-Alpes)  
PARC REGIONAL. Alt. 2000 m.  
Soleil midi. Randonnées, activités avec escadronnet sur place.  
HOTEL LE COGNAREL \*\*\*  
LOCS DE FRANCE  
Tél. (16) 92-45-81-03

## Paris

SORBONNE  
HOTEL DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec baign., w.-c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 259 à 330 F. - Tél. 43-54-92-55.

## Provence

## ROUSSILLON EN PROVENCE

au MAS DE GARRIGON \*\*\*  
LE PETIT HOTEL DE CHAUME DU LUBRON  
est aussi une étape gourmande.  
Piscine - Equitation.  
STAGES DE CUISINE à partir d'octobre  
Forfaits de 4 jours  
Renseignements et réservation : 96-05-43-22  
Madame RECH-DRUART

## Suisse

LAC MAJEUR  
LOCARNO  
GRAND HOTEL  
Complètement rénové. Nouvelle piscine.  
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. Costi  
tél. 19-41/93/330282 - Téléc. 846143  
Via Sempione, CH 6600 LOCARNO.

CH-1854 LEYSIN - Rég. Léman, 1350 m

A 4 h 30 de PARIS TGV  
HOTEL-CHALET PAIX  
Familial, gourmand, 2<sup>es</sup> NN, vue panor., bon air alpin, 7 j. pens. compl. L.C.  
1850 FF (douche w.-c.).  
Tél. 19-41/25/341375.

42-27-82-14 Dessirier 43-80-50-72  
MAITRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR  
8, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Fierpini) 17



## Sports

## ATHLÉTISME : 110 mètres haies

## Kingdom a reconquis son royaume

ZURICH  
correspondance

« L'AN passé, je regardais les championnats du monde d'athlétisme à la télé. C'était déjà dur de ne pas y être. Et puis, ils ont montré la finale du 110 mètres haies. Ma distance... Et le commentateur a lâché une petite phrase du style : « Roger Kingdom, le champion olympique de Los Angeles, n'est pas là. D'ailleurs il n'a rien fait de valable depuis son titre... » J'ai explosé de rage. Il n'avait pas le droit de dire ça. D'oublier mes performances de 1985, mes blessures depuis cette année-là ! Et je ne pouvais rien faire pour lui répondre. Sauf une chose : revenir à mon ancien niveau. Et leur montrer à tous sur une piste ce que je valais... »

Aujourd'hui, Kingdom vaut 12 s 97. A Sestrières, il est devenu le deuxième hurdle de l'histoire à passer sous la barrière des 13 secondes depuis le légendaire Renaldo Nehemiah en 1981. A Zurich, Roger n'est pas allé aussi vite. Mais il s'est à nouveau imposé comme le meilleur coureur de 110 mètres haies de cette année olympique. Juste avant les Jeux de Séoul, le vainqueur surprise de 1984 devient le favori logique de 1988 : « Si Dieu le veut, je gagnerai à nouveau... »

Il a dit Dieu. Il le cite souvent : « Quand on est un athlète de haut niveau, on est souvent seul, on souffre beaucoup. Il faut pouvoir parler à quelqu'un. Nous sommes nombreux aux Etats-Unis à avoir choisi de nous adresser à Dieu... »

Il est Noir. Il a vingt-cinq ans et vient du Sud profond. Il est baptiste. Un label de foi paisible. Un signe de confiance dans sa destinée. Le culte va bien à un certain rêve américain.

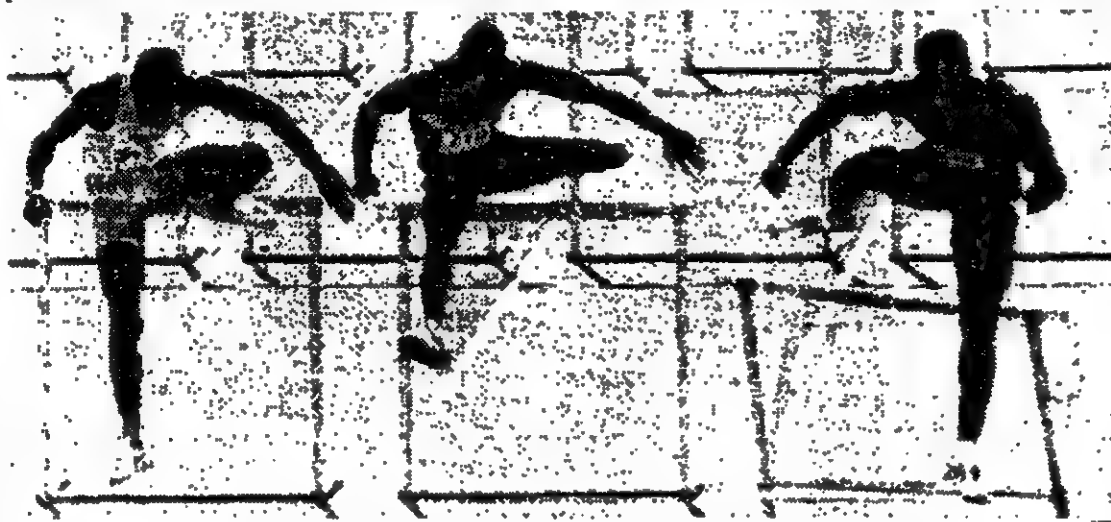
Roger Kingdom est né en Georgie. Il a grandi en Floride, « pas loin de Disneyworld, mais je n'y suis jamais allé ». Il est retourné en Georgie pour la lycée, avant de quitter le Sud pour faire des études, comme tous les jeunes un peu doués. Roger est allé à l'université de Pittsburgh, en Pennsylvanie. Une consécration classique pour un bon élève et un bon sportif. La famille a apprécié.

Champion olympique surprise du 110 mètres haies à Los Angeles, Roger Kingdom avait disparu des pistes en 1985 après une blessure. Il est revenu cet été juste à temps pour les Jeux de Séoul, fort de sa foi et du souvenir de son grand-père. Il vient de franchir le mur des 13 secondes. Il est le deuxième athlète de l'histoire à réaliser cet exploit.

« Tous les miens ont fait du sport et croient en Dieu. Ma mère aurait pu faire un carrière en basket-ball, mais son père l'en a empêché. Il préférait qu'elle poursuive ses études... » Matt

haies, en revanche, sont abordables. Roger a dix ans quand Rod Milburn, un autre Noir du Sud profond, bat Guy Druet aux Jeux de Munich. Il en a dix-neuf quand Nehemiah établit son record du

En 1985, sur sa lancée des Jeux, Roger est en train de réaliser sa meilleure saison — « un record de 13 s 14 » — quand il se blesse au meeting de Nice. Un muscle déchiré qui va briser son élan. « L'année suivante, je suis tombé à 13 s 40. J'avais mal. Et en 1987 je n'ai pas été fichu de faire mieux que 13 s 52, un temps minable... Mon grand-père me disait que j'étais en train de me gâcher. Ma copine, Joy Shepherd, qui est également mon entraî-



Roger Kingdom (à droite), lors de sa victoire dans les sélections olympiques américaines.

Wallace, le grand-père de Roger. Le modèle et le guide du jeune homme : « Il m'a poussé quand j'étais jeune. Sans lui, je ne serais pas devenu ce que je suis aujourd'hui... »

Roger a d'abord été un bon footballeur, un running back, un rapide. « Le foot me fait rêver. Après les Jeux, j'essaierai peut-être de devenir professionnel. Nehemiah l'a bien fait avant moi. Il a même gagné le Superbowl. C'était mon idole... »

Car le footballeur est aussi un coureur de haies : « Pour moi, il y a deux aristocraties dans l'athlétisme. Celle de la perche et celle des haies. Ce sont des disciplines que tout le monde ne peut pas pratiquer... N'importe qui sait courir ou bien sauter. Mais tenir une perche ou franchir des haies... »

L'aristocratie de la perche n'est pas faite pour les Noirs aux Etats-Unis. Elle coûte trop cher. Les

monde légendaire sous les 13 secondes. Roger en rêve. Il ne sait pas encore que sa chance viendra.

« J'ai fait du football parallèlement à l'athlétisme, au risque de me blesser, jusqu'en 1983-1984. Puis j'ai pensé aux Jeux de Los Angeles, sans trop y croire au début. J'avais fait 13 s 44 en 1983. Ce n'était pas mal, mais sans plus. Alors je me suis mis totalement à la course. J'ai réussi à franchir le cap des sélections. J'étais le troisième Américain. L'inconnu de vingt et un ans. Et puis, lors de la finale, Dieu m'a béni... »

Devant sa famille, Roger bat le favori, Greg Foster. « Mais personne à ce moment-là n'a vraiment cru à mon succès. On a dit que j'étais un météore, presque une erreur. Les gros sponsors ne se sont pas intéressés à moi. Je suis pratiquement resté un étudiant comme les autres. Ma médaille d'or ne m'a rapporté aucun contrat publicitaire... »

neur, me harcelait elle aussi. Tout le monde était sur mon dos. J'étais grillé moralement. Jusqu'à cette émission de télévision qui m'a fait réagir d'un seul coup... »

Roger s'est remis au travail, accompagné seulement de la belle Joy, entraîneuse, garde du corps et ange gardien. « Elle m'empêche de m'empêcher de hargner quand j'en ai envie... Les résultats sont revenus... J'ai battu Foster deux fois avant qu'il ne se blesse cet été. J'ai remporté les sélections américaines. J'ai couru un 110 mètres haies en moins de 13 secondes comme Nehemiah. C'est presque effrayant. Et je suis favori pour les Jeux olympiques. Quand on croit en Dieu, tout est possible. Si je ne gagne pas à Séoul, ce sera simplement que mon destin ne le voulait pas... »

A vingt-cinq ans, Roger Kingdom se dit « ressuscité ». Un acte de foi en quelque sorte.

CLAUDE ASKOLOVITCH.

## AVIRON : l'entraînement des Britanniques

## Galériens sous hypnose

A Séoul, l'équipe britannique d'aviron, l'une des meilleures du monde, suit actuellement un stage de préparation pour le moins particulier : c'est sous hypnose que les athlètes anglais ont choisi de s'entraîner pour la course à la médaille d'or.

SIMON HOLMES est médecin et hypnotiseur. Frère du champion du monde d'aviron Andy Holmes, il participe, depuis l'année dernière, à l'entraînement des rameurs qu'il a familiarisés avec l'hypnose. Le résultat — un record du monde battu à Amsterdam — est apparemment concluant, puisque, après accord de l'Association britannique olympique, le docteur Holmes, qui fait désormais partie des médecins de l'équipe olympique, entraîne les champions pour leur donner, grâce à l'hypnose, l'imperceptible avance qui mène à l'exploit.

Introduite en France en 1776 par Messmer, l'hypnose poursuit, depuis cette date, une carrière de malin. Condamnée par l'Académie de médecine, assimilée à un rite charlatanesque, elle sera réhabilitée au dix-neuvième siècle par Charcot et Freud, le plus célèbre de ses disciples, l'utilisera même comme technique de psychothérapie avant d'inventer la psychanalyse. La théorie de l'hypnose repose sur l'accès à un état de conscience modifiée, intermédiaire entre la veille et le sommeil. Schématiquement, il s'agit pour l'hypnotiseur d'obtenir par diverses techniques de suggestion un état proche du sommeil, la transe hypnotique. Le sujet hypnotisé est alors particulièrement réceptif à son monde intérieur et aux injonctions du thérapeute qui, par une série de « pensées positives », amène peu à peu le patient à se débarrasser de ses inhibitions et de ses symptômes.

Bien que souvent associée à l'idée de magie ou de manipulation, l'hypnose ne s'adresse qu'à des sujets consentants, auxquels elle permettrait, selon ses adeptes, de retrouver leurs véritables aspirations. Tout récemment, elle a même eu les honneurs de la presse avec la publication, dans l'hébdomadaire scientifique *The Lancet*, d'une étude britannique démontrant son efficacité dans le traitement des ulcères de l'estomac. D'autres applications médicales sont plus courantes : les maladies psychosomatiques, les états douloureux, les névroses, les troubles du sommeil, l'échec scolaire.

Dans le sport de haut niveau, deux techniques voisines, la relaxa-

tion et la sophrologie, où le sujet demeure conscient, ont été adoptées par de nombreux entraîneurs. Quant à l'hypnose proprement dite, elle a déjà été utilisée pour la préparation à la compétition. Au Comité olympique international, on reconnaît que, à Calgary, plusieurs équipes de ski y ont fait appel. Des athlètes suédois et de l'Europe de l'Est, des boxeurs et même, semble-t-il, une équipe olympique de pentathlon y auraient eu recours.

En aviron, l'hypnose présente, selon le docteur Holmes, plusieurs avantages. Elle développe l'instinct de combativité et l'énergie avec laquelle les champions vont s'élancer au départ de la course. Pendant les séances, le docteur Holmes répète le « go for the burn » fatidique, qui donne le signal du départ, et demande aux rameurs de visualiser une panthère noire, une image jugée particulièrement évocatrice de vitesse. « Pendant la course », explique le docteur Holmes, l'image de la panthère habite véritablement l'esprit des rameurs au moment de l'effort suprême et les incite à donner la meilleure d'eux-mêmes. »

Contre la peur de l'échec, qui n'épargne aucun athlète, surtout après une rencontre malheureuse, l'hypnotiseur suggère, pendant la séance, que les conditions ont changé depuis la dernière compétition et associe un mot simple à cette idée optimiste. Mobilisés par un même mot, une même image, les rameurs y gagnent aussi en coordination. Et, pour favoriser la concentration, l'hypnotiseur apprend aux athlètes des techniques de relaxation à utiliser juste avant la compétition.

Conscient du scepticisme qui entoure sa spécialité, le docteur Holmes reste néanmoins confiant. « A ce niveau de compétition, les athlètes ne sont pas fondamentalement différents. C'est plutôt la motivation qui peut créer l'écart et transformer l'argent en or. » Une opinion que veulent bien admettre les instances officielles, tout en reconnaissant que la commission médicale sera probablement saisie du dossier. Le mot d'ordre n'est pas prononcé, mais c'est sur le caractère naturel de la technique que les avis divergent.

Technique artificielle, manipulation pour certains, technique affirmée d'apprentissage du succès pour les autres, l'hypnose, dans cette indication qui étonnerait peut-être Charcot, n'a pas fini de susciter les passions.

BEATRICE OSTER.

## TENNIS : championnats cadets et espoirs

## La trajectoire de Fabrice Santoro

Dix semaines après les Internationaux de France, les alliés de Roland-Garros ont été envahies par une horde de jeunes : les meilleurs cadets et juniors français, parmi lesquels la FFT espère découvrir les successeurs de Noah et Leconte. Parmi ceux-ci, l'un des plus sûrs espoirs est le Toulonnais Fabrice Santoro, dont la technique n'est toutefois guère orthodoxe.

revenir en larmes. Il disait ne faire que des passes alors que ce qu'il voulait, par-dessus tout, c'était jouer. Je lui ai donné une raquette et il a commencé à taper contre la mur... L'histoire suit alors son cours, entre le père éducateur de tennis et un entraîneur de l'USAM Toulon, Alban Labouliere. « Dès son premier tournoi, il a battu les deux meilleurs poussins de la Ligue, continue Marcel Santoro. On s'est tout de suite aperçu qu'il avait un grand sens du jeu. Tous ses matchs se ressemblent. Il joue au chat et à la souris avec son adversaire... »

Jouer, jeu, joueur : ces mots reviennent continuellement dans la bouche de Santoro père et fils. A une époque où les tennismen semblent gâcher leur plaisir de plus en plus jeunes par un entraînement forcé, la réussite de Fabrice apporte un peu de fraîcheur. Doué pour les retours et les passings, trouvant régulièrement la bonne longueur de balle, ce métro-nome souriant admire, paradoxalement, plus McEnroe que Borg.

Il reste maintenant à se rapprocher de l'idole, c'est-à-dire à ne pas rompre le fil de la progression que Fabrice a suivie jusqu'à aujourd'hui. « La seule certitude dont nous disposons, constate Jean-Claude Massias, est que les meilleurs mondiaux ont tous remporté un titre ou atteint une finale européenne en jeunes... »

Exemple : Noah, sacré en 1976. Hélas ! Si cette condition est nécessaire, elle ne se révèle pas toujours suffisante. Qui se souvient, en effet, de Sylvie Gar-

viennent sont les plus importantes. L'amélioration de son tennis dépendra de ses progrès physiques... »

Avec 1,74 m et 63 kg, Fabrice a l'impressionneuse. Il compense une vitesse de déplacement moyenne par un sens aigu de l'anticipation. Mais il est bien décidé à travailler ce point faible : « Avec mon jeu à deux mains, c'est indispensable... Fabrice, en effet, utilise ses deux bras sur tous les coups, droit, revers, smash, volée... »

Seul l'Américain Gene Mayer, ancien numéro 5 mondial, fit parler de lui avec cette technique au début des années 80. « Plus que tout autre chose, c'est ce qui peut l'empêcher d'aller loin, redoute Jean-Claude Massias. Mais il est trop tard, son jeu est bien installé... De toute façon, Fabrice Santoro ne veut pas entendre parler d'un autre style : « Si on voulait me forcer ? Je changerais d'entraîneur... »

THIERRY CERNATO.

## LES HEURES DU STADE

## Automobilisme

Grand Prix de Belgique de formule 1 : dimanche 28 août à Spa-Francorchamps. (TF 1, direct.)

Rallye des Mille Lacs. — Jusqu'au samedi 27 août en Finlande.

## Cyclisme

Championnats du monde professionnels sur route : dimanche 28 août à Banské (Belgique). (A2, 16 h, direct.)

## Motocyclisme

Grand Prix de vitesse de Tchecoslovaquie : dimanche 28 août à Brno.

Les Vingt-Quatre Heures de Bretagne : samedi 27 et dimanche 28 août à Plouhail.

(FR3, samedi à 13 h et dimanche à 13 h 30, direct.)

## Parachutisme

Championnats du monde. — Jusqu'à dimanche 28 août à Vichy. (A2, samedi 27 à partir de 15 h, direct.)

## Football

Championnat de France. — (9e journée). Samedi 27 août à 20 h 30.

## Tennis

Internationaux des Etats-Unis : du 29 août au 11 septembre à Flushing-Meadow.

## Rugby

Coupe du monde universitaire. — Finale dimanche 28 août à Bayonne. (A2, minuit, différé.)

## NATATION : la sélection olympique

## Des remous dans la piscine

Trois nageuses du CS Clichy-92 — Laurence Bestimon, Pascale Guyot et Sophie Kamoun — ont donné à la direction de leur club tous pouvoirs afin de poursuivre la sélection française de natation devant les tribunaux civils. Les trois nageuses ont en effet rempli les conditions imposées par la direction technique nationale pour participer au relais 4x100 m nage libre des prochains Jeux olympiques. Mais elles ont été écartées de la sélection par le directeur technique national, Patrice Protopop, parce que leurs chronos étaient en régression par rapport à cet hiver.

Gérard Durand, président du CS Clichy-92, avait protesté. Avec Catherine Plewinski, les trois sociétaires de son club entraîneraient dans les minima. De plus, il fit remarquer que le relais 4x100 m quatre nage, avait été sélectionné bien qu'il ait, lui aussi, régressé. « Ce dernier cas diffère », explique Henri Sérandour, président de la fédération. Trois des quatre nageuses qui le composent étaient déjà qualifiées individuellement pour les Jeux.

Th. C.

## EN BREF

● CYCLISME : championnats du monde. — Les Français Fabrice Colas et Frédéric Magné ont conservé, jeudi 25 août à Gand, leur titre de champions du monde amateurs de tandem, en battant en finale les Allemands de l'Ouest Jürgen Grot et Uwe Butzmann. Déjà couronnés l'an dernier, les deux Français se sont imposés en deux manches.

● RUGBY : Coupe du monde universitaire. — Les Français, pourtant favoris de l'épreuve, ne disputeront pas la finale de la Coupe du monde universitaire de rugby. Il ont été éliminés en demi-finale, jeudi 25 août à Perpignan, par la Nouvelle-Zélande (18 à 12), qui rencontrera en finale l'Argentine, victorieuse de l'URSS (12 à 3).

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION

## Un prince à New-York

## Eddie-oel

bas un palais d'Afrique, un jeune prince africain, d'origine royale, est venu à New-York pour se faire connaître. Eddie-oel, prince d'Afrique, est venu à New-York pour se faire connaître. Eddie-oel, prince d'Afrique, est venu à New-York pour se faire connaître.

V.O. GAUMONT

SA



## CINÉMA

Un entretien avec Claude Berri

## « Un ticket pour cinq films »

L'histoire de Renn Productions a donc commencé il y a vingt-cinq ans.

En 1963, je jouais les *Petits Renards*, au Théâtre Sarah Bernhardt, avec Simone Signoret. J'étais devenu acteur pour ne pas être fourreur. Je rêvais d'être une star mais ma carrière n'était pas couronnée de succès. J'étais insatisfait et tenaillé par le désir du cinéma depuis que j'avais cosigné *Jeanne*, un court métrage avec Pialat. Un jour, rue de Washington, je lis un fait divers dans *France-Soir* : « Pour que vive son coq, Alain, six ans, lui fait pondre un œuf par jour ». Les six lignes du journal m'ont servi de scénario mais elles n'ont pas suffi à convaincre les producteurs de court métrage de l'époque. Deux ans, Hélène Vaguer et Katarina Renn, m'ont prêté 30 000 francs. C'est ainsi qu'est né Renn Productions.

À mon grand étonnement le film a été primé à Venise et, trois ans après, a reçu l'Oscar du court métrage à Hollywood. Grâce à l'Oscar, j'ai pu faire le *Vieil Homme* et l'*Enfant* mais Renn a tout de même dû financer le film à hauteur de 20 %.

Vous étiez donc dès le début un metteur en scène-producteur.

Tout simplement parce que je n'ai pas pu faire mes premiers films autrement. Aujourd'hui je considère que ce démarrage difficile fut une chance. Être metteur en scène-producteur, c'est pouvoir réinvestir les bénéfices d'un succès dans le film suivant, prendre les risques qu'on a envie de prendre parce qu'on peut les financer. Bref c'est l'indépendance. François Truffaut, Yves Robert, Louis Malle l'avaient compris avant moi. D'ailleurs je suis sûr que la majorité des réalisateurs seront leurs propres producteurs.

Revenons aux grandes étapes de Renn.

Après le succès du *Vieil Homme* et l'*Enfant*, j'ai continué à faire mes films : *Le Fiston*, *Mazette*, *La première rupture*, c'est le *Cinéma de papa*, une œuvre à laquelle je tiens beaucoup, qui porte une part de l'essentiel de ce que je suis. Or le film n'a fait un vrai bide et, surtout, a été démolé par la critique. L'échec m'a atteint. J'ai décidé que je passerais désormais par-dessus la critique.

À la même époque, je commence à produire les films de Claude Zidi qui venait d'obtenir un triomphe avec *Les Bidasses en folie*. Preuve que Renn, qui a mis aussi de l'argent dans les films de Pialat, Rohmer, Téchiné, Rozier ou

Rivette, n'a pas le mépris des genres. Pour moi, il n'y a pas de genre mineur au cinéma, il n'y a que de bons ou mauvais films. Je ne peux pas être d'accord avec Daniel Toscani du Plantier, nommé récemment président d'Unifrance Films pour promouvoir le cinéma français à l'étranger, quand il ne parle que des œuvres de Deville, Doillon ou Téchiné. Il oublie qu'il existe aussi un cinéma populaire qui voyage...

Sur les films de Zidi, vous restez un coproducteur minoritaire aux côtés de Christian Fechner. La grande aventure commence vraiment avec *Tess*...

Le film de Roman Polanski était la grande production internationale dont je rêvais. Le film devait coûter environ 25 millions de francs. Je pouvais à l'époque en perdre cinq ou six mais, à la différence des producteurs qui préfèrent distribuer des dividendes et payer des impôts, je réinvestis toujours mes bénéfices dans de nouveaux films. Quand le tournage a commencé, on en était déjà à 30 millions et *Tess* a finalement dépassé les 50 millions.

Mon diabète a brutalement atteint les 3,12 grammes. Renn a vendu les droits sur le film pays par pays. Nous avons obtenu des crédits pour les décors. Fort heureusement, j'avais créé quelques temps auparavant la société de distribution AMLF Paris avec Fechner et Jacques et Richard Pezet. C'était l'âge d'or de la distribution : les recettes d'*Apocalypse Now* sont venues à temps pour aider Renn Productions. L'aventure s'est bien terminée : non seulement les recettes de *Tess* ont finalement équilibré son budget, mais le film m'a fait connaître comme producteur au moment où j'étais un réalisateur en crise. Et surtout, j'ai retrouvé un taux de diabète normal.

La rencontre avec Coluche va faire ressembler le réalisateur.

Je connaissais Coluche depuis 1969. Nous étions amis et j'étais son conseiller pour le cinéma comme Lederman l'était pour le music-hall. Je dois dire qu'à l'époque je n'avais pas imaginé la carrière comique qu'il allait faire. En regardant Coluche, je ne voyais pas le clown génial. Je voyais l'homme et, pour moi, c'était un acteur dramatique, un nouveau Gabin. C'est sans doute cette conviction qui, après les quatre films que j'ai produits avec Coluche, a donné naissance à *Tchao Panin*.

Le livre n'avait rien de génial mais il y avait ce personnage d'homme brisé qui était fait pour

Claude Berri se souhaite à lui-même un bon anniversaire, le vingt-cinquième de sa société, Renn Productions. Cinq films en chantier, simultanément (le premier, le *Molinard*, sort le 31 août) et un investissement de 450 millions de francs. Claude Berri, depuis le succès de Jean de Florette et Manon des sources, est devenu le premier producteur indépendant d'Europe.

Un producteur pas tout à fait comme les autres, qui se prend les pieds dans les nouveaux francs, calcule toujours ce qu'il peut se permettre de perdre et jamais ce qu'il va gagner, et exige de ses metteurs en scène au moins vingt ans d'amitié...

Coluche, sa souffrance cachée que je connaissais et la mienne en écho. Dès le premier jour, quand il a enfilé la salopette, dessiné des pattes noires sur son visage, j'ai su qu'il allait être formidable. J'ai aussitôt décidé de modifier la date de sortie du film pour donner à Coluche sa chance aux Oscars.

Combien *Tchao Panin* a-t-il rapporté à Renn Productions ?

Le film a coûté 25 millions et il rapporte encore à son deuxième passage à la télévision, il a battu tous les records d'audience et il est assuré d'une longue carrière sur le petit écran. *Tchao Panin* m'a donné les moyens et la confiance nécessaires pour m'attaquer à *Jean de Florette* et *Manon des sources*. Cette fois je pouvais perdre jusqu'à 20 ou 30 millions de francs, trouver des crédits auprès des banques, rassembler un budget important pour tenir le pari de deux films ambitieux.

On connaît la suite : dix-sept millions de spectateurs en France, une carrière qui continue en Angleterre, aux États-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande. Curieusement, les films ont moins marché en Italie et en Allemagne. Sans doute parce que, dans ces deux pays, ils étaient doublés. En Europe, la langue est un obstacle sérieux à la diffusion des films. Le cinéma européen aura du mal à naître, à moins de se limiter aux grognements de l'Ours ou d'être tourné en anglais. Je comprends que les syndicats d'acteurs se battent pour sauver l'emploi mais ils devraient conseiller à leurs adhérents d'apprendre l'anglais.

Ces films ambitieux à vocation internationale nécessitent de gros budgets. Est-ce pour cela que vous avez créé en 1986 50 % de Renn Productions au groupe Chargeurs ?

J'ai depuis trois ans une passion pour la peinture contemporaine. C'est une passion coûteuse que j'ai

pu satisfaire en vendant 50 % de Renn. Mais c'est moi qui garde l'entière maîtrise de la société ; je n'ai pas, comme d'autres producteurs, cédé la totalité de mes droits sur les films en profitant de la spéculation actuelle. Les grands groupes financiers qui rachètent ainsi des



Jean-Jacques Annaud et Claude Berri

catalogues n'investissent pas dans le cinéma. Ils achètent des négatifs comme ils achèteraient de la pierre ou des diamants. L'argent qu'ils retiennent ensuite de la vente des droits aux télévisions ne vient pas alimen-

ter la production de films. C'est grave pour le cinéma.

La présence des Chargeurs à vos côtés vous permet néanmoins de produire aujourd'hui cinq films à la fois, ce qui représente un investissement particulièrement important.

L'investissement total est de 450 millions de centimes, pardon, de francs ! 45 milliards de centimes : je suis fâché avec les nouveaux francs, les anciens étaient très bien. Mais ne croyez pas qu'il s'agisse là d'une boulimie soudaine ou d'une politique délibérée encouragée par les Chargeurs. Je fais les films dont j'ai envie ; leur nombre cette année n'est que le fruit du hasard.

L'Ours, par exemple, est une vieille histoire. C'est Truffaut qui m'a présenté Jean-Jacques Annaud. Séduit par ses films publicitaires, je l'ai aidé à faire son premier film, *La Victoire en chantant*. J'ai eu le malheur de voir un premier bout-à-bout décevant et je l'ai dit à Jean-Jacques, qui s'est vexé. Le film a eu

Pas seulement. Je les fais parce que je crois au projet mais il est vrai que j'ai eu tous des liens avec le passé. Prenez *La Petite Voleuse*, de Claude Miller : c'était l'un des deux derniers projets de François Truffaut, une sorte de 400 Coups en jupon. J'étais très proche de Truffaut et sa famille m'a confié le soin de mener à bien ses deux scénarios posthumes.

Quant à Milos Forman, qui tourne en ce moment *Valmont*, d'après les *Liaisons dangereuses*, cela fait vingt ans que je devais faire un film avec lui. En 1968, j'ai acquis, avec les bénéfices du *Vieil Homme* et l'*Enfant*, les droits mondiaux de *Au feu les pompiers*. Je rêvais de produire le film suivant de Milos aux États-Unis. L'aventure a duré trois ans et, hélas ! *Taking off*, s'est fait sans moi. Lorsque j'ai retrouvé Milos, je n'allais pas laisser échapper une nouvelle fois la chance de travailler avec lui-même s'il fallait mettre 20 milliards de centimes sur la table.



On a l'impression que, pour vous, un bon film, c'est un film qui coûte beaucoup d'argent !

À Renn, on est parfois trop optimiste avec les devis. Il arrive qu'à la fin on dépasse de 20 à 30 %. Certains producteurs s'arracheraient les cheveux ; moi, je m'intéresse aux résultats. Soyons sérieux : on peut très bien faire *Thérèse* ou de bons films d'auteur avec des budgets plus modestes. Mais, dès qu'il s'agit de spectacle, il faut de l'argent. Je suis persuadé que la plupart des metteurs en scène se censurent et ne font pas ce qu'ils ont envie de faire parce qu'ils manquent de moyens. C'est une des raisons profondes de la crise du cinéma français.

Aujourd'hui, les producteurs limitent les budgets à 15 ou 20 millions parce que le film sera ainsi financé sans risques par la télévision et les Sofica. Ils oublient tout simplement le public. Certains dossiers d'agrément financier arrivent au Centre national du cinéma avec, en face du chapitre « Recettes salles », la mention « pour mémoire ». Moi, je crois que le cinéma doit être financé par le public. Un film, c'est 40 francs par spectateur et, pour que le spectateur ait envie de dépenser 40 francs, il faut qu'il y ait quelque chose sur l'écran. Ensuite, on vend aux télévisions.

Premier rendez-vous le 31 août avec la sortie du *Molinard*. Le 19 octobre, Jean-Jacques Annaud. En décembre, Demy et Miller. L'année prochaine, Forman. J'espère que le public n'en donnera pour mon argent. Mon seul regret, c'est de ne pas pouvoir vendre au spectateur un ticket pour cinq films en lui disant : « Faites-moi confiance, vous ne serez pas déçu ».

Propos recueillis par DANIELLE HEYMANN et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## « Un prince à New-York », de John Landis

## Eddie-œil-de-velours

Dans un palais d'Afrique, un palais féérique, s'ennuyait un jeune prince immensément riche, dont le père était très attaché à l'étiquette et à la tradition, en particulier celle de marier son fils à la princesse convenable, c'est-à-dire élevée, on peut même dire « programmée » pour ça. Ainsi commence le film d'Eddie Murphy, réalisé par John Landis, *Un prince à New-York* (*Coming to America*).

L'épouse pressentie arrive dans un grand défilé de musico-ball luxueux. Elle est très jolie mais possiblement rendue idiote par son éducation de princesse. Eddie obtient la permission de partir avec son factum (Arno Hall) à New-York. Afin de jeter sa gourme pense le roi, de trouver une femme qui l'aimera pour lui-même pense le prince. Ce pourrait être le début d'une pièce de Marivaux, mais l'ambition d'Eddie Murphy et toute autre.

Voilà un Noir très fortuné qui s'amène à New-York et choisit pour y vivre Queens, quartier de pauvres Blancs. Il découvre leur existence pénible avec un émerveillement qui se traduit par un incessant sourire béat. Il raconte qu'il est pauvre lui aussi, se fait engager comme garçon

de salle dans un fast food. Il est amoureux de la fille du patron qu'il éblouit par sa culture et sa politesse raffinée. Il est en somme l'anti-Crocodile Dundee est s'il se débrouille aussi bien dans la jungle des villes, ce n'est pas grâce à ses performances athlétiques (à l'exception d'une démonstration d'arts martiaux) mais aux dollars qu'il éparpille sans compter et sans se faire repérer.

Eddie Murphy s'est arrangé une tête de jeune premier des années 20, œil charbonneux, lèvres étincelantes, cheveux bien coiffés. Il s'est adjugé une scène de revue dans laquelle il incarne trois personnages, trop maladroitement filmés pour être vraiment drôle. Il s'est d'ailleurs réservé le rôle de séducteur et laisse la plupart des gags aux autres. On rit à deux ou trois moments — en particulier grâce à un précher libidineux qui, évidemment, doit être encore plus efficace quand on suit de près les récentes mésaventures de quelques vrais préchers. On ne rit pas assez parce que tout est trop attendu, que le rythme n'y est pas et le cœur non plus, semble-t-il.

COLETTE GODARD.

## « Boris Godounov », de Serguei Bondartchouk

## Culture à grand spectacle

On n'est pas à l'Opéra.

La musique n'est pas de Moussorgski.

Un cinéaste soviétique

très officiel

se penche

sur un chef-d'œuvre

de la littérature russe.

En 1825 — il avait vingt-six ans, — Alexandre Pouchkine écrit *Boris Godounov*, drame au vers qui s'inspire de l'*Histoire de l'État russe*, de Nikolai Karamzine. À la fin du seizième siècle, Fedor, fils du tsar Ivan, meurt sans héritier. Son beau-frère, Boris Godounov, prend le pouvoir avec une apparence de légalité. Le bruit court qu'il a fait assassiner Dimitri, l'héritier légitime. Boris devient un tyran. Au début du dix-huitième siècle, un jeune moine échappé d'un couvent prétend être Dimitri. Appuyé par la Pologne, il cherche à reconquérir le trône moscovite.

Vous n'entendez pas la musique de Moussorgski. Ce n'est pas l'opéra de Moussorgski que Serguei Bondartchouk a porté à l'écran, mais le drame de Pouchkine, très difficile à mettre en scène au théâtre. Un drame sanglant, avec deux imposteurs, dont l'un était un criminel

tourmenté, l'autre une sorte de marionnette politique, qui croyait à la vérité de son mensonge. Cinéaste soviétique très officiel depuis 1959, Serguei Bondartchouk est l'homme des épopées historiques à grand spectacle : *Guerre et paix*, *Waterloo*, *la Steppe*. Il a reconstitué en studio, avec de nombreux figurants — mais le peuple russe, dans cette affaire, se contente de la figuration, — une vieille Russie de livre d'art. Éclairages soignés, compositions picturales : chevauchées et batailles : ce film est un monument culturel. Sous certains angles, on peut l'admirer. On peut aussi le trouver un peu ennuyeux à force de pieuse fidélité. Serguei Bondartchouk est acteur, et depuis longtemps. Il a donc pris le rôle — écrasant — de Boris. En s'appliquant à mettre en valeur le phrasé, les cadences du texte de Pouchkine. Il a mis les autres interprètes à l'unisson. C'est consciencieux. Intéressant. Il n'y a pas de doute, mais on aurait aimé plus de vie, plus de mouvements plus d'émotion aussi. Ce *Boris Godounov* aurait pu être la suite d'*Ivan le Terrible*, d'Eisenstein. Mais, officiellement, ce n'était pas un modèle à suivre.

JACQUES SICLIER.

V.O. GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES • GAUMONT HALLES • GAUMONT PARNASSE • LA PAGODE • RACINE ODÉON • 14 JUILLET BEAUGRENELLE • 14 JUILLET BASTILLE  
V.F. GAUMONT OPÉRA • GAUMONT ALÉSIA • GAUMONT CONVENTION / V.O. ROXANE Versailles

SALAAM BOMBAY!

CAMÉRA D'OR CANNES 1988

UN FILM DE MIRA NAIR











# Economie

Après la hausse généralisée

## Les monnaies européennes perturbées par la remontée de la devise allemande

### SOMMAIRE

■ Les marchés financiers « digèrent », vendredi 26 août, la hausse en cascade des taux d'intérêt européens de la veille et les interventions concertées des banques centrales sur le dollar. Après son vif repli, le « billet vert » se stabilisait en Europe (lire ci-contre et page 19).

■ La reprise du chômage s'accéléra. Le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 1,4 % en juillet, et le taux de chômage remonte à 10,4 % (lire page 19).

■ Washington critique à nouveau l'entreprise française Forest-Liné pour avoir exporté des machines-outils en URSS. Une nouvelle affaire Toshiba (lire page 19).

Les marchés financiers commencent à digérer, le vendredi 26 août, les événements de la veille : une hausse d'un demi-point du taux d'escompte allemand entraînant dans son sillage une vague générale de renchérissement du crédit en Europe ; de nouvelles interventions concertées des banques centrales pour accentuer encore le mouvement de repli du dollar. Dans un premier temps, les investisseurs avaient durement accusé le coup. Le dollar, vedette incontestée des dernières semaines, voyait son élan brisé. A New-York, le jeudi 25 août, il terminait à 1,86 DM contre 1,88 DM la veille. L'Asie prenait le relais et confirmait le retrait de la devise américaine qui terminait, à Tokyo, le vendredi 26 août à 1,85 DM.

Tout en reconnaissant vouloir se focaliser désormais sur le mark, les Européens calaient le jeu et échangeaient dans la matinée le billet vert à 1,86 DM dans un marché toujours sensible mais relativement peu actif, en cette veille de week-end.

A peine remis de leur surprise, les investisseurs s'interrogeaient avec plus de calme. Si l'action lancée

par le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, semble avoir atteint son but, doper le mark dont l'accès de faiblesse vis-à-vis du dollar n'avait guère de raison économique fondamentale, les conséquences de l'opération pourraient se révéler plus contestables pour les monnaies européennes qui se sont toutes effritées vis-à-vis de la devise allemande. Pourtant soutenue par des taux d'intérêt très élevés, 12 %, la livre remontait à peine. Le franc belge était malmené et le franc s'échangeait encore, le vendredi 26 août, à 3,3990 F pour un mark.

Pour éviter toute turbulence, les banques centrales européennes s'étaient pourtant précipitées dans la brèche ouverte par la Bundesbank. Anticipant la décision allemande, la France avait relevé d'un quart de point ses taux d'intervention. La banque d'Angleterre augmentait les siens d'un montant plus élevé qu'elle ne l'aurait sans doute souhaité. Comme toujours en pareil cas, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suisse emboîtaient le pas à la RFA. La Belgique, pour sa part, avait pris une longueur d'avance en relevant ses propres taux dès le mercredi 24 août.

Chacun pourrait reprendre à son compte la déclaration du président de la commission des finances de l'assemblée nationale, M. Strauss-Kahn qui a estimé que le relèvement des taux allemands « aurait pu être évité » et qu'en entraînant un renchérissement généralisé du crédit, cette mesure « n'aide pas à l'investissement (...) et à la bonne santé des entreprises ».

Le tout, désormais, est de savoir si les Etats-Unis parviendront à éviter la contagion. L'adjudication des bons de trésor américain, le jeudi 25 août, ont immédiatement confirmé une tension sur le crédit, outre-Atlantique, leur taux passant de 7,40 % lors de l'adjudication précédente à 7,72 %. Le Canada pour sa part avait entériné le mouvement en portant son taux d'escompte de 9,80 % à 10,03 %. Si les choses se calment la semaine prochaine, les pessimistes seront traités de Cassandra. Mais nul n'écartera l'hypothèse de nouvelles pressions dans un avenir proche, avec tout ce que cela comporte de menaces pour la conjoncture internationale.

## Le retour aux égoïsmes nationaux

par Erik Izraelwicz

La guerre des taux est engagée. En décidant, le jeudi 25 août, de répondre à la hausse du taux de l'escompte américain par un relèvement de leur propre taux et en entraînant avec eux la plupart des Européens, les Allemands ouvrent la perspective d'une dangereuse surenchère à la hausse entre les grands pays industriels. M. Karl Otto Poehl, le président de la Bundesbank

(la banque centrale allemande) prétend vouloir, par sa décision, ramener le monde à la raison, c'est-à-dire les membres du G-7 (les grands argentiers des sept principaux pays développés) à la concertation. Mais les taux d'intérêt sont une arme à double tranchant. Les grands pays qui l'utilisent pour réduire leurs difficultés internes (risques d'inflation, fuite des capitaux...) ne sont pas assurés d'arriver à leurs fins, et en attendant, ils déclenchent une escalade mondiale qui risque de perturber profondément les marchés financiers internationaux.

M. Poehl a, en premier lieu, ramené un doux souvenir à son pays. « Mais voulez-vous donc réellement nous rejouer le scénario des jours qui ont précédé le krach de l'an dernier ? », s'interrogeait un cambiste tout de suite après l'annonce des relèvements de taux en France, en Angleterre, en Allemagne fédérale et dans les autres pays de la « zone mark » (Pays-Bas, Autriche, Suisse...). Il est vrai que le parallèle est saisissant. Le 4 septembre 1987, M. Alain Greespain, le patron du Fed (la banque centrale américaine), annonçait un relèvement de son taux d'escompte. Quelques jours plus tard, les Allemands réajustèrent en augmentant leur principal taux directeur — celui des prises en pension. C'est cet enchaînement qui par ses répercussions sur les marchés financiers et l'épargne placée à long terme devait mettre le feu au poudre et conduire à la crise du 19 octobre 1987.

Un an après, la situation est certes différente. Sur le marché des changes, le dollar était « baissier », aujourd'hui il est « haussier ». Sur les marchés des actions (et hormis Tokyo), les cours ont retrouvé des niveaux plus raisonnables que ceux de l'été 1987. Ces différences s'estompent devant une réalité qui fait peur : le retour du patron du Fed (la banque centrale américaine), annonçant un relèvement de son taux d'escompte. Quelques jours plus tard, les Allemands réajustèrent en augmentant leur principal taux directeur — celui des prises en pension. C'est cet enchaînement qui par ses répercussions sur les marchés financiers et l'épargne placée à long terme devait mettre le feu au poudre et conduire à la crise du 19 octobre 1987.

Un an après, la situation est certes différente. Sur le marché des changes, le dollar était « baissier », aujourd'hui il est « haussier ». Sur les marchés des actions (et hormis Tokyo), les cours ont retrouvé des niveaux plus raisonnables que ceux de l'été 1987. Ces différences s'estompent devant une réalité qui fait peur : le retour que les nôtres, cela ne va pas sans risques.

L'orthodoxe M. Poehl affirme justement vouloir s'opposer à ces égoïsmes et ramener les Américains aux principes qui ont guidé la concertation monétaire internationale au cours des dernières années. Tout en relevant l'un de ses taux directeurs (le taux d'escompte, le moins significatif en fait), la Bundesbank a vendu, jeudi, des dollars pour ramener le billet vert autour des parités convenues lors des récents accords internationaux. Les parités décidées par les grands argentiers mondiaux sont restées secrètes mais on parle d'une fourchette centrée autour de 1 dollar à 1,82 DM.

Ce retour à des taux de change « plus raisonnables » apparaît au patron de la « Buba » comme une condition à la poursuite des réajustements recherchés dans l'économie mondiale. Mais ceux-ci restent-ils véritablement une ambition commune aux grands pays industriels ?

Les Anglais, les Américains et les Allemands utilisent aujourd'hui l'arme

des taux pour des raisons de politique économique interne. Toute la difficulté provient du double jeu des taux d'intérêt. Ceux-ci ont un rôle sur la scène nationale d'abord : les taux directeurs d'une banque centrale déterminent le coût de l'argent dans le pays. Schématiquement, on les relève pour « freiner » l'activité ou endiguer l'inflation. Ils sont donc un instrument de la politique économique tout court.

Mais les taux d'intérêt sont également des acteurs importants sur la scène internationale : ils influencent le rendement des avoirs libellés dans la devise du pays en question. Ils sont l'appât qui attire les capitaux internationaux. D'un manquement défectueux, les taux d'intérêt sont donc déterminants tant pour le coût de l'argent que pour le flux de change d'une monnaie. Aujourd'hui, les trois grands pays (Royaume-Uni, Etats-Unis et RFA) privilégient en fait le rôle interne des taux d'intérêt. Mais ils provoquent ainsi sur le marché des changes un triste désordre, qui perturbe lui-même les réajustements internes recherchés.

Le cas des Britanniques en est une illustration parfaite. L'économie y est en plein boom. Le déficit commercial se creuse dangereusement. L'ordre des taux — celui des prises en pension. C'est cet enchaînement qui par ses répercussions sur les marchés financiers et l'épargne placée à long terme devait mettre le feu au poudre et conduire à la crise du 19 octobre 1987.

### Poussées inflationnistes

La réalité est moins simple. Dans un premier temps, le relèvement des taux britanniques provoque, avant même d'avoir eu de quelconques effets sur l'économie interne, une hausse de la livre sterling. Entre un rendement de 12 % sur la livre et un rendement de 5 % sur le mark... l'investisseur international n'hésite pas longtemps : il place ses avoirs à Londres. La demande de sterling se gonfle, la valeur de la monnaie monte. Conséquence : les industriels britanniques rencontrent des difficultés pour vendre à l'étranger tandis que les produits importés deviennent moins chers dans les boutiques londoniennes.

La décision de la Banque d'Angleterre de relever fortement ses taux risque ainsi de déboucher à terme sur une nouvelle détérioration des comptes extérieurs du pays sans réellement mettre fin à la surchauffe.

Les Etats-Unis se trouvent dans une situation assez comparable. Le Fed a décidé de relever son taux d'escompte afin de lutter contre l'inflation. Beaucoup d'experts reconnaissent effectivement l'existence de poussées inflationnistes outre-Atlantique. Les capacités de production sont utilisées à plein, des goulets d'étranglement apparaissent ici ou là.

Le taux de chômage est au plus bas depuis le début des années 1980. Les tensions sur les coûts de production sont réelles. A cela viennent s'ajouter les conséquences de la sécheresse et de la hausse des prix de certaines matières premières.

Comme en Grande-Bretagne, les autorités monétaires américaines recherchent un ralentissement de l'activité et une réduction des tensions inflationnistes par un renchérissement du coût de l'argent. La méthode s'était révélée efficace jusqu'à ce qu'elle fut mise en œuvre par M. Paul Volcker en 1979-1979. Mais aujourd'hui, ce relèvement des taux outre-Atlantique a une autre conséquence : il contribue à doper le

billet vert. Et, à nouveau, l'effet pervers apparaît. Avec un dollar fort, les exportations américaines risquent à terme de diminuer, les importations d'augmenter, le déficit de replonger.

Dans une situation différente, l'Allemagne se trouve pourtant elle aussi prise dans un engrenage malsain. Le renchérissement de la politique monétaire vise à mettre fin à la faiblesse du mark, facteur d'inflation, selon les dirigeants de la Bundesbank, et à ralentir la fuite actuelle des capitaux. Très inquiets par la perspective d'une retombée à la source de 10 % prévue à partir de 1989 sur les revenus du capital en RFA, les investisseurs sont en outre attirés par des rendements bien supérieurs proposés sur les autres devises, livre et dollar comme on l'a vu. La hausse des taux en Allemagne risque, elle, d'étouffer une croissance qui, malgré une révision en hausse à 3 %, reste modeste.

### Seuls les Japonais

Les dirigeants des trois grands pays privilégient en fait le rôle interne des taux d'intérêt. Mais ils provoquent ainsi sur le marché des changes un triste désordre, qui perturbe lui-même les réajustements internes recherchés.

Certains pays, comme la France, sont obligés de prendre les armes à leur tour. Depuis quatre mois, M. Pierre Bérégovoy avait envisagé, avec la Banque de France, une politique de baisse des taux d'intérêt. Il est vrai que ceux-ci sont particulièrement élevés, parmi les plus hauts en termes réels (c'est-à-dire hors inflation) dans le monde. La

### Paris contraint de suivre

La Banque de France a annoncé le relèvement de ses taux d'intervention sur le marché monétaire jeudi 25 août à midi, c'est-à-dire avant même que ne fut connue la décision de la Bundesbank d'augmenter son taux d'escompte, celle-ci ayant été rendue publique à 13 h 30 à Francfort. Alors que depuis mai dernier l'institut d'émission français avait procédé à deux baisses successives de ses taux directeurs, il a augmenté jeudi ses taux de 0,25 %, portant son taux d'appel d'offre de 6,75 % à 7 % et son taux de prises en pensions d'effets commerciaux à 5-10 jours de 7,50 % à 7,75 %.

Ce relèvement du taux de l'argent, décidé « en parfait accord » mercredi soir par MM. Bérégovoy, le ministre de l'économie, et Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, marque un sérieux infléchissement de la position française. Depuis son arrivée rue de Rivoli, M. Bérégovoy avait mis au centre de sa politique économique « un franc fort » et la recherche d'une baisse du prix de l'argent. Après la décision des Etats-Unis de relever leur taux d'escompte le 9 août, le ministre avait à plusieurs reprises affirmé que cet événement ne remettrait pas en cause sa politique de baisse du coût de l'argent.

La semaine dernière, il reconnaissait cependant que le nouveau climat international imposait une pause en matière de baisse des taux en France. Jeudi 25 août,

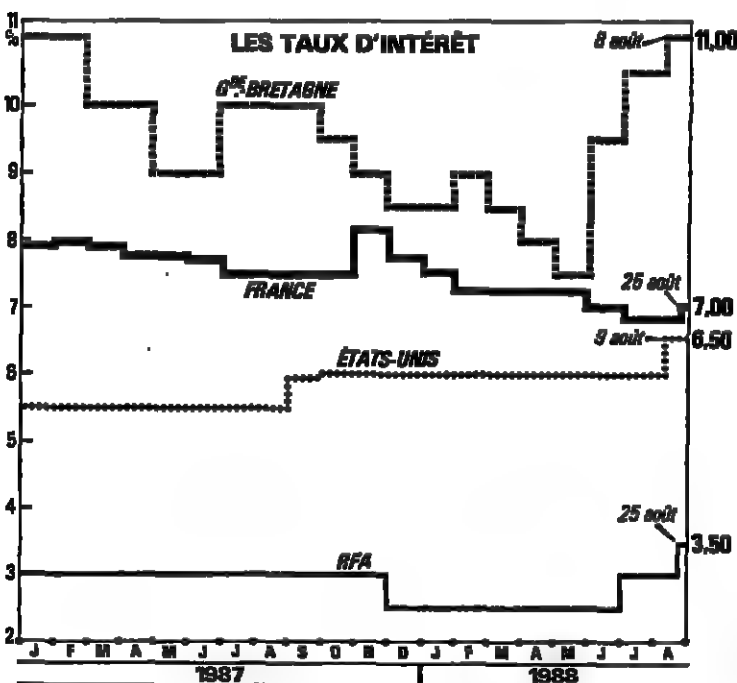
la baisse du coût de l'argent constituait sa principale marge de manœuvre économique. Jeudi, les autorités françaises ont dû se résigner à un relèvement des taux directeurs de la Banque de France, pour « s'adapter au nouvel environnement international » et pour défendre le franc.

Les pays endettés vont, quant à eux, souffrir également de ce relèvement généralisé des taux d'intérêt. La charge de leur dette risque de s'en trouver dangereusement alourdie, alors que dans le même temps le ralentissement des échanges mondiaux pourrait restreindre leurs débouchés.

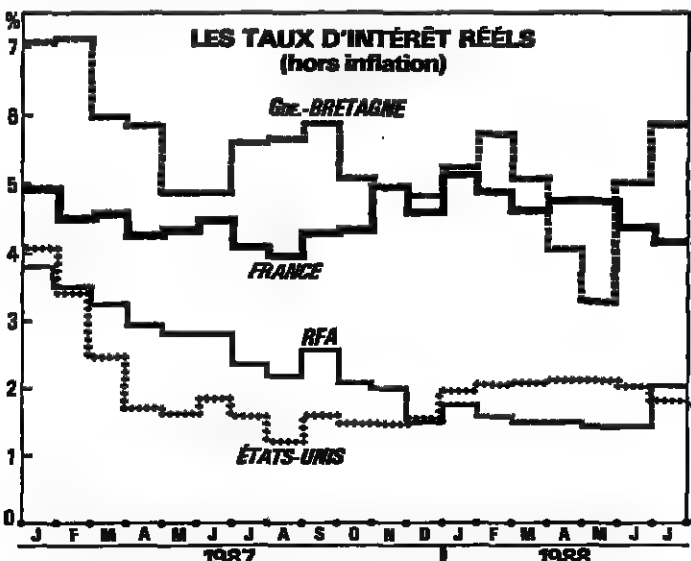
Certes, et à court terme, cette guerre des taux n'aura pas de conséquences immédiates sur la vie quotidienne. En France par exemple, le relèvement, minime (un quart de point), des taux directeurs de la Banque de France ne devrait pas se répercuter sur le taux de base bancaire (celui accordé par les banques à leurs meilleurs clients) et les entreprises, très à l'aise, ne vont pas ralentir leurs investissements. Mais cette guerre a dans l'immédiat des effets psychologiques importants sur les marchés de l'épargne à long terme. Les boursiers n'aiment pas ce climat d'incertitude. Un relèvement du coût de l'argent débouche toujours, selon eux, sur un ralentissement de l'activité, une augmentation des frais financiers des entreprises et finalement une détérioration de leurs comptes. En clair, la guerre des taux fait resnaître une vive inquiétude sur toutes les places financières. Les grands argentiers devront, lors de leur rencontre à Berlin à la fin du mois de septembre, avant les réunions annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, rappeler qu'au-delà des égoïsmes nationaux, la concertation internationale subsiste. Un effort de conviction difficile, au regard des faits, d'autant plus difficile que les Etats-Unis vivent dans l'attente de l'élection présidentielle.

La défense du franc a donc été considérée comme prioritaire dans la nouvelle situation. Dans un communiqué publié jeudi 25 août par la Rue de Rivoli, M. Bérégovoy indique qu'il « a rappelé » lors de son entretien hebdomadaire avec le gouverneur de la Banque de France la priorité donnée par le gouvernement à la stabilité de notre monnaie, de façon à créer les conditions durables d'une croissance non inflationniste.

Le communiqué ajoute : « Après avoir noté avec satisfaction que l'écart des taux entre le franc et les autres monnaies s'était sensiblement réduit au cours des derniers mois, il a souligné que les taux d'intérêt pratiqués par la Banque de France soient adaptés à l'évolution de la situation monétaire internationale ».



France : taux de la Banque de France sur appel d'offres.  
RFA : taux d'escompte.  
Grande-Bretagne : taux d'intervention.  
Etats-Unis : taux d'escompte.



### A l'origine des tensions : l'inflation américaine

Le relèvement du taux d'escompte américain à 6,5 %, le 9 août, a trouvé une justification a posteriori avec la publication, le jeudi 25 août, des chiffres révisés de la croissance économique au deuxième trimestre. Une croissance qui a été de 3,3 % et non de 3,1 % selon les premières estimations et qui s'accompagne d'une nette accélération de l'inflation, l'une des racines du mal de l'économie mondiale et de la nervosité des marchés financiers.

L'indice des prix, lié au calcul du produit national brut, a en effet augmenté de 5,1 %, le rythme annuel le plus rapide depuis le troisième trimestre

1982. Au premier trimestre, la hausse de 3,4 % du PNB s'était accompagnée d'une progression de cet indice des prix de 1,7 % seulement.

Les tensions inflationnistes ont été alimentées par la hausse des prix du pétrole et des produits alimentaires, affectés par la grave sécheresse qui s'est abattue outre-Atlantique. Mais le dynamisme de l'activité économique est tel, aux Etats-Unis, que la réserve fédérale a préféré resserrer légèrement sa politique de crédit, en dépit de la campagne pour l'élection présidentielle, plutôt que de voir s'aggraver les risques d'inflation.



# Économie

## des taux d'intérêt

### RFA : tout faire pour enrayer la baisse du mark

BONN  
de notre correspondant

« Nous mettrons en œuvre toute l'énergie dont nous disposons pour enrayer la baisse du mark », a déclaré le chancelier Helmut Kohl, président de la Bundesbank, lors de la conférence de presse annonçant, jeudi 25 août, l'augmentation d'un demi-point du taux d'escompte, ces paroles résumant au fond toute la philosophie de l'opération d'ajustement allemand. Dès qu'apparaît, si peu soit-il, le spectre de l'inflation, il faut, toujours selon M. Kohl, « prendre à temps des contre-mesures ». Les raisons de la baisse du mark, ces dernières semaines, résident, selon lui, dans le niveau élevé des taux d'intérêt américains. C'est une performance qui place la République fédérale en tête de tous les pays comparables.

Dans l'ensemble, les réactions de la presse et des milieux économiques sont plutôt favorables aux décisions prises le 25 août par la Bundesbank. Les réserves, exprimées cependant de manière fort modérée, proviennent des milieux syndicaux et du Parti social-démocrate, qui craignent qu'un ralentissement des investissements n'empêche le recul du chômage que laisse espérer l'augmentation du taux de croissance.

Ainsi, depuis le début de l'année, le deutschemark a subi une décade de 16 % par rapport au dollar et de 4 % en moyenne par rapport aux

monnaies des quatorze principaux partenaires commerciaux de la RFA. Si cette tendance se poursuivait, elle pourrait accroître les déséquilibres des échanges entre les pays industrialisés, alors que l'on cherche actuellement à les réduire, à par ailleurs poursuivre le président de la Bundesbank.

Rien dans les données fondamentales de l'économie réelle de l'Allemagne de l'Ouest ne justifie la faiblesse du deutschemark. Au cours des cinq dernières années, la croissance a été de 2,5 % par an, et les prévisions pour 1988 laissent augurer un taux de croissance de 3 %. Les chiffres sont encore plus impressionnants si l'on considère le revenu par tête d'habitant : celui-ci s'est accru de 8 % au cours de ces deux dernières années en raison de la baisse de la population en RFA. C'est une performance qui place la République fédérale en tête de tous les pays comparables.

Dans l'ensemble, les réactions de la presse et des milieux économiques sont plutôt favorables aux décisions prises le 25 août par la Bundesbank. Les réserves, exprimées cependant de manière fort modérée, proviennent des milieux syndicaux et du Parti social-démocrate, qui craignent qu'un ralentissement des investissements n'empêche le recul du chômage que laisse espérer l'augmentation du taux de croissance.

## SOCIAL

2,6 millions de demandeurs d'emploi en juillet

### Le taux de chômage en France a atteint 10,4 %

Le chômage a de nouveau augmenté en France au cours du mois de juillet : selon les statistiques publiées le vendredi 26 août par le ministère du travail et de l'emploi, il a atteint 10,4 % de la population active contre 10,2 % le mois précédent. Quoique prévue, cette remontée préssage des difficultés à l'automne.

Ce n'est pas vraiment une surprise : la remontée du chômage, déjà amorcée en juin (*Le Monde* du 27 juillet), s'est nettement aggravée en juillet. En un mois, le nombre des demandeurs d'emploi en données corrigées a augmenté de 1,4 % (contre 0,8 % en juin). On comptait, fin juillet, 2 613 500 chômeurs inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi, en données corrigées, soit 35 200 de plus qu'en juin. En données brutes, le chiffre de juillet est de 2 469 700 (soit 69 200 de plus), en augmentation de 2,9 %.

Comme l'indique le ministère, « la hausse est particulièrement sensible pour les adultes de 25-43 ans : + 1,9 % pour les hommes, + 2,1 % pour les femmes. En revanche, la baisse

des mois précédents continue pour les plus âgés.

Le taux de chômage par rapport à la population active que l'INSEE vient de revoir pour l'année, à partir de sa dernière enquête emploi, traduit aussi cette évolution : resté encore à 10,2 % en juin, il revient à 10,4 %, chiffre que l'on avait à la fin de septembre 1987, après la pointe de 10,7 % atteinte au premier trimestre de l'année dernière.

Le gouvernement s'était efforcé de préparer l'opinion à ce retournement après la descente enregistrée depuis mai 1987. Le premier ministre avait même annoncé, lors de sa prise de fonctions, une augmentation du nombre de chômeurs de 250 000 d'ici à la fin de l'année. Une attitude qui, d'ailleurs, a des inconvénients : au cours de sa conférence de presse de rentrée, M. Krasucki vient de retourner l'argument contre le gouvernement, jugé coupable de se résigner à cette situation.

A l'origine de la nouvelle remontée, l'essoufflement prévu de la politique de traitement

social du chômage. Le nombre de demandeurs d'emploi entrés en stage a baissé de 39,4 % en un mois (en données corrigées) et de 13,5 % en un an ; en juillet 1987, le ministère avait mobilisé la machine du traitement social. Les données sur les flux de stagiaires, publiées de façon détaillée pour la première fois, le confirment : la baisse se constate sur presque tous les postes. De même, les retours à l'ANPE après fin de stage sont en forte hausse par rapport à juillet 1987.

#### Objectif 100 000

Mais ce n'est pas le seul signe inquiétant. Parmi les nouvelles inscriptions à l'ANPE enregistrées au cours du mois (380 300 en données corrigées, soit 10,6 % de plus que le mois précédent et 10,5 % de plus qu'en juillet 1987), on constate une augmentation du nombre des premières entrées au chômage par rapport à juin et, surtout, des réinscriptions après la fin de missions d'interim (+ 31 % par rapport à juillet 1987) et de contrats à durée déterminée (+ 9,2 % en un an). Parallèlement, l'ensemble des reprises d'emploi diminue (de 13,5 % en un mois, de 6,8 % par rapport à juillet 1987).

On peut voir une confirmation de ces menaces dans le ralentissement de la croissance des effectifs salariés : celle-ci n'a été que de 0,1 % au deuxième trimestre 1988, alors qu'elle a été de 0,3 % au premier trimestre. La remontée de l'emploi signalée par l'INSEE (et attestée au début de l'année par les rentrées de cotisations de l'UNEDIC et de l'ACOSS) risque de n'être qu'une embellie (*Le Monde* du 3 août 1988). En tout cas, on peut s'attendre que la remontée du chômage se poursuivra dans les prochains mois, comme prévu. Reste à savoir jusqu'à quel niveau en fonction de la conjoncture.

M. Jean-Pierre Soisson se trouve face à son premier défi. Il a annoncé, fin juillet, son intention de ramener à 100 000 le nombre de chômeurs supplémentaires en 1988 en relançant le dispositif de stages, les crédits prévus par le gouvernement permettant d'ores et déjà de limiter normalement le « dérapage » à 170 000 environ (*Le Monde* du 28 juillet). Le ministre du travail vient de réaffirmer sa conviction que l'on pourrait ne pas dépasser le chiffre de 150 000. Pour y parvenir, il va lui falloir redémarrer très vite la machine du traitement social. C'est fin octobre que l'on verra les premiers signes.

V. M.

GUY HERZLICH.

## REPÈRES

### Japon

Légère contraction de la production industrielle...

L'indice japonais de la production industrielle a enregistré une baisse de 0,2 % au premier trimestre de l'année budgétaire 1988 (avril-juin) qui constitue une réaction à la progression de plus de 3 % de l'indice au cours des trois trimestres précédents, indique le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI). Il s'agit de la première baisse depuis le troisième trimestre 1986. L'indice des prix à la consommation enregistré, pour sa part, une très légère accélération et s'est accru de 0,5 % en juillet par rapport à juillet 1987. Par rapport à juin, l'indice a connu une baisse de 0,2 %.

### ...et poussée des investissements

Les industriels japonais devraient augmenter de 20,8 % leurs investissements au cours de l'année fiscale 1988-1989, qui se terminera le 31 mars, selon une enquête réalisée par le Long Term Credit Bank. Une telle poussée n'aurait pas été enregistrée depuis la fin des années 80, à l'exception de 1974 et 1980.

En février dernier, le Long Term Credit Bank évaluait à 6,9 % l'augmentation des investissements pour tous les secteurs - industriels et services - confondus. Elle porte désormais ses prévisions à 11,2 %. A lui seul, le secteur de l'électronique, qui représente la tière de l'investissement industriel, devrait accroître de 21,5 % ses dépenses en biens d'équipement.

## TRANSPORTS

● **Fausse panne en série pour un Airbus.** - Le premier Airbus A 320, livré à Air France, a connu, le 25 août, une série de fausses pannes qui ont nécessité son retour à Paris, d'où il venait de décoller pour Amsterdam. Deux des calculateurs de bord, gérant les commandes de l'avion, se sont déclarés en panne, puis un voyant a signalé un feu dans les toilettes qui n'existait pas. Enfin, le mouvement de l'atterrissage, une alarme a indiqué que le train n'était pas sorti. Un passage au-dessus de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle a permis de vérifier qu'il n'y avait rien, et l'avion s'est posé sans encombre.

● **Sortie du premier bimoteur franco-italien ATR 72.** - Le premier exemplaire du bimoteur ATR 72 sorti des chaînes de montage de l'usine de Toulouse de l'Adorspiale. Construit à parité avec l'italien Aeritalia, cet avion est capable de transporter de soixante-six à soixante-dix passagers. Il est le premier avion civil équipé d'un moteur à injection de carburant. Après une période d'essais préliminaire à sa certification, l'ATR 72 entrera en service dans la flotte de la compagnie Finnair au cours du premier semestre 1989.

### Grande-Bretagne : une logique anti-surchauffe

Lors d'une interview à la BBC, le jeudi 25 août, le chancelier de l'Echiquier Nigel Lawson s'est voulu réaliste. Si la Banque d'Angleterre a suivi une logique anti-surchauffe en donnant le signal d'un relèvement d'un point des taux de base bancaires, passés à 12 %, le loyer de l'argent devrait rester à ce niveau fort élevé « pendant un certain temps », ce qui n'empêchera pas l'inflation de progresser encore durant « quelques mois ».

Calmer la demande intérieure qui augmente, selon le *Times*, à un « rythme insoutenable », ne s'annonce pas aisé. La publication de l'indice des prix de juillet (*Le Monde* du 21-22 août) avait illustré l'aggravation des tensions inflationnistes, la hausse atteignant 4,8 % en glissement. L'annonce le 25 août d'un fort déficit de la balance des paiements courants de 2,15 milliards de livres durant ce même mois de juillet n'a fait que confirmer les conséquences d'une croissance interne très rapide. Ce déficit - un record historique - est le seul fait du commerce extérieur, l'excédent des « invisibles » (frete, assurance, tourisme) s'étant stabilisé à 500 millions de livres. C'est bien là où le bât blesse.

Le mois dernier, les échanges de biens ont été déficitaires de

2,65 milliards de livres, contre 1,5 milliard au mois auparavant et 310 millions en juillet 1987. Ce doublement est dû à un tassement des exportations, notamment pétrolières, mais, surtout, à une vive poussée d'importations qui ne sont pas toutes le fait d'entreprises cherchant à moderniser leurs équipements en s'adressant à des fournisseurs étrangers.

Les menages britanniques, dont la consommation pourrait augmenter de plus de 5 % cette année selon les estimations de l'Institut national de recherche économique et sociale, ont eux aussi participé à cet envol des importations. Le déficit de la balance des paiements courants s'élève désormais à 7,9 milliards de livres sur sept mois, contre 4,4 milliards au même mois de l'année précédente. Devant l'ampleur du phénomène, M. Lawson et la Banque d'Angleterre n'avaient guère d'autre choix qu'une nouvelle hausse des taux d'intérêt, la huitième en deux mois. En l'absence d'un mouvement similaire en RFA, cette hausse aurait sans doute été de l'ordre d'un demi-point, et non d'un point comme le chancelier de l'Echiquier a été amené à le décider.

### Une baisse circonscrite sur les marchés boursiers

La hausse généralisée des taux d'intérêt en Europe a provoqué des mouvements de repli sur presque tous les grands marchés boursiers. Toutefois, le premier moment d'émotion passé, la plupart des places se sont un peu ressaisies. La baisse a été ainsi circonscrite à 1,45 % à Paris (après 2 % dans l'après-midi) à 2 % à Londres (après 3 %), à 0,8 % à New-York (après 1,7 %), à 1 % à Tokyo, à 0,5 % à Milan. Zurich a même réussi à maintenir le niveau de la veille. Quant aux marchés allemands, rassurés, semble-t-il, par le raffermissement du deutschemark, ils ont légèrement monté (+ 0,3 %).

Pourtant, tous les facteurs étaient réunis pour déclencher sinon un vent de panique, du moins une retraite précipitée des valeurs mobilières dont l'enchaînement n'est pas sans rappeler la situation qui avait prévalu quelques semaines avant le grand krach. Il faut cependant se méfier des analogies. Il y a un an, Wall Street avait battu son dernier record d'altitude avec le Dow Jones parvenu à la cote 2 722,41. On en est bien loin aujourd'hui. A l'époque aussi les volumes de transactions étaient partout à des niveaux élevés. Jeudi, Wall Street a baissé avec seulement 128 millions de titres échangés (la moitié d'une séance ordinaire). A Paris, le chiffre d'affaires sur les valeurs françaises a tout juste atteint 1 milliard de francs.

Sur tous les marchés, du reste, une faible activité a généralement régné. Instruits par la panique de la crise d'octobre dernier, les investisseurs, qu'ils soient britanniques, français, américains, italiens ou japonais sont

restés pour la plupart dans une prudente expectative. Si l'on en croit les analystes, de nombreuses Bourses sont à la croisée des chemins. C'est notamment vrai pour New-York et Paris, où il s'en faut de peu pour que les courbes se redressent sensiblement ou au contraire descendent de plusieurs crans.

Rue Vivienne, les spécialistes sont nombreux à qualifier la hausse des taux de péripétie. « Je ne regarde que le taux d'investissement des entreprises et leurs résultats », assure-t-il jeudi l'un d'entre eux. Ici comme ailleurs, il paraît urgent de se méfier et d'attendre... le résultat des élections américaines.

A. D.

## ÉNERGIE

Après la catastrophe de la plate-forme Piper Alpha

### Le gouvernement britannique oblige les pétroliers à investir dans la sécurité

Le gouvernement britannique, tirant les premières leçons de la catastrophe, intervenant le 6 juillet, sur la plate-forme Piper Alpha, qui avait fait cent soixante-sept morts, a demandé par lettre à toutes les compagnies opérant en mer du Nord d'améliorer la sécurité des plateformes pétrolières. Les compagnies ont jusqu'au 15 octobre pour présenter leurs plans. Les autorités ont, en outre, précisé qu'elles avaient gelé les projets de mise en exploitation de nouvelles gisements jusqu'à ce que l'enquête complète sur les causes de l'accident ait été terminée.

Le renforcement des mesures de sécurité sur les plateformes pourrait coûter, selon les experts, plus de 200 millions de livres (2,2 milliards de francs) pour les seules installations existantes. En effet, le gouvernement veut imposer l'installation de valves de sécurité situées sous la mer à la base du puits qui se refermeraient automatiquement, afin d'éviter en cas d'accident le reflux d'importantes quantités de gaz ou de pétrole contenus dans les tuyaux et d'isoler la plate-forme. C'est ce reflux qui, selon les premières conclusions de l'enquête, aurait transformé l'accident de Piper Alpha - un départ d'explosion d'un compresseur sur la plate-forme - en véritable catastrophe.

Outre des difficultés techniques de mise au point, l'adjonction de valves de sécurité sous-marines pose un problème financier, chacun de ces éléments coûtant environ 5 millions de livres (50 millions de francs). C'est pourquoi le gouvernement s'est abstenu, dans sa lettre, d'imposer un système précis de sécurité, laissant une certaine latitude aux compagnies : « Lorsque des systèmes d'isolation sous-marins ne seront pas proposés, le département (de l'Énergie) devra être assuré que cela ne mettra pas en cause l'intégrité et la sûreté des installations », précise la lettre adressée le 24 août aux compagnies, selon le *Financial Times*.

Ces nouvelles normes devraient alourdir notablement les coûts d'exploitation du brut en mer du

Nord, alors que la chute de moitié des prix du pétrole depuis 1986 a déjà largement entamé la rentabilité de certains champs. Il ne semble pas toutefois que ces charges supplémentaires doivent réduire l'intérêt déjà très vif des compagnies pour la mer du Nord, comme en témoignent les nombreuses demandes de permis présentées cette année. La fiscalité particulièrement favorable en Grande-Bretagne, les progrès techniques - qui ont permis de réduire les coûts presque de moitié depuis deux ans - et surtout les perspectives de nouvelles découvertes compensent, estiment les experts, les pertes subies par ailleurs.

Reste que la catastrophe de Piper Alpha coûte déjà très cher aux compagnies. La fermeture de six champs pétroliers tous reliés par oléoducs à Piper Alpha prive les géologues propriétaires (Occidental et Texaco) de deux cent mille barils par jour de production, ce qui représente, selon la Banque royale d'Écosse, un manque à gagner de près de 20 millions de francs par jour.

V. M.

GUY HERZLICH.

### L'affaire Forest Liné

### Des fraiseuses françaises auraient servi à la fabrication de Mig

Les États-Unis ont souligné, le jeudi 25 août, l'importance de l'affaire d'exportation illégale de technologies vers l'URSS dans laquelle est impliquée la société française Forest Liné (*Le Monde* du 23-24-25-26 août), mais ont jugé exemplaire la collaboration entre les enquêteurs français et américains.

La société Forest Liné a semblé-t-il, exporté illégalement des « douzaines de fraiseuses sophistiquées utilisées par les Soviétiques à des fins militaires », a souligné le porte-parole du Pentagone, M. Fred Hoffman. « Nous pensons que ces

machines ont servi à la fabrication des chasseurs-bombardiers Mig », a-t-il ajouté.

M. Stephen Bryen, sous-secrétaire à la défense chargé de la sécurité pour les affaires commerciales, avait la veille laissé entendre devant quelques journalistes que cette affaire pourrait être aussi grave pour l'alliance atlantique que l'affaire Toshiba. Cette société japonaise avait exporté des machines-outils ayant permis de rendre les sous-marins soviétiques plus silencieux. (AFP.)

## Le Monde IMMOBILIER

### appartements ventes

#### 6<sup>e</sup> arrdt

**MONCEAU RARE, DUPLEX**  
Dern. ét., 2 p. + terr. 10 m<sup>2</sup>, nat. parq. 1 500 000 F. Tél. : 46-25-62-00 9-14 h. 20 h.

#### 18<sup>e</sup> arrdt

**6<sup>e</sup> ÉTAGE ASCENSEUR**  
SACRÉ CÉLÈRE, 80 m<sup>2</sup>, style art. a.d.b., cul., w.c., vue sur parc, vend. 1 980 000 F. Tél. : 43-57-71-55.

### OFFRES D'EMPLOIS

CLINIQUE MARSEILLE (104)  
Tél. : 91-35-00-70, rech.

### INFIRMIÈRES

ÉTAGE + BLOC.

### propositions diverses

Collection, ch. photograph. te. dipl., licences, fac. droit Paris art. 1983, t. bon prix. Entre HAVAS, n° 6255. L.P. 85 58003 VANDES CIX.

Recherche J.P. avec références pour garder enfant 2 ans 1/2 au très bon salaire. B-15 h (174). Tél. au 46-38-58-30 (dépendant) jusqu'au 28-08 et au 45-45-63-93 à partir du 28-08.

### maisons individuelles

#### DINARD (35)

200 m plage de maison p. de cor. côté L. 4 chbres, 2 b. de s., 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> étages. A saisir. (16) 46-34-22-78.

Coté L. Journal recherche, de part à part, maison ancien. (80 m<sup>2</sup>) avec petit jardin ou cour à proximité. Liseon facile et rapide avec garage St-Lazare ou Montparnasse. Max : 700 000 F. Tél. : 45-02-55-04.

### maisons de campagne

VILLERS-SUR-MER

300 m centre ville, 500 m plage, maison indiv. meublée avec terrasse grill., 2 p. + mezzanine aménagée, cul., bain, w.c., 6 ch. + 6 pers. 250 000 F. 45-56-12-56 bur. 45-56-55-63 la soir.

### pavillons

CHAMPIGNY-COULILLY Val-de-Marne (94500). A vendre pavillon 1980. Sur cour-enclos, 4 chbres, 2 s. de b., cul., équip., salle de séjour, 2 w.c. Terrain 720 m<sup>2</sup>. Prix : 1 000 000 F. Téléphone : 46-80-72-02. Après 19 heures.

### propriétés

#### SUPRÊME PTE RÉCENTE

Liv. 57 m<sup>2</sup> 7 chbres, Terr. 1 750 m<sup>2</sup>. Prix. 600. Lycée International. 20<sup>e</sup> Paris Ouest. Prix : 3 550 000 F. DE HAVILLAND 46-02-60-60.

BEAUMONT-LE-ROGER 27<sup>e</sup> 120 km de Paris. Basse de coll. rav. 1<sup>er</sup> norm. authent., restaurée, parfait état, hérit. de cul., meublée : 6 ch., 2 salles de b., 2 w.c. de cul., S./terr. plat de 2 000 m<sup>2</sup>, pour. 4 ch. div. : 850 000 F avec 2 000 m<sup>2</sup> ou total à disc. facil. vend. à part. de 200 000 F. 42-55-00-06 de préférence soir sauf week-end ou répondre.

### A SAISIR

28 - Eure-et-Loir B. ferme amén. 5 p. 250 m<sup>2</sup> env., meub., 3 conf., beau terrain clos, 1 300 m<sup>2</sup>. Propr. : 45-42-12-12

maison 1980 gd etgd. 10 p., 250 m<sup>2</sup> habitables, parc paysagé entièrement clos, 1,6 ha, 6 pers. VUE IMPRÉVABLE. 400 m. GOLF DE POUILIGNY à 6 km. AFFAIRE EXCEPTIONNELLE vendue très en dessous de sa valeur. France Canal 45-25-00-75

### terrains

A louer ou à vendre en Sables à 15 km de la frontière. Terrain Industriel de 2000 m<sup>2</sup>. Entre sous-sol 91-805 à ASBA Aménagement SA, ch. d'aff. Possibilité d'habitation, 2 chbres. Tél. : 19-282-35-07-25.

### bureaux

#### Locations

**VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATION**

Constitution de Sociétés et services 43-55-17-50.

#### DOMICILIATION

DEPUIS 80 F/MOIS PARIS 1<sup>er</sup> 9-12-15-16-18-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-8











